













## AMÉRIQUES

# Ce que je pense du Chili

## III. — Les chances de la démocratie

par EDUARDO FREI

Dans les deux premiers extraits du livre de M. Eduardo Frei, les Commandements de l'histoire et les Exigences de l'avenir, l'auteur chilien justifie son attitude au moment du renversement de M. Salvador Allende en 1973 et critique violemment l'équipe « fasciste » au pouvoir à Santiago responsable de la faillite économique et de l'isolement du Chili sur la scène internationale (« le Monde » des 5 et 6 mars). Nous publions aujourd'hui un dernier passage de l'ouvrage du leader démocrate-chrétien, dont la diffusion n'a été officiellement autorisée à Santiago qu'en janvier dernier.

Chacun a sa part de responsabilité dans la situation présente. Les dirigeants de l'Union populaire ont gaspillé les ressources nationales, ils ont déclenché la violence, ils ont ouvertement affiché leur mépris pour la démocratie. La démocratie chrétienne n'a pas su rester unie, ce qui était la condition indispensable, avec l'ouverture vers d'autres secteurs sociaux et politiques, pour poursuivre la tâche commencée en 1964. Y aurait-elle parvenue que notre pays serait aujourd'hui l'un des plus prospères et l'un des plus libres de l'Amérique latine. Les syndicats se sont politisés à

l'extrême, provoquant ainsi la désertion de beaucoup de travailleurs. Les luttes partisans dans les universités ont créé un climat qui décourageait l'étude, la recherche et l'échange des idées. Mais la crise chilienne est liée à un phénomène de portée universelle qui touche aux racines mêmes de la civilisation. Les systèmes totalitaires, de droite et de gauche, menacent partout les régimes démocratiques, et la violence se déchaîne dans les sociétés qui paraissent les mieux immunisées contre elle. Les intellectuels se rebellent en Russie et dans les pays sous sa dépendance. Tout a changé dans l'ordre politique, social et économique. Les relations familiales et les formes de vie religieuses elles-mêmes ont été affectées. Des conflits sont apparus, dont il y a quarante ans seulement on n'aurait pas eu l'idée. Les normes traditionnelles de la morale se trouvent elles-mêmes modifiées. Le fonctionnement des institutions est affecté par les problèmes démographiques, par l'épuisement des ressources naturelles, par la pollution de l'air et des eaux, par le développement des moyens d'information, par l'apparition d'organismes internationaux dont les moyens sont supérieurs à ceux de bien des États et par des progrès technologiques inimaginables.

### La leçon du général de Gaulle

Rejeté dans ces conditions la responsabilité de la croissance de la violence et du communisme sur le gouvernement démocrate-chrétien est absurde. La guérilla est apparue à partir de 1968 dans toute l'Amérique latine. Des mouvements extrémistes se sont produits en France, en Allemagne, en Italie, aux États-Unis. La tension s'est aggravée entre la Chine et la Russie, et celle-ci est intervenue pour écraser par la force le printemps de Prague de 1968, et la révolte polonaise de 1970. Le

Chili ne pouvait faire exception. Son gouvernement d'ailleurs combattait la violence extrémiste sans concession et fit face, dans le cadre des lois, aux assauts que subissaient toutes les nations. La démocratie chrétienne est restée fidèle à cette ligne de conduite, quand, durant le règne de l'Unité populaire, elle lutta contre la violence et la répression. Elle a eu le contrôle des armes.

On n'affrontera pas ces réalités nouvelles en les niant, mais seulement en comprenant leurs

causes. C'est ce qu'avait réussi à faire le Chili, et c'est pourquoi il était resté stable au milieu des divisions de l'Amérique latine. C'est pourquoi il parvint à consolider sa classe moyenne, puis à faire de la classe ouvrière une partie intégrante et active du pays. C'est ainsi que, à partir de 1960, des réformes furent mises en œuvre. C'est dans cet esprit que nous avons gouverné de 1964 à 1970.

Les pays qui ont cru possible de revenir en arrière ont tous échoué. Les années ont passé au Portugal, et l'on a vu réapparaître les mêmes idées et les mêmes partis. En Espagne, des dizaines d'années de silence et de répression n'ont pu effacer du cœur des hommes le désir de liberté et la fidélité à leurs idées. On peut faire la même constatation pour l'Italie et pour l'Allemagne, après la chute du fascisme et du nazisme, et penser que le même phénomène se produirait en Europe orientale si demain les « doubles » soviétiques s'y exprimaient librement.

Le général de Gaulle nous a donné à ce propos un exemple qui mérite d'être médité. Rassemblés en 1958, les dirigeants d'une crise politique extrêmement grave, réunis par l'ampleur du problème algérien, il aurait pu suivre le chemin de la facilité en fermant le Parlement, en contraindant la presse et en exerçant au nom des forces armées une autorité illimitée. En dépit du retour d'Algérie de près d'un million de Français furieux contre lui, en dépit des attentats, en dépit de la révolte d'une partie de l'armée d'Algérie, il a réussi à créer de nouvelles institutions qui ont permis à la France de sortir d'une situation critique en affermissant la démocratie. Les gouvernements qui se sont succédés depuis son départ ont amené la France à son plus haut degré de prestige et de développement.

C'est la preuve que l'on peut, avec l'appui des forces armées, mais en cherchant le consentement du peuple, assurer la tranquillité d'un pays. Les forces armées chiliennes doivent faciliter la recherche d'une solution analogue dans notre pays.

### Restaurer la liberté

Le temps ne joue pas en faveur des solutions constructives et pacifiques. Lorsque les organisations politiques, les syndicats, les organisations professionnelles et les organisations de masse se réunissent, ce sont toujours ceux qui sont les plus durs pour la lutte clandestine qui prennent le dessus. L'accumulation des souffrances et la répression rendent de plus en plus difficiles les solutions raisonnables.

De 1970 à 1973, c'est le peuple organisé qui a résisté au Chili à une tentative totalitaire. Ce ne sont pas les hommes d'affaires qui ont livré bataille. Certains sont restés et ont lutté, mais d'autres sont partis avant de revenir, en dehors et à l'étranger, à l'école, à ceux qui avaient fait face. Le combat a été mené d'abord au sein des syndicats, des organisations professionnelles, des unions de quartier au moyen des manifestations de masse. Ce sont avant tout les mouvements politiques démocratiques qui l'ont conduit.

On voudrait nous faire croire que la démocratie est impossible au Chili, que son retour nous amènerait au désordre, et qu'elle n'est défendue que par des ambitions incapables de maintenir l'ordre public et d'assurer la direction efficace des affaires de l'État. En réalité, il n'est question ni de personnes ni de partis. Nous avons besoin d'un vaste accord qui dépasse les limites d'un groupement. Les structures de la démocratie portées à ce point, ne peuvent pas être les mêmes qu'avant 1970. Mais la démocratie suppose toujours le respect de la personne et de ses droits, l'impossibilité de juger un citoyen sinon en accord avec les lois et devant les tribunaux, la garantie d'une vie à l'abri de la peur et de l'insécurité sous la protection des lois reconnues et appliquées.

Cela suppose la liberté d'expression et de l'information, le respect de l'autonomie universitaire, la possibilité d'organiser des partis, l'élection des gouvernants au suffrage libre et secret, la séparation des pouvoirs exécutif et législatif. Les syndicats doivent être représentés authentiquement des travailleurs : ceux-ci doivent avoir droit au travail et à une juste participation. Le citoyen ne doit pas seulement exercer le droit de vote, il doit bénéficier d'une réelle égalité des chances et disposer d'organisations qui le représentent efficacement.

On parle beaucoup de l'inefficacité du système démocratique. Comment alors expliquer que le Chili soit parvenu à un tel niveau de développement social, d'éducation et de santé, alors que sa superficie est inférieure à celle de beaucoup de pays de l'Amérique latine, qu'il dispose de moins de ressources naturelles et que son climat est particulièrement hostile ? Ce pays possède l'une des meilleures, sinon la meilleure, infrastructure de l'hémisphère sud. Il a été le premier à

construire des chemins de fer, un télégraphe, une station de communication par satellite. Il a irrigué des centaines de milliers d'hectares, s'est distingué par sa culture, par la qualité de ses professionnels et de ses scientifiques. Nous pouvons être fiers de notre histoire qui s'est conformée avec l'exercice de la liberté avec l'existence d'un des plus anciens Parlements d'Occident, avec des tribunaux indépendants.

Beaucoup de ceux qui ont renié notre démocratie pour réaliser leurs rêves passionnés peuvent aujourd'hui mesurer ce qu'ils ont perdu et pleurer sur ses ruines. Comment ceux qui louent les dictatures ont-ils pu effacer du cœur des hommes le désir de liberté et la fidélité à leurs idées. On peut faire la même constatation pour l'Italie et pour l'Allemagne, après la chute du fascisme et du nazisme, et penser que le même phénomène se produirait en Europe orientale si demain les « doubles » soviétiques s'y exprimaient librement.

Il n'est pas douteux que le système est en train de souffrir d'une crise profonde et que le Chili, à l'heure d'une manière extrême, d'autres peuples ont connu de pareilles épreuves, auxquelles s'ajoutaient l'occupation étrangère et la destruction physique. Les institutions démocratiques leur ont permis de se relever et d'atteindre en peu d'années le plus haut degré de bien-être. La tâche qui s'offre aux Chiliens c'est de réparer les erreurs commises et d'établir des institutions exprimant les nouvelles réalités nationales et mondiales. La restauration de la démocratie ne constitue pas seulement une exigence profonde de la nation, elle correspond à son intérêt le plus immédiat. Elle lui permettra de se présenter dans le concert mondial dans des conditions bien différentes de celles qui prévalent aujourd'hui.

Entre le mépris de la démoc-

ratie et le communisme, il y a le peuple chilien, sa grande et immense majorité. Ce peuple qui veut une autorité efficace et ferme, ce peuple qui veut sa sécurité, mais qui par dessus tout réclame la paix, la justice et le travail de chacun. Il existe au Chili toute une part de la société qui a été trompée. Ses aspirations n'étaient pas le produit du sectarisme idéologique : elles provenaient d'un grand désir de justice et de promotion sociale. Nous ne pouvons lui refuser notre respect et notre compréhension si elle est disposée à démontrer par ses actes son attachement aux valeurs de la liberté, face à toutes les tentatives de revanche ou de totalitarisme. Il faudrait être aveugle pour ne pas lui attribuer une place importante dans le Chili de demain. Il nous faut dépasser nos divergences pour que la majorité puisse s'exprimer. Cette majorité est immense : elle comprend les milieux les plus divers, qu'ils se reconnaissent ou non dans des partis, y compris ceux qui soutiennent la possibilité d'un socialisme démocratique.

Partout dans le monde les forces armées jouent aujourd'hui un rôle important dans la politique nationale. Non sujettes aux contingences partisans, elles peuvent constituer un apport permanent non seulement dans leur propre domaine, mais aussi dans des secteurs comme la planification, le développement, le progrès technologique. Nous n'avons pas su le reconnaître à temps, mais l'un des grands problèmes de l'avenir est de déterminer le rôle des forces armées dans la vie nationale. Leur existence se confond avec la vie même de la République.

Il est dangereux pour elles et pour le pays de lier leur prestige à des formules économiques préconisées par les grands assureurs de la vieillesse de la mer toutes les vicissitudes de la politique. Dans le passé, les forces armées chiliennes sont rarement intervenues ; bien plus, elles ont toujours aidé au respect de la

Constitution. C'est là leur plus beau titre et la raison de leur indiscutable prestige. Elles ne pourraient rendre de meilleur service à la patrie qu'en se conformant à cette ligne de conduite.

Il faut aujourd'hui, pour fonder l'autorité, un consensus beaucoup plus large qu'autrefois et une participation de tous les secteurs de la vie nationale. Une démocratie limitée n'est plus concevable. Les grandes lignes de la politique à suivre doivent être connues et discutées par tous au cours d'un débat antérieur à la prise de décisions. Mais une fois l'accord obtenu, il appartient à l'autorité d'appliquer cette décision d'une manière pratique et efficace. La démocratie ne peut consister dans la discussion permanente. Les minorités ont le droit d'exister, de s'exprimer, de défendre leur point de vue pendant l'élaboration d'un projet, non d'en paralyser l'exécution. La majorité ne peut vivre sous le chantage d'une minorité.

Aucun projet de société démocratique n'est possible si on ne comprend pas que la liberté est synonyme de responsabilité. Il ne faut pas se leurrer : ceux qui préfèrent la tranquillité des esclaves, ceux qui laissent volontiers à d'autres le soin de penser et de décider pour eux sont plus nombreux qu'on ne croit. Il en va de même de ceux qui confondent la liberté avec l'absence de toute morale. Je ne pense pas que le peuple chilien se reconnaisse dans les uns ou dans les autres. C'est donc à lui de se prononcer. Seul il a l'autorité pour trancher, diriger et commencer une nouvelle étape historique. Procéder autrement reviendrait à écrire sur du sable. Une nouvelle Constitution doit être approuvée par le peuple souverain, seul habilité à signer une charte fondamentale.

Les idéologies forcenées qui nous ont fait tant de mal au cours des dernières étapes de notre vie nationale constituent une forme d'obsession. Ceux qui vivent dans l'agitation fébrile en rêvant de schémas irréels ne sont que des faibles, ils ne construiront jamais rien de solide.

FIN

**La Redoute**  
Vous savez  
que c'est maintenant  
qu'il faut  
l'acheter?



Le printemps-été montre déjà le bout de son nez. Dans le catalogue de La Redoute en tout cas. Pour découvrir ce que vous allez porter ce printemps et cet été, courez chez votre marchand de journaux.

**Le catalogue  
Printemps Été de La Redoute**  
12 F remboursés dès la première commande.  
**12F chez votre  
marchand de journaux**

et à La Redoute à :  
Paris 17<sup>e</sup> - 76, avenue de Cligny.  
Nanterre - hall du R.E.R. Station Nanterre Préfecture.  
Rosny 2 - Centre commercial de Rosny 2.  
Vélizy 2 - Centre commercial de Vélizy 2, avenue de l'Europe

## Le général Pinochet va désigner un nouveau gouvernement

Santiago (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — Le gouvernement chilien a démissionné, le vendredi 5 mars, pour permettre au général Pinochet de procéder à un remaniement ministériel. L'actuelle équipe, faisant plus de place aux civils que la précédente, avait été mise en place en avril 1973 pour relancer l'économie chilienne. Cette décision a créé une certaine surprise à Santiago. Toutefois le chef de l'État avait annoncé, que des « réajustements » de la politique économique allaient être entrepris. La composition du nouveau cabinet devrait être connue au début de la semaine prochaine.

### RÉAJUSTEMENTS

Le remaniement ministériel au Chili sera vraisemblablement de portée très limitée. Il ne devrait pas remettre en cause l'orientation économique hypos-libérale, du ministre, M. Jorge Cauas.

Peu après la crise militaire de janvier, qui avait culminé avec la démission du général Arriagano Stark, chef d'état-major de la défense nationale, le général Pinochet avait annoncé un réajustement de la politique économique. La faillite évidente de cette politique et ses conséquences sociales ont provoqué dans le grand malaise chez des officiers supérieurs.

Peu à peu, néanmoins, le chef de l'État a paru désireux d'atténuer la portée de ces promesses : lors d'une récente tournée dans le sud du pays, le général Pinochet ne parlait plus que de réajustements économiques.

Si le chef de la junte militaire a pu faire machine en arrière, c'est qu'il a bénéficié, ces dernières semaines, de plusieurs facteurs favorables. Tout d'abord, il est parvenu à reprendre en main la hiérarchie de l'armée de terre, armée dont il est lui-même issu, et dont le poids est déterminant. Il a, d'autre part, obtenu que les trois membres de la junte lui réaffirment publiquement leur solidarité, lors d'une grandiose cérémonie militaire qui a eu lieu à la fin janvier, à Santiago.

Sur le plan économique, le gouvernement peut faire état, pour

la première fois depuis 1974, de quelques nouvelles « encourageantes ». En particulier, les cours du cuivre remontent à la Bourse de Londres, en raison, notamment, des inquiétudes que suscitent dans les pays occidentaux, la situation en Afrique australe, et notamment en Zambie.

Le récent octroi, par la Banque mondiale, d'un prêt de 100 millions de dollars pour développer la production du cuivre a, également, remonté le moral des conseillers économiques de la junte. Enfin, certains investisseurs étrangers, américains et japonais, se seraient récemment montrés moins réservés que naguère.

Tout ceci ne peut faire oublier l'essentiel : l'inflation qui caracolait autour de 340 % par an, le chômage qui atteint près de 18 % de la population active dans le grand Santiago, une baisse de la production industrielle qui a approché 25 % en 1975. Mais au milieu de tant d'échecs, quelques bonnes nouvelles peuvent engendrer l'euphorie.

Aussi, pense-t-on à Santiago que « l'économie sociale de marché » — version à peine corrigée du « modèle brésilien » — ne sera pas remise en cause. Tout au plus la nouvelle équipe pourrait-elle avoir la consigne de limiter le « coût social » de la politique : cet euphémisme au Chili, désigne la chute brutale du niveau de vie, le chômage, et l'augmentation de la mortalité infantile. — J.-P. C.

**leMAROC**  
par la mer  
avec votre  
voiture



Tous les 4 jours  
le soir à 22 heures  
au départ de Sete  
à destination de Tanger

avec le  
car-ferry **AGADIA**

Vous trouverez à bord un personnel accueillant, confort tranquille, une cuisine de très bonne qualité et toutes facilités de transport bagages, voitures, caravanes, avec des prix de passage à partir de 248 F par pers. Toute l'année des voyages séjours et des voyages circuits de 9 et 13 jours, avec votre voiture ou en autocar, sont organisés à votre intention au départ de SETE.

SETE est facile d'accès par l'autoroute.

Demandez horaires et programmes à votre agence de voyages ou **COVNAV Ferry** Compagnie Marocaine de Navigation 43, avenue des F.A.R. CASABLANCA Tél. : 27.56.16 - Tél. : 22.25

AGENTS GÉNÉRAUX POUR LA FRANCE  
Transat  
BORDEAUX - BRUXELLES - LILLE - LYON  
MARSEILLE - NANTES - NICE - SETE  
TOULOUSE - PARIS  
TRANST 5 bis rue de Sèze PARIS  
Tél. (1) 742.30.10

Parents, gratuitement, nous vous conseillons

**L'ÉCOLE IDÉALE**

dans la

**RÉGION IDÉALE**

plus de 80 écoles et instituts privés

enseignement de qualité, réputé, diversifié

sports d'été et d'hiver

**RÉGION DU LÉMAN**

Canton de Vaud - SUISSE

- ambiance propice aux études
- carrefour des grandes voies de communications
- paysage de toute beauté - climat sain

**SERVICE SCOLAIRE DES ÉCOLES PRIVÉES**

Avenue de la Gare 10, 1002 Lausanne/Suisse

Téléphone 021/22.77.71

Sous le patronage de l'Association vaudoise des écoles privées (AVOEP) et de l'Office du tourisme du canton de Vaud (OTV)

سكوت الامل



POLITIQUE

LES ÉLECTIONS CANTONALES

VAL-DE-MARNE : Polemique

entre MM. Marchais (P.C.) et Nungesser (U.D.R.)

● M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., député du Val-de-Marne, ayant déclaré le 4 mars à R.T.L. que M. Roland Nungesser, député U.D.R. du même département, était « un spécialiste de la colonisation », des représentants de la majorité présidentielle dans le Val-de-Marne, MM. Vermeulen (U.D.R.), Grien (U.D.R.), Grollet (R.I.), d'Ormesson (C.N.I.) et Lacroix (réf.) estiment que les dirigeants du parti communiste perdent « tout contrôle d'eux-mêmes » parce qu'ils craignent « le verdict populaire ».

● M. Robert-André Vivien, ancien secrétaire d'Etat, député U.D.R., conseiller général sortant de Saint-Mandé, déclare avoir le soutien des conseillers généraux U.D.R. et républicains indépendants du Val-de-Marne et dément avoir autorisé M. Vermeulen, Grien, Centre démocratique, qui se présente contre lui, « à faire figurer son nom et ses titres dans son comité de soutien », ce qui paraît aller de soi.

● HAUTE-GARONNE. — Contrairement à ce qui était indiqué dans nos premières éditions datées du 6 mars (page 7), M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, ne brigue pas pour la première fois un mandat cantonal : il est au contraire conseiller sortant dans le canton de Toulouse XV. Le nombre des membres du gouvernement demandant le renouvellement de leur mandat est de quinze (et non quatorze), et celui des ministres ou secrétaires d'Etat se présentant pour la première fois, de trois (et non de quatre).

● VAL-D'OISE. — Le conseil général du Val-d'Oise était composé, avant le renouvellement du 7 et 14 mars, de dix-sept élus de la majorité, de neuf communistes et d'un radical de gauche. M. François Gayet, qui se représente à Saint-Leu-la-Fèvre, avec le soutien du parti socialiste.

LES RÉSULTATS SUR LES ONDES

Les chaînes de télévision et de radio consacrent tout ou partie de la soirée du dimanche 7 aux résultats du premier tour des élections cantonales.

Sur la partie écran, TF 1 et Antenne 2 ont bouleversé leurs programmes réguliers pour des « spéciales élections » qui débutent sur les deux chaînes, vers 21 h 30.

Sur Europe 1, le dépouillement des résultats est suivi par des envoyés spéciaux, à partir de 20 heures, dans trente cantons représentatifs, choisis dans six départements, et donnant lieu à une opération « estimations ».

Entre 21 h 30 et 22 h 30, un débat réunit des personnalités politiques.

Les premiers résultats sont donnés à 17 h 30, sur R.T.L. et commentaires, au micro de Jean Carlier par des représentants des différents partis.

Soirée « non stop » à partir de 22 heures sur Radio-Montecarlo et à partir de 20 heures, à l'antenne de Sud-Radio, qui ouvre ses studios au public et reçoit MM. Cavallé, Savary, Saudia, et des professeurs de l'école de sciences politiques de Toulouse.

Des émissions spéciales sont également diffusées sur France-Inter (de 18 heures à 20 h 30, de 21 h 15 à 22 h 10), sur France 2 (de 20 h 30 à 22 h 10), sur France-Culture et France-Musique : les résultats seront donnés simultanément, entre 23 h 45 et 24 heures.

● Une association « Marseille majorité socialiste » s'est constituée vendredi 5 mars, à Marseille. Sa naissance a été annoncée au cours d'une conférence de presse par tous les responsables locaux de la majorité présidentielle (U.D.R., républicains, indépendants, C.N.I. et Centre démocratique). L'association se donne notamment pour objectif de provoquer la constitution, dans chaque secteur, lors des élections municipales, d'une liste unique de la majorité présidentielle. Les fondateurs ont souligné que c'est la première fois, depuis la libération, que se réalise à Marseille l'union de toutes les familles politiques nationales et libérales.

● M. Dominique Bussereau, président de Génération sociale et libérale (Jeunes Girondins), a été reçu jeudi 4 mars après-midi par M. Giscard d'Estaing à l'Elysée. Le président de la République a indiqué à son interlocuteur qu'il souhaite que les jeunes prennent une part de plus en plus active à la vie politique.

M. MAIRE : le P.C.F. affirme clairement sa volonté de domination.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., analyse dans une interview accordée à la revue *Faire* (1) l'évolution du P.C.F. Il estime que le XXII<sup>e</sup> congrès, de ce parti, « présente simultanément un aspect positif et un aspect inquiétant ».

« Positif », explique-t-il, les positions publiques qu'il prend sur les libertés, dénonciation d'une dégradation des restrictions apportées à leur exercice en U.R.S.S., ces positions, doivent entraîner normalement des modifications dans le comportement des militants et l'identité du parti (...). Ce congrès, pour l'essentiel, est la réaffirmation de la prééminence du parti communiste comme seul instrument aux mains des travailleurs pour construire le socialisme. Il s'agit là d'une volonté de domination clairement affirmée sur le plan stratégique et idéologique : la base sociale d'une transformation socialiste, c'est la classe ouvrière ; son parti, c'est le P.C. Ces questions inséparables et particulièrement dangereuses : le syndicat se trouve placé sous la direction du parti le plus communiste, l'organisation de la classe. Cette conception, inacceptable pour nous, provoquera même, nous le craignons, une certaine défection au sein de la C.G.T. (...).

« Je crois qu'il y a actuellement dans la C.G.T. une certaine ligne à l'égard de cette prépondérance accordée à l'action des cellules communistes dans les entreprises (...).

« Le P.C.F. tout en reconnaissant la diversité des pluralismes politiques, conserve sur le plan théorique la thèse de la démocratie comme système unique, conception qui fonde d'ailleurs son mode d'organisation interne ».

(1) Revue dirigée par M. Gilles Maire, 24, rue Sainte-Anne, Paris (2<sup>e</sup>).

UNE PROMOTION REMARQUÉE AU P.C.F.

M. Paul Laurent et son énigme

En prenant en charge la section « organisation du parti », M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., a franchi une nouvelle étape d'une ascension qui, pour être discrète, n'en paraît pas moins irrésistible. Sa promotion continue laisse perplexes, comme le personnage. M. Paul Laurent pose une énigme : cet ancien agent technique des ponts et chaussées se contente-il de paraphraser avec une élocution lente les communiqués du bureau politique ou possède-t-il la trempe d'un authentique dirigeant ouvrier ? Lors des débats du XXI<sup>e</sup> et du XXII<sup>e</sup> congrès, par exemple, il fait preuve d'une grande discrétion, se bornant les deux fois à intervenir sur des points marginaux. En revanche, dans les discussions à huis clos, ses amis ou ses interlocuteurs s'accordent à lui reconnaître une réelle finesse d'analyse.

Fils d'ouvrier métallurgiste, né le 1<sup>er</sup> mai 1925 à Gennevilliers (Seine-et-Marne), agent technique des travaux publics, il a déjà une longue pratique de l'animation du mouvement communiste. Ayant adhéré au P.C.F. en 1945, dans le vingtième arrondissement de Paris, il assume de 1954 à 1962 le secrétariat général du mouvement de la jeunesse communiste. En 1966, il est élu au comité central du parti et, en 1967, il entre au bureau politique.

A partir de 1962, tout en continuant à superviser les questions de jeunesse, il prend en charge la fédération de Paris, qui est aujourd'hui la plus importante du parti par ses effectifs. Au sein de cette fédération, il introduit une pratique de la discussion et de la liberté d'expression qui, dans un premier temps, n'est pas allée sans étonner et parfois même inquiéter le reste du parti : certains dirigeants avaient remar-

qué, alors, que les résultats électoraux du P.C.F. dans la capitale n'étaient pas à la hauteur des efforts déployés par les militants parisiens.

M. Paul Laurent a été élu député de Paris (2<sup>e</sup> circonscription) une première fois en mars 1967. Battu en juin 1968, il a retrouvé son siège en mars 1973 en se battant en faveur d'un programme commun de gouvernement à la négociation duquel il a activement participé. Depuis 1972, il assure, en outre, la représentation du P.C.F. au sein du comité de liaison de la gauche.

En octobre 1973, il est entré au secrétariat du parti avec pour fonction de coordonner les activités des fédérations communales et d'assurer la liaison avec les groupes parlementaires.

T. P.

● M. Georges Marchais à Tokyo. — Le secrétaire général du P.C.F. sera l'invité du parti communiste japonais du 5 au 11 avril. Ce parti recevra, à partir du 27 mars, M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol.

D'autre part, la fédération du Val-de-Marne du parti communiste proteste contre le fait que la télévision régionale n'ait diffusé aucun extrait de sa conférence de presse sur le « livre noir de la société libérale avancée » (le Monde du 3 mars). Une interview de M. Marchais, député du département, avait été prise à cette occasion.

ARMÉE

En Allemagne

SANCTIONS POUR DES APPELS QUI AVAIENT FAIT CIRCULER UNE PÉTITION

(De notre correspondant.)

Bonn. — Deux appels des F.P.A. appartenant au 9<sup>e</sup> régiment d'infanterie stationné à Landau (Rhénanie-Palatinat), le soldat de deuxième classe Vandekham et le caporal-chef Kozimowski, ont été récemment punis respectivement de quinze et quarante-deux jours d'arrêts de rigueur, indiqués le comité de soldats de Landau. Ils avaient fait circuler une pétition demandant des « améliorations » sur la suppression, au mois de mars, de la permission de solatisme-douze heures avec voyage gratuit, qui aurait reçu une cinquantaine de signatures. Un agent aurait également été puni de quinze jours d'arrêts pour avoir laissé circuler la pétition. Au quartier général de Baden-Baden, on indique que les appels du contingent 75-04, qui seront libérés à la fin de ce mois, ont utilisé les onze permissions de solatisme-douze heures auxquelles ils ont droit, et que la permission du mois de mars n'a donc pas été supprimée.

D. V.

● Le vice-maréchal de l'air Shaker Abdel Monem, commandant l'armée de l'air égyptienne, est en séjour officiel en France du dimanche 7 au samedi 13 mars, sur l'invitation du général Grialet, chef d'état-major de l'armée de l'air française. L'égyptien possède notamment une quinzaine d'années de combats au Moyen-Orient, et a participé à la construction, sur l'île du Caïre, d'usines de construction aéronautique à des fins militaires.

● Un cocktail-Molotov a explosé vendredi 5 mars à Lille, vers 19 h 30, devant un local où M. Dupuy de Mény devait animer une réunion de soutien à l'armée : après une brève échauffourée entre des sympathisants de M. Mény et deux cents contre-manifestants, la calme est revenue et la réunion s'est déroulée sans incident devant une centaine de personnes.

ELECTIONS MUNICIPALES

Pour un scrutin apaisé donnant satisfaction à tous sans affrontements, voir pages 85 à 102 du livre « RELEVÉ DES DÉFIS », Problèmes d'aujourd'hui par Jacques VILLEMENOT. Un livre dont la presse ne parle pas mais qui est la pensée d'aujourd'hui. 7, rue des Courbes, 75005.

LES POURSUITES POUR ENTREPRISE DE DÉMORALISATION

Tous les inculpés sont en liberté

M. Christian Galin, juge d'instruction à la Cour de service de l'Etat chargé du dossier ouvert pour entreprise de démoralisation de l'armée, a rendu, le 5 mars, une ordonnance accordant la liberté aux derniers inculpés encore détenus : M. Jacques Stambouli, vingt-quatre ans, employé du livre parisien, militant de la C.F.D.T., qui avait été placé sous mandat de dépôt le 8 décembre. Les cinquante-trois inculpés de l'affaire sont à présent tous libres.

MÉDECINE

A Limoges

TROIS MÉDECINS SONT CONDAMNÉS POUR AVOIR REFUSÉ DE PAYER LEUR COTISATION A L'ORDRE.

(De notre correspondant.)

Limoges. — Après un mois de réflexion (le Monde du 6 février), le tribunal d'instance de Limoges s'est prononcé sur les poursuites engagées par le conseil de l'ordre des médecins contre trois praticiens de la Haute-Vienne, Mme Celer, MM. Michel Janard et Jean Fraissinet, qui avaient refusé de payer leur cotisation pour 1975. Les trois médecins avaient motivé cette décision par le fait qu'ils n'avaient pas le conseil de l'ordre n'était pas représentatif de la profession. Ils contestaient notamment sa position sur les problèmes de conventionnement, de la médecine préventive, de la construction de l'hôpital, et du contrôle de l'absentéisme des travailleurs. De plus, ils estimaient que l'ordre n'a pas à disposer d'un pouvoir juridictionnel propre sur les médecins qu'il existe en France des juridictions de droit commun.

De son côté, l'avocat du conseil de l'ordre, le bâtonnier Chariot, se réjouit de l'arrêt. Il dit que le code de déontologie, qui est le seul lien d'union entre les médecins, n'est pas une intrusion aux règles de la déontologie, mais qu'il est au contraire à l'origine d'une action judiciaire qui, appartenant à tout médecin, n'est pas déléguée au tribunal. Il a déclaré la demande de soutien de l'ordre « infondée » et bien fondée. Mme Celer et MM. Fraissinet et Janard, qui sont aussi les premiers praticiens autorisés par un arrêté de l'Etat à exercer leur profession, ont été condamnés à payer leurs cotisations (350 francs) plus 10 % de frais de condamnation.

Les trois médecins, qui n'ont pas encore pris de décision concernant un éventuel appel, ont cependant indiqué qu'ils sont toujours décidés à ne pas payer leur cotisation.

Lundi 8 mars, dans le Nouvel Observateur

ETRE ETUDIANT EN 1976

La vieille université est-elle morte ? La réforme qui vient d'être signée constitue un bouleversement fondamental de l'enseignement français. A partir d'octobre prochain, il y aura sans doute deux types d'universités : celles qui prépareraient aux licences, aux maîtrises et aux diplômes nationaux et les autres... qui délivreraient des diplômes de moindre valeur.

Universités concurrentielles, droit de regard du patronat, diplômes non nationaux, sélection sur profil des étudiants et des professeurs... quelles seraient les conséquences de cette nouvelle réforme ? Le NOUVEL OBSERVATEUR répond aux questions que chacun se pose, parents, étudiants et professeurs, dans le dossier noir de l'éducation :

les chemins du savoir

LE NOUVEL observateur  
UN NUMERO A NE PAS MANQUER



**VENTE GEANTE DE TIMBRES - SOLDE D'INVENTAIRE**

COMMANDE NO. 222. PRIX 50 FF. Vous trouverez dans ce paquet fantastique des timbres dansés rares de SLESVIG Zone 1, d'une valeur de 35 FF plus un grand nombre d'autres timbres fascinatifs - Danemark, Suède, Norvège, valeur totale env. 1000 FF. Oui, vous avez bien lu, la valeur en catalogue s'élève à mille huit cents francs. Notre prix est de 50 FF, seulement, c'est-à-dire env. 5 % du prix coté en catalogue. De plus, vous trouvez dans ce paquet précieux de centaines de timbres fascinatifs de Scandinavie - France - Allemagne - Angleterre etc., par exemple un lot de valeur chosé des Colonies Anglaises dont la valeur à lui seul est de 254 FF, plus un lot richement du Danemark et d'autres pays scandinaves, valeur env. 33 FF, plus 6 différents blocs à quatre d'Europe et encore un lot de 50 d'un pays européen populaire à env. 29 FF, etc. Tout le paquet bourré d'env. 500 différents timbres d'un seul en catalogue de 1000 FF, pour 50 FF, seulement. Et nous y joignons encore 21 différents blocs de motifs avec, entre autres, la reine Margrethe. Profitez donc de cette chance inouïe et commandez dès maintenant le paquet no. 222. (Rapportons que vous recevrez de timbres rares de Suède pour 30 FF, rien que pour eux dans ce paquet).

COMMANDE NO. 221. PRIX 100 FF. Contient 70 différents jeux complets de motifs, totalisant 1120 différents timbres de beaux motifs. En raison d'un stock favorable nous pouvons vous offrir ce paquet à un prix très en-dessous du prix normal, soit 52 FF le jeu. Prix normal min. 80 FF le jeu. Notre prix pour ce paquet revêtant une 70 différents jeux de motifs est que de 130 FF. Grande valeur en catalogue. Commandez dès aujourd'hui, le stock étant limité. Notre garantie : Entière satisfaction ou remboursement de votre remise contre envoi.

COMMANDE NO. 223. PRIX 100 FF. Contient 50 différents blocs de motifs très jolis comme p.e. tableaux, animaux, sport, vol spatial etc. Une collection fantastique pour tout philatéliste. Grande valeur en catalogue. Faute de possibilité de stocker, nous vendons ce paquet au prix dérisoire de 2 FF, 15 le bloc. Prix normal min. 8 FF, 60 le bloc. Commandez dès aujourd'hui le paquet no. 223. Prix total 100 FF, seulement. Notre garantie : Entière satisfaction ou remboursement de votre remise contre envoi.

COMMANDE NO. 224. PRIX 200 FF. Les 3 offres ci-dessus totalisent 255 FF. Si vous commandez tous les 3 paquets nous vous accordons encore une remise d'env. 10 % et le tout en sera donc 250 FF, seulement.

Conditions de paiement : Si vous payez d'avance par mandat de poste international, l'envoi vous sera fait franco. Dans le cas d'envoi contre remboursement le port sera ajouté au prix. Paiement par chèque ne sera pas accepté.

Adressez votre commande à : NORDDISK FILM & FOTOKEM, PC 8800 HÅNDRING, Membre de l'Association des Marchands de Timbres en Scandinavie, Danemark. Membre du Centre de Recherches de Philatélie, Danemark.



# ÉDUCATION

## L'AGITATION UNIVERSITAIRE

### Les délégués des comités de grève se réunissent à Paris

L'agitation contre la réforme du second cycle (licence et maîtrise) continue dans les universités de province et une « coordination nationale » réunit les délégués des comités de grève ce samedi 6 mars à Paris, au centre Tolbiac, dans le treizième arrondissement, pour préparer la journée du 10 mars. La grève semble totale à Brest, à Clermont-Ferrand, à Dijon, à Grenoble, à Rennes, à Perpignan et à Toulouse; en revanche, la plupart des instituts universitaires de technologie semblent avoir repris le travail après

leur « grève annuelle » du mois de février pour la reconnaissance de leur diplôme dans les conventions collectives. A Amiens, où l'université est paralysée par la grève, le conseil d'université se réunira mercredi 10 mars en séance extraordinaire pour étudier les conséquences de la circulaire d'application de la réforme du second cycle signée mercredi 25 février par M. Jean-Louis Quermonne, directeur des enseignements supérieurs et de la recherche au secrétariat d'Etat aux universités.

A Tours, après la séquestration de membres du conseil et l'intervention de la police, un administrateur provisoire vient d'être nommé. (Lire ci-dessous.) A Paris, le calme règne dans la plupart des universités, malgré une certaine mobilisation à l'université de Nanterre (Paris-X) et l'interruption, parfois expéditive, de certains cours au centre Tolbiac, notamment celui de M. Pierre Dabiez, professeur agrégé de droit à l'université de Panthéon - Sorbonne (Paris-I).

#### NANTERRE : « la base » veut contrôler le mouvement

« Nous voulons rompre le mur du silence. » Sur le campus de Nanterre, cette affirmation, entendue à maintes reprises, semble revêtir presque plus d'importance que les motifs de la grève qui touche, depuis vendredi 5 mars, la totalité des enseignements de droit, de sciences économiques et de lettres. Grève « active » pour de nombreux étudiants littéraires, qui ont participé, depuis l'assemblée générale de jeudi 4 mars — où a été décidé le mouvement — à des assemblées générales dans les départements, à des réunions de commissions, à des comités de « popularisation ».

« Contrairement aux années passées, expliquent des étudiants du comité d'histoire, l'un des mieux organisés, la grève n'est pas considérée comme l'occasion de vacances supplémentaires. » De fait, malgré le soleil, les pelouses du campus ne sont pas envahies. En revanche, les bâtiments de droit et de sciences économiques sont pratiquement déserts : « Lorsqu'ils ont vu que les cours n'avaient pas lieu, ils sont restés chez eux, déclare un militant de l'UNEF (ex-Renouveau). Le problème, ici, n'est d'animer la fac la semaine prochaine. » Le « comité de lutte » de droit, notamment — qui rassemble à la fois l'UNEF, minoritaire, et les militants des divers groupes d'extrême gauche rassemblés en un « comité de mobilisation », — va proposer aux étudiants, dès lundi, des discussions sur des thèmes touchant aux problèmes juridiques d'actualité (peine de mort, accident du travail...), des activi-

tés « culturelles », un effort d'explication de la grève vers l'extérieur. Le même effort a déjà commencé aux lettres, mais il est encore atomisé dans les diverses unités d'enseignement et de recherche. A ce niveau, la participation du plus grand nombre est réelle. Parmi les douze membres du comité d'histoire, par exemple, les « inorganisés » sont aussi nombreux que les militants des groupes. Mais les délégués de la « coordination » parisiens sont choisis parmi ces derniers. Ceux-ci ont fait, depuis plusieurs semaines, un travail d'explication et de « sensibilisation ». Mais, aujourd'hui encore, il n'est pas facile de faire comprendre à chacun les turpitudes des « décrets Solsen » sur le second cycle ou les vices des « décrets Haby », qui ne sont pas encore publiés. Aussi est-ce une condamnation globale de toute la politique gouvernementale à l'égard des universités et du système d'éducation qui ressort des discussions. Avec, pour l'instant, le souhait de « bloquer les habilitations », point d'application concret de la réforme du second cycle. — Y. A.

#### TOURS : M. Maillet est nommé administrateur provisoire

De notre correspondant

Tours. — Personne n'a vraiment bonne conscience depuis vendredi 5 mars à l'université de Tours où l'intervention de la police et la nomination d'un administrateur provisoire ont apporté la preuve aux organisations d'enseignants et d'étudiants qu'elles étaient dans l'incapacité de régler elles-mêmes leurs problèmes. Une minorité d'étudiants « littéraires » rassemblée en un « comité de lutte », s'en prennent depuis le début de l'année à la réforme du second cycle et aux syndicats qui ne la dénoncent pas, selon eux, avec suffisamment de fermeté. La réunion, jeudi après-midi 4 mars, du conseil de l'unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) des sciences de l'homme a fourni à ces étudiants l'occasion de passer à l'action, ainsi que quatre cents d'entre eux l'avaient décidé la veille, en assemblée générale.

Peu après 17 h., alors que le conseil venait de se prononcer contre la réforme et avait décidé de ne pas

transmettre au secrétariat d'Etat les demandes d'habilitation des diplômes du second cycle prévues par la réforme, environ cent cinquante étudiants anarchistes, ou membres d'organisations trotskistes, venaient exiger du conseil qu'il qualifie sa décision d'« irrévocable ». Les douze personnes présentes ayant refusé l'emploi de ce qualificatif, la séquestration commençait. Elle devait durer vingt-deux heures.

M. Claude Durand-Prinborgne, recteur de l'académie Orléans-Tours, et, à ce titre, chancelier de l'université, prenait, vendredi 5 mars en début d'après-midi, la décision de faire intervenir la police.

La libération des otages eut lieu sans incident, en échange de la promesse qu'il n'y aurait pas d'arrestations. Quelques heures plus tard M. Durand-Prinborgne annonçait sa décision de placer un administrateur provisoire à la tête de l'université de Tours. C'est M. Maillet, professeur à la faculté de médecine, qui assumera cette fonction jusqu'au 17 mars, date à laquelle le conseil de l'université se réunira afin d'essayer pour la troisième fois d'être un président.

CHRISTIAN ROSSIGNOL.

● A l'université de Vincennes (Paris-VIII), quinze travailleurs immigrés (pour la plupart citoyens algériens) du restaurant universitaire sont en grève depuis mardi 24 février pour protester contre des propos racistes qui auraient été tenus à leur égard par un de leurs supérieurs hiérarchiques. M. Claude Frioux, président de l'université, a écrit jeudi 26 février au Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) pour demander que « la personne dont la conduite est ainsi incriminée ne figure plus désormais dans les effectifs des personnels du CROUS travaillant à l'université de Vincennes ».

## EN ATTENDANT DE NOUVEAUX PROGRAMMES

### Les établissements de second degré ne recevront pas de crédits pour acheter des manuels en 1976

Les collèges d'enseignement secondaire et général ne recevront pas, à la prochaine rentrée, le crédit annuel de 15 francs par élève de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup>, destiné à acheter des manuels scolaires. M. René Haby, ministre de l'éducation, vient d'annoncer et d'expliquer cette décision dans une lettre adressée aux présidents des fédérations de parents d'élèves.

« Ma réforme, précise-t-il, entraîne la réduction de nouveaux programmes, mieux adaptés aux besoins des enfants et à la réalité de la vie contemporaine. (...) Cela entraînera évidemment la parution de nouveaux manuels pour la classe de 6<sup>e</sup> en vue de la rentrée 1977, de manuels de 5<sup>e</sup> pour la rentrée de 1976, etc. »

De ce fait, les manuels qui pourraient être achetés par les établissements à la rentrée prochaine seraient « caducs un ou deux ans plus tard ». Les crédits ainsi retenus s'ajouteraient aux sommes nécessaires pour renouveler toutes les collections de manuels de 6<sup>e</sup> en 1977. Le renouvellement des ouvrages sera donc totalement pris en charge par l'Etat. Cette opération sera poursuivie pour les classes de 5<sup>e</sup> en 1978, de 4<sup>e</sup> en 1979 et de 3<sup>e</sup> en 1980.

En attendant, les stocks actuels de livres seraient toujours utilisés « sauf cas particulier qui serait alors pris en considération par l'administration ».

M. Michel Duffour, membre du comité central du parti communiste, responsable des questions d'enseignement, proteste contre cette mesure. « La mise en place de nouveaux programmes dans un ou deux ans n'est qu'un prétexte, estime-t-il. La cause réelle n'est-elle pas l'insuffisance de la période de crise et de difficultés graves pour la plupart d'entre elles ? »

● « L'école maternelle, un droit pour tous les enfants. » — Sur ce thème, la Confédération syndicale des familles vient de lancer une campagne d'action qui porte sur trois objectifs principaux : un effectif maximum de vingt-cinq enfants par classe; la gratuité des fournitures et des activités d'éveil; la santé. Cette campagne comporte plusieurs étapes : sensibilisation, avec la diffusion de tracts et la projection d'un montage audio-visuel; semaines d'action régionale du 17 au 22 mai, puis nationale, du 8 au 14 juin, avec des démarches auprès de différents ministères, et notamment celui de l'éducation. La C.S.F. a précisé par ailleurs sa position à l'égard du projet de « cours préparatoire à deux vitesses ». Une telle décision, selon cette organisation, reviendrait à « courtiser la grande masse des enfants de travailleurs français et immigrés de la scolarité longue ».

#### LA JOURNÉE DE GRÈVE DANS LES C.E.T.

La journée de grève et d'action qui s'est déroulée vendredi 5 mars dans l'enseignement technique court, à l'appel du Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.), a été marquée par diverses manifestations. Des délégations venues de province étaient venues dans la machine au ministère de l'éducation et de celui des finances ainsi qu'un secrétaire d'Etat à la fonction publique, pour y apporter des pétitions et des cahiers de revendications portant sur les problèmes locaux. Après un meeting d'explication qui s'est tenu place d'Italie, les enseignants, au nombre de mille trois cents environ, venus de toute la France, se sont dirigés en cortège vers le ministère de l'éducation, où une délégation a été reçue par un conseiller du ministre.

Les responsables du syndicat, qui réclament l'ouverture immédiate de négociations catégorielles et des garanties sur l'avenir — selon lui menacé — des collégiens d'enseignement technique, se sont déclarés déçus par cette entrevue. Ils ont décidé de s'associer à la grève de la fonction publique du 5 mars prochain et de poursuivre ensuite leur action sous des formes spécifiques.

Le ministère de l'éducation estime à 30 % le pourcentage de grévistes : pour le S.N.E.T.P.-C.G.T., ce sont 60 % des enseignants concernés qui ont cessé le travail hier.

(Publicité)

#### APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE

Université de Vienne

Cours d'allemand pour étrangers. Trois sessions du 12 juillet au 25 septembre 1976 pour débutants et avancés. Laboratoire de langues. Excursions soignées. Droits de cours et d'inscription pour 4 semaines : SA 1.500 (environ F 367). Prix forfaitaires (inscription, cours, chambre) pour 4 semaines : SA 4.380 (environ F 1.064).

Programme détaillé : WIENER INTERNATIONALE HOCHSCHULE A-1010 Wien, Université.

(Publicité)

#### STAGE DE PERFECTIONNEMENT D'ANGLAIS

dans le cadre du département Audio-Visuel de Paris I - 3, rue du Départ, 75014 PARIS.

Tél. : 326-27-56 - 326-36-20

(22 mars-3 avril).



(Dessin de PLANTU.)

(PUBLICITE)

# CHILI

## avec le bateau de l'amitié...

DEPUIS le coup d'Etat au Chili, le SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS a pu faire parvenir sur place la solidarité aux enfants et aux familles des emprisonnés politiques.

Répondant à une proposition de la Centrale Unique des Travailleurs Chiliens — représentée par son comité extérieur, — il a aussi organisé le « bateau de Noël » pour les enfants chiliens.

L'appel humanitaire a été largement entendu. Pour surmonter tous les obstacles, le Secours Populaire Français a eu le concours de l'Organisation des Nations Unies, du Comité International de la Croix-Rouge, de la Caritas Internationalis...

Les dons sont distribués sur place aux enfants des cantines populaires, aux familles des emprisonnés ou victimes de l'effroyable misère qui règne au Chili. Les détenus dans les camps et les prisons reçoivent des colis.

La solidarité a été la plus forte.

NT participé au bilan publié ci-dessous des donateurs de tous les départements et de 17 pays étrangers : Algérie, Australie, Autriche, Bulgarie, Danemark, Etats-Unis, Finlande, Hongrie, Pologne, République Démocratique Allemande, République Fédérale Allemande, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Union Soviétique, Yougoslavie.

10 tonnes de lait ont été obtenues de la Communauté Economique Européenne.

LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS intensifiera ses démarches pour l'arrêt des tortures, pour sauver la vie des inculpés menacés de la peine de mort, pour la libération des détenus.

Il ouvre un « Fonds permanent de solidarité pour le CHILI ».

Le SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS fait appel aux bonnes volontés. Il y a une place pour vous. Rendez-nous visite ou écrivez-nous.

### ... un bilan sans précédent

- 800 mètres cubes de dons en nature
- valeur du chargement : 500 millions d'A.F.
- des colis dans les prisons et les camps
- 17 pays participants

Un fonds permanent de solidarité pour le CHILI est ouvert

### SOUSCRIVEZ au SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

9, rue Froissart. — 75003 PARIS. — C.C.P. 654-37 PARIS

(Indiquer : SOUSCRIPTION CHILI)

سولان الاول



● **L'Académie des beaux-arts** évalue à huit millions un peintre en fauteuil de Lucien Fontanares, décédé. Sept tours de scrutin. Les deux premiers tours ont été annulés. Les deux derniers ont été gagnés par M. Sur les huit candidats M. Vassery avait retiré sa candidature. MM. Tremblay, Savigneux, Courmes, Dumas, et J. J. Lussier ont été élus. Les autres ont été éliminés également. — *en lice*: MM. Serge Belloni, Courmes, Alain Rouquet, Roger-Francis James. — *élection est reportée à une date ultérieure*.



## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### CENT MESURES POUR «CHANGER LA VIE»

## Un rapport confidentiel au premier ministre propose une politique d'aménagement des temps de travail et de loisir

M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, présente, le mercredi 10 mars, devant le conseil des ministres, une communication sur l'aménagement du temps. A cette occasion, il tracera les grandes lignes d'une réforme qui toucherait à la fois à la sempiternelle question de l'étalement des vacances mais aussi aux congés scolaires, à l'organisation de la journée de travail, aux loisirs de fin

de semaine, bref à l'ensemble de la vie quotidienne des Français.

Cette réforme s'inspire des conclusions du rapport encore confidentiel de la commission interministérielle que son président, M. Bertrand Labrousse, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a remis il y a quelques jours à MM. Chirac et Fosset.

La création de cette commission composée uniquement de hauts fonctionnaires a été décidée en mai dernier par le premier ministre, qui lui avait demandé de ne pas oublier de propositions par trop futuristes mais de faire des suggestions concrètes pouvant être appliquées rapidement. M. Chirac précisait aussi que les réformes décidées devaient être prises en tenant le plus grand compte des préoccupations et des intérêts de la population provinciale.

Quelles que soient les suites pratiques que le gouvernement donnera à ces propositions, les « idées » réunies autour de M. Labrousse, n'auront pas manqué d'imagination. Aux termes des cinquante-neuf pages du rapport et de ses nombreuses annexes, il ne propose pas moins d'une centaine de mesures, dont plusieurs, qui ont le mérite de la simplicité et du bon sens, pourraient entrer en vigueur avant l'été prochain. Cette date représente d'ailleurs une échéance pressante, puisque le 31 juillet tombe cette année un samedi, ce qui risque d'accroître le flux des départs en vacances d'été.

La commission Labrousse se prononce sans ambiguës en faveur d'un « roulement » des départs et des congés dans les entreprises, afin d'éviter une fermeture complète. Des expériences ont déjà été tentées à plusieurs reprises et en plusieurs endroits. Mais il faudrait choisir une entreprise-pilote dirigée par un patron d'avant-garde, à laquelle seraient associés, pour que l'expérience

soit réellement complète et significative, ses fournisseurs et ses sous-traitants. Pour mener à bien cette réforme en vraie grandeur, il est suggéré plusieurs incitations financières : aménagement compensatoire du calendrier de versement de la T.V.A., report de l'impôt sur le revenu de l'acompte de l'impôt sur les sociétés, provision pour congés payés déductible du bénéfice imposable, facilités bancaires.

A l'image de ce qui se passe en Suisse, dans l'industrie horlogère, on peut fractionner les congés : on peut aussi instituer une taxe sur les entreprises qui ferment complètement leurs portes pendant quatre semaines. La commission interministérielle propose même que cette taxe, applicable dans trois ans, soit fixée à 10 F par salarié. Elle alimenterait un fonds d'aide aux entreprises qui pratiquent l'étalement.

La direction générale des impôts parait, pour le moment, réservée, comme elle l'est, à l'égard des entreprises qui pratiquent l'étalement, énumérées dans le rapport par

craindre de grever d'une charge nouvelle des entreprises déjà affaiblies par la conjoncture actuelle. Le rapport Labrousse suggère, toutefois, de faire entrer l'étalement des congés dans la réalité, et cela par la voie de contrats passés entre l'Etat, le patronat et les salariés. Les entreprises groupées dans l'Union des industries métallurgiques et minières, qui rassemble 2,9 millions de salariés, pourraient servir de banc d'essai.

Au chapitre des vacances scolaires, le rapport recommande expressément de ne pas faire coïncider les départs ou les retours des vacances avec les fins de semaine. A chaque région, à chaque académie de déterminer les périodes de onze semaines de grandes vacances, entre le 15 juin et le 15 septembre. La commission interministérielle n'ignore pas que le ministère de l'éducation nationale se heurte de la sorte à des difficultés tenant à la gestion des personnels et à l'organisation des examens, mais celles-ci pour- ront être résolues grâce à une plus grande liberté accordée aux

recteurs. L'Etat lui-même devra faire preuve de souplesse dans la fixation des dates des concours nationaux (école normale supérieure, Saint-Cyr, Polytechnique). Pour «élargir» le temps des vacances, on suggère aussi que certaines catégories de personnes âgées soient incitées à partir pendant les périodes creuses. On propose une exonération de la taxe de séjour pour les touristes qui vont dans des stations classées en dehors des périodes de grande fréquentation. On recommande aussi que les propriétaires de maisons soient incités à louer leur logement à la T.V.A. à diminuer de 17,5 à 7 % ou soient exonérés de la taxe professionnelle.

Enfin, pour les tarifs des transports, toute une gamme de mesures sont envisagées : un deuxième billet de congés annuels accordé par la S.N.C.F. des billets à tarif réduit pour les voyageurs allant dans une station ayant conclu avec l'Etat un contrat d'étalement et d'animation. Comme l'exemple doit venir de haut, la commission demande que

l'Etat fasse le premier pas. Et elle déclare tout net : « Il faut que les membres du gouvernement prennent leurs vacances par roulement en dehors du mois d'août ».

Dès l'été 1976, des mesures peuvent être prises. Il faut persuader les dix plus grandes entreprises de la région parisienne d'avancer de retarder par rapport au 31 juillet les jours de départ en congés. Renault a été sollicité, mais il semble bien que la Régie refuse. Jusqu'à maintenant, les départs de son personnel au vendredi 30 juillet à 12 heures. L'Etat devrait alors contraindre la Régie à changer d'attitude, n'hésite pas à dire la commission Labrousse.

Dans les villes, les contraintes liées aux déplacements de fin de semaine sont de plus en plus lourdes. Faut-il alléger les week-ends ? La commission propose plutôt des mesures pour freiner l'essor des déplacements de fin de semaine, en laissant même un échappatoire à la ville, notamment l'animation et la renaissance des quartiers. Elle s'oppose à une extension à trois jours consécutifs de la période de repos. En revanche, les deux jours devraient être une règle (samedi et dimanche), ce qui suppose un assouplissement des rythmes de travail dans les entreprises du commerce.

Et la vie au jour le jour ? Si la journée continue commence à entrer dans les mœurs, l'horaire variable ne concerne, soulignent-ils, que 0,5 à 1 million de salariés. Il faut développer cette formule à condition qu'un préalable un règlement précis soit établi comportant la garantie du contrôle, le respect des avantages acquis et celui des droits syndicaux. L'horaire fixe, c'est-à-dire sans la contrainte de « plages » fixes, est souhaitable, mais plus difficile à faire adopter. Le temps de travail doit lui aussi faire l'objet d'une attention renforcée. La commission recommande à cet égard que la limitation, à dix heures par jour soit formellement inscrite dans les textes et que la pratique des heures supplémentaires fasse l'objet de mesures de dissuasion.

Dans le cas de la journée continue, ce n'est pas une pause minimum d'une demi-heure qu'il faut instituer, mais un arrêt de trois quarts d'heure à midi.

Le rapport Labrousse s'achève sur une méditation et une interrogation. Peut-on dégager des principes fondamentaux pour un aménagement du temps de travail ? Surtout si vaste que les experts répondent : « Il faudra réunir une nouvelle commission ». Mais pour démontrer leur préoccupation d'efficacité, ils demandent la mise en place immédiate de comités locaux d'aménagement du temps.

Le bon schéma serait l'agglomération : c'est là que sont prises la plupart des décisions concernant la vie quotidienne des Français. Il est nécessaire aussi que les élus et les porte-parole des citoyens assument à cet égard leur responsabilité. Ce sont les élus qui décideront de la composition de ces comités avec les associations d'usagers.

Analyse sérieuse et lucide d'une situation aux conséquences plus en plus lourdes, palette de mesures diverses originales et vraisemblablement efficaces, profession de foi dans la décentralisation, le rapport Labrousse constitue une aide précieuse pour ceux qui tenteront de dénouer l'inextricable et vieux dossier de l'aménagement du temps. Ses points faibles : il néglige le monde rural et ne chiffre pas ses propositions. Mais la balle est maintenant dans le camp des responsables politiques qui ne pourront pas ne pas la ramasser.

### PARMI LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION LABROUSSE

- Comités locaux d'aménagement du temps dans douze villes-pilotes
- Taxation des entreprises qui ferment l'été

Voici les mesures proposées au gouvernement par la commission interministérielle présidée par M. Bertrand Labrousse.

#### Aménagement de la journée

- 1) HORAIRES VARIABLES : extension aux entreprises de moins de dix salariés ; fixation de « plages » fixes et variables (1) ; garanties des avantages acquis et droits syndicaux.
- 2) HORAIRES INDIVIDUALISÉS
- 3) JOURNÉE CONTINUE : fixation d'une interruption minimum.
- 4) DÉSynchronisation des horaires de sortie des entreprises (villes, zones, quartiers, tours).
- 5) INFORMATIONS SUR L'AMÉNAGEMENT DE LA JOURNÉE : diffusion de la notion de budget-temps quotidien ; évaluation du coût économique des pratiques actuelles ; diffusion à la télévision de documentaires spécialisés.
- 6) RÔLE D'ENTRAÎNEMENT LOCAL DES SERVICES PUBLICS : établissement et négociation de contrats-types entre services publics, collectivités, associations d'usagers ; inscription dans les budgets de fonctionnement des services publics des crédits d'achat de matériel de contrôle d'horaires variables ; élargissement des horaires d'utilisation et d'ouverture des équipements collectifs et services publics.
- 7) DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS PRIVÉS DE GARDE CONTINUE DES ENFANTS.
- 8) MESURES FAVORISANT LE RAPPROCHEMENT HABITAT-TRAVAIL.
- 9) TRAVAIL QUOTIDIEN : substitution aux rémunérations différenciées par zones des modulations en fonction du temps de trajet ; amélioration des transports collectifs des zones industrielles (minibus, taxis variables, cadences) ; modulation des horaires de travail en fonction des saisons.

#### Aménagement de la semaine

- 1) REAMÉRIER LES CENTRES DES VILLES : création de rues piétonnes, espaces verts, terrains de jeu ; réactiver les fonctions culturelles dominicales des villes.
- (2) Dans la journée de travail classique, tous les salariés prennent leur tâche et la quittent aux mêmes heures. Dans le système de l'horaire variable, le temps de travail de la journée est partagé en plusieurs « plages ». Au moins trois : une « plage » fixe, c'est-à-dire un certain nombre d'heures durant lesquelles tous les salariés sont présents et travaillent en même temps ; deux « plages » variables, précédant ou succédant à la « plage » fixe, et durant lesquelles chacun peut choisir librement le moment où il prend sa pause, à condition de faire au total, dans la semaine ou le mois, le nombre d'heures de travail prévues.
- (3) Plusieurs sociétés, depuis plusieurs années et dans certains pays d'Europe, appliquent ce système.
- (4) Depuis le décret du 21 janvier 1971, les heures d'ouverture des administrations sont du ressort des préfets, qui imposent aux services extérieurs de l'Etat de fonctionner le samedi matin dans les chefs-lieux ou se tiennent des marchés. Seuls

villes ; améliorer le paysage urbain et favoriser le logement social au cœur des villes.

#### Aménagement de l'année

- 1) FAVORISER LE DIMANCHE COMME L'UN (PREMIER OU DEUXIÈME) DES DEUX JOURS DE REPOS HEBDOMADAIRE.
- 2) ENCOURAGER LES CAS DE SUBSTITUTION POSSIBLE DU LUNDI AU SAMEDI COMME DEUXIÈME JOUR DE REPOS.
- 3) ÉTENDRE LES POSSIBILITÉS POUR CERTAINES CATÉGORIES DE PRENDRE UNE JOURNÉE OU UNE DEMI-JOURNÉE DE REPOS EN COURS DE SEMAINE.
- 4) FAVORISER LE MAINTIEN DU SAMEDI MATIN OU DU SAMEDI ENTIER POUR : des activités scolaires et universitaires ; des activités d'animation de la cité ; l'ouverture minima des services publics administratifs (2).
- 5) SITUER OBLIGATOIREMENT LES DÉBUTS ET FINS DE VACANCES SCOLAIRES EN DEHORS DES DÉBUTS ET FINS DE SEMAINE.
- 6) PASSER AUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES LA RESPONSABILITÉ DU RYTHME QUOTIDIEN ET HEBDOMADAIRE SOUS RÉSERVE D'HARMONISATION.
- 1) AMÉNAGEMENT DU CONGÉ DES EMPLOYÉS : soutenir et diffuser par tous les moyens les expériences françaises de roulement intégral ; développer les mesures d'incitation (report de l'impôt sur le revenu de l'acompte fiscal prélevé sur le versement de la T.V.A. ; institution d'une provision pour congés payés déductible du bénéfice imposable ; instruction au système bancaire en vue d'un assouplissement des conditions de crédit ; développer les mesures de dissuasion autoritaires ; fixation d'un délai d'adaptation à la fermeture par roulement ; projet d'une taxe de principe par salarié pour fermeture pendant l'été ; adoption partielle du système de congés en pratique dans l'horlogerie suisse (3) ; mesures d'accompagnement d'étalement des congés ; réformes des dispositions régissant les loca-

tions en meublé (favoriser les locations à la semaine) ; développement des campagnes d'information d'initiation sur les expériences étrangères.

2) AMÉNAGEMENT DE L'ANNÉE SCOLAIRE : maintien, dans un premier stade, de la durée globale des vacances scolaires ; étalement des vacances scolaires de vacances d'été entre le 15 juin et le 15 septembre ; calendrier des petites vacances rattaché à celui des vacances d'été variables ; généralisation des décalages en zones différenciées et extension de cette mesure aux grandes agglomérations urbaines (région parisienne) ; adoption d'un système de gestion décentralisée des personnels ; suppression ou allègement de plusieurs examens et assouplissement des dates de concours.

3) AMÉNAGEMENT DE L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE. Incitations fiscales : exonération de la taxe sur les séjours hors saison ; incitations fiscales pour l'ouverture de centres de vacances ; exonération fiscale sur les meubles hors saison ; incitations financières : création d'un fonds de financement des extensions saisonnières (contrats de stations) ; octroi de subventions d'animation hors saison ; financement d'étalement dans l'espace des aménagements touristiques.

Incitations psychologiques : intensification de la campagne nationale d'information des clients « hors contraintes » ; intensification de la campagne nationale sur les clientèles étrangères à l'étalement ; multiplication des campagnes de sensibilisation au « mode d'adoption » (méthodologie, coût, etc.).

4) AMÉNAGEMENT DES SERVICES DE TRANSPORT. Pour la S.N.C.F. : modulation des tarifs de transport de voyageurs (tarifs de vacances, tarifs de nuit) ; modulation tarifaire en faveur des stations ayant conclu des contrats d'étalement ; attribution d'un deuxième billet de congés payés à l'abonné ; pour les autoroutes : généralisation des modulations de péages par saisons, jours ou heures ; proposition de cartes d'abonnement à tarif préférentiel hors des périodes de pointe (5).

Pour les transports aériens : généralisation et dissuasion tarifaire des vols, bien-être-rouge (6) ; extension des tarifs préférentiels sur les lignes touristiques hors saison.

Pour les transports maritimes : extension des modulations tarifaires saisonnières à l'ensemble des lignes régulières.

grande majorité emprunte les deuxièmes classes bénéficiant des billets de congés payés institués en 1958 et qui donnent droit à une réduction de 30 %. La S.N.C.F. n'est pas, en principe, hostile à la création d'un deuxième billet de congés annuels, qui est depuis longtemps réclamé ; elle fait simplement remarquer qu'il s'agit là d'une décision gouvernementale qui devrait être accompagnée, comme pour le premier billet de congés d'une subvention des pouvoirs publics.

(5) Il n'y a actuellement qu'une seule société autoroutière qui pratique des tarifs différenciés : sur l'autoroute Emmer-Côte d'Azur, les prix varient de 1 franc, selon l'heure, au moment des grandes vacances. Les abonnements, très existants à peu près partout et sont principalement réservés aux entreprises (trente jours par an), les périodes d'importants pour soustraire un abonnement. Sur l'Océane-Aquitaine (COTAC), on donne par exemple douze tickets pour le prix de onze.

5) MESURES D'ENTRAÎNEMENT : généralisation des mesures d'entraînement sur l'animation civile ; suppression des vacances officielles des pouvoirs publics en août ; respect de l'obligation de présence à 50 % dans les services publics ; incitation à mi-temps des jours de congé des fonctionnaires pour la fraction hebdomadaire évitant la coïncidence du départ avec les fins de semaine ou mois ; décalage des dates de fermeture des dix entreprises les plus importantes de la région parisienne.

1) EXTENSION DU TRAVAIL. A TEMPS PARTIEL : application stricte de l'article 183-3 du code du travail (7) ; diffusion à d'autres secteurs que commerce et services ; privilégier le mi-temps quotidien plutôt que l'hebdomadaire ; intensifier l'effet d'entraînement de la fonction publique ; propositions d'incitation fiscale en ce domaine.

2) AMÉNAGEMENT DES TEMPS DE TRAVAIL POST-TES : réduction au minimum de l'alternance des postes et le travail de nuit ; généraliser l'interdiction de la cinquième équipe ; respecter les plages minimales de repos nocturnes ; réduire le travail posté aux seuls cas techniquement indispensables.

3) AMÉNAGEMENT DE LA RÉGLEMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL : limitation de l'ampleur horaire de travail journalier à onze heures supérieures du régime d'équivalence réglementaire dans les activités de commerce ; restriction des dérogations en matière de fermeture hebdomadaire des magasins ; élaboration d'une nouvelle politique du travail ; limitation de la durée quotidienne maximale à dix heures ; réduction des déplacements d'heures entre secteurs ; maintien de la semaine comme cadre de décompte des heures supplémentaires ; maintien du temps de pause minimale par jour réglementaire ; dérogations limitées au rythme hebdomadaire de cinq jours ; garantie des droits acquis aux salariés.

#### Aménagement local du temps

Constitution et extension progressive des comités locaux d'aménagement du temps : création dans une douzaine de villes pilotes ; constitution d'un dossier-charte type des comités ; mise sur pied d'équipes itinérantes et aide aux comités.

(6) Comme le fait la S.N.C.F. pour ses trains auto-conducteurs, la compagnie intérieure Air Inter a mis au point depuis 1975 un système de compensation de ses vols dont l'acole est limité à certaines catégories de voyageurs durant certaines heures de la journée. Ainsi les vols « rouges », les plus fréquentés, sont réservés aux seuls passagers payant plein tarif ou titulaires d'une carte d'abonnement. Les vols « blancs », les plus nombreux, sont ouverts à tous. Quant aux vols « bleus », ceux du milieu de la journée, leur fréquentation est encouragée grâce à des aménagements tarifaires.

(7) Cet article rappelle les dispositions qui doivent obligatoirement s'appliquer aux entreprises collectives nationales, comme par exemple, la durée des congés payés ; l'application de la loi sur les femmes et les jeunes, du principe « à travail égal, salaire égal », ou des conditions d'emploi et de rémunération du personnel à temps partiel.

## SPORTS

### Automobilisme

#### LES TYRRELL A SIX ROUES ENTRERONT EN SERVICE LE 2 MAI EN ESPAGNE

(De notre envoyé spécial.)  
Johannesburg. — Le constructeur britannique Ken Tyrrell a annoncé le 5 mars à Kyalami, en Afrique du Sud, que ses nouvelles voitures à six roues (projet 34) seront engagées dans la course du 2 mai à Madrid, à l'occasion du Grand Prix d'Espagne. C'est dans la plus grande discrétion que Ken Tyrrell a construit ses voitures à six roues, en laissant même un peu croire que le projet, en raison des difficultés rencontrées, avait été différé ou abandonné. Pour beaucoup, la construction d'une voiture à six roues avait été considérée il y a quelques mois comme une opération publicitaire, habilement menée mais dont la concrétisation pour la course n'était guère possible.

Les Tyrrell à six roues qui feront leurs débuts en compétition en Espagne sont, par bien des points, différentes du modèle expérimental présenté à la fin de l'année dernière. La construction de la première voiture à six roues a été terminée le mercredi 3 mars, et Patrick Depailler rejoindra l'Angleterre ce samedi, dès la fin du Grand Prix d'Afrique du Sud, pour procéder aux premières essais le plus rapidement possible. — F. J.

### Football

#### Coupe de France MARSEILLE ET METZ PREMIERS QUALIFIÉS

Les deux équipes de première division qui jouaient dès le vendredi 5 mars leur match retour des seizièmes de finale de la coupe de France se sont qualifiées sans panache face à des adversaires de deuxième division. Après avoir fait match nul à Arras, en match aller, les Marseillais ont gagné vendredi par 2 à 0 dans la dernière demi-heure de jeu, tandis que les Metz, qui s'étaient imposés à Rennes par 2 à 0 la semaine précédente se sont cette fois contentés d'un match nul devant leur public.

### Escrime

#### QUATRIÈME VICTOIRE DE MELUN EN COUPE D'EUROPE DE FLEURET

La Coupe d'Europe des clubs de fleuret reste une affaire de famille. Pour la septième année consécutive, la finale disputée traditionnellement le vendredi au stade Pierre-de-Coubertin à Paris en prologue au challenge Adrien-Rommel se disputait en effet la C.S.K. de Moscou au Cercle d'escrime de Melun, qui avait, une nouvelle fois, éliminé en demi-finale le Racing-Club de France, privé de Christian Noël, le champion du monde, victime d'une légère contracture.

La quatrième victoire du Cercle d'escrime de Melun, après ses succès de 1974 et 1975, paraît d'autant plus méritoire que le club s'attaque à cette année renforcée en incorporant Romanov, le champion du monde de 1974 à Grenoble. Cet apport de classe se révèle pourtant insuffisant face à la détermination des Melunais, et en particulier de l'équipier-modèle Daniel Revenu, vainqueur de ses quatre assauts en finale, qui ne cache pas sa volonté de gagner, à trente-trois ans, sa place en équipe de France pour l'épreuve individuelle des Jeux olympiques de Montréal.

RESULTATS  
Demi-finales. — Moscou b. Bonn, 5 victoires à 2 ; Melun b. Racing, 5 à 3.  
Finale. — Melun (Revenu, 4 victoires ; Pietruska, 2 ; Talvard, 2 ; Bouchier, 1) b. Moscou (Denisev, 3 victoires ; Romanov, 2 ; Roussiev, 2 ; Isakov, 0), 5 victoires à 7.

HANDBALL. — Pour son dernier match de qualification aux Jeux olympiques, l'équipe de France a été battue 31 à 13, le 5 mars, à Kievo, par les Soviétiques.  
ALPINISME. — Deux « premiers » hivernaux ont été réussis dans les Alpes : celle de la face nord de l'Aiguille du Plan (3 673 mètres) par l'aspi- rante guide Daniel Monard, de la compagnie de Chamrousse et celle de la face nord-ouest du Dru (3 733 mètres) par la voie directe, à Harbon Robby, par quatre alpinistes polonais, MM. Wolf, Piekutowski, Wach et Malinowski.



# Le Monde aujourd'hui

## PRÉVENTION

### Patrick, le voyou de la ZUP

« I l m'a reproché de vivre en concubinage. — Dis donc, tu ne pourrais pas avoir des mots plus simples, qu'est-ce que ça veut dire ça ? — Eh bien ! Il me reprochait de vivre maritalement. — De vivre à la colle, quoi ? — Faut le dire, faut pas avoir peur. T'es rien fait de dégueulasse, c'est normal ça. C'est ça qu'on te reproche ? C'est dégueulasse. — Les femmes, un peu tordues, la bouche pâteuse, une bouteille de Martini blanc, ouverte, déjà à demi vidée, à portée de la main, le casseur de la ZUP est venu avec sa bande, gants de cuir, bottines, blousons noirs, à la réunion organisée au centre social de la ZUP de Nanterre. Il s'agit de soutenir la cause d'un éducateur traîné devant le tribunal correctionnel pour avoir fourni des préservatifs à des mineurs. La réunion avait commencé d'une manière classique. Cinquante habitants de la ZUP, des adultes, encore jeunes, assis en rond, écoutant les explications de l'éducateur de prévention. La répression, sexuelle, le pouvoir, la société qui, les juges que : tout allait y passer. L'arrivée inopinée de la bande à Patrick, de quinze à vingt ans — à tout changé. Habillé, l'éducateur, a orienté la discussion pour permettre à ces jeunes, plus redoutés qu'aimés, aussi marginaux que peuvent l'être des adolescents qui ont connu la prison, d'exprimer leurs idées, de se débattre, de se défendre, de se défendre devant des adultes au moins une fois dans leur vie. La réunion de routine va, pendant

#### Le silence des adultes

« L'éducateur ? Il est là pour nous aider, nous aider à trouver du travail. Nous, les jeunes, on ne connaît pas la vie. Il peut nous instruire là-dessus, comment s'en sortir. Nous, les jeunes, on est que de la merde ! » Entre deux rires, un grand regard circulaire pour l'assemblée, l'air d'un maître à penser : « Vous comprenez ça vous ? Vous comprenez ? » Nul ne dit mot. Que dire qui ne soit dérisoire ? L'éducateur, tenu de faire réfléchir Patrick : « Est-ce que l'éducateur est là pour l'aider à supporter les conditions de vie ? »

Patrick, lui, la question, il est venu, pas sociologue : « Il est là pour nous aider à comprendre les gens, les adultes, tout le bordel. Le problème c'est : est-ce que les adultes ils nous comprennent ? Silence dans les rangs des adultes. La tension est à son comble. Un

mélange de peur, de pitié, d'affaiblissement ferme toutes les bouches. Criblent la l'édification et son problème. Patrick, vacillant, se lève et vient au milieu du cercle. Il vitote et lance : « On n'est pas plus méchant que le beurré au cul ! On fait un petit peu de bordel : ça y est, on est des gangsters ! Des gangsters... »

La question de la peine de mort vient sur le tapis : « Je suis un voyou, mais, tuer un gamin, aucun de nous ne le ferait. Bien sûr on veut de la monnaie. Mais on ne tuerait pas un gosse pour de la monnaie. Tu le ferais tu ? »

Plus grand que Patrick, mais plus jeune, plus abrité d'alcool, l'interpellé se contente d'un « moi ? Je ne crois pas que je le ferais » qui laisse planer un doute bizarre.

#### « C'est pas une vie qu'on a envie »

« Des fois, reprend Patrick, qui se rassied et se lève sans cesse, brandissant des mains gantées qui cherchent une prise comme ses paroles cherchent un écho, des fois je suis en colère je ne sais même pas pourquoi. On se saoule la gueule. Ça fait cinq ans qu'on se pose le problème avec l'éducateur. »

La petite amie de Patrick intervient. Plus calmement elle développe les idées de son ami : « Ils se saoulent la gueule parce qu'ils n'ont rien d'autre à faire. La ZUP c'est un milieu fermé ! Il faut savoir pourquoi ils se saoulent la gueule plutôt que de les

envoyer en taule. La vie des adultes qui travaillent neuf heures par jour, qui se lèvent le matin, le soir, c'est pas une vie qu'on a envie. »

Tout est dit. A partir de là, s'échouant, Patrick deviendra de plus en plus agressif. Il interpelle les participants, houpillant ceux qui ne disent rien, insultant ceux qui s'expriment : « Je vous ai déjà emmerdé moi ? J'ai emmerdé quelqu'un ici ? C'est le dieu, qu'il le dise ! » Le ton est menaçant et désespéré. Une jeune femme, bien mise, tannée, militante d'une association familiale, risque tout haut ce que tout le monde pense tout bas : « Oui, moi, je vous vois comme des voyous. — Je l'ai emmerdé, moi ? Tu parles, je ne cesse pas de des bouffonneries moi ! Tu vas voir la gueule ! »

A tout instant, la réunion peut mal tourner. Patrick et ses amis continuent à s'abreuver. La bouteille vidée finit sa carrière dans un grand fracas de verre brisé. Jo, étudiant, s'écarte un moment du cercle pour uriner dans un coin de la pièce. L'alcool a fait son œuvre. Le dialogue, presque amorcé, n'est plus possible. Sur les épaules des adultes présents, une lourde chape. Affaiblis, les loulous courent.

Demain, les adultes de la ZUP reprendront leur train-train, chacun pour soi et Dieu pour tous. L'éducateur continuera à travailler. Les idées de la réunion de ce soir auront servi de prétexte à quelques-uns des problèmes des éducateurs de prévention. »

BRUNO FRAPPAT.

## SNOBISME

### Un manteau à trous

M LLE DUMESNIL est morte. Est morte et enterrée, comme dans la chanson. Cela s'est fait à toute vitesse et les gens ont pensé : comme c'est bien ! Mlle Dumesnil ne disait son âge à personne, mais on savait qu'elle était très vieille, très pauvre, et sans famille.

Elle était toute maigre. Sa figure aux traits fins était quadrillée de rides comme des lignes de Carrou ou de Buffet. Elle habitait une chambre de bonne, dans le quartier, tout en haut d'un raide escalier. Elle perdait ses forces et parfois se décourageait de vivre. Cependant, elle ne voulait pour rien au monde quitter son petit toit.

Elle venait nous voir à notre permanence le mardi. On bourrait son sac de quelques provisions, légères à son loie défilé, et elle s'attardait toujours un peu auprès de nous. Sa conversation avait deux thèmes : sa vie d'aujourd'hui avec ses contraintes, ses difficultés, ses tristesses, sa grisaille. Et puis sa vie d'avant : un rêve évanoui. Écoutons-la.

« Voyez-vous, disait-elle, les voyages... Bien sûr, le mariage m'a envoyé un papier. Maintenant on invite les Economiques à faire un voyage de vacances. Mais moi, ça ne me dit rien, vraiment rien. »

« Ah non ! Quand on a voyagé comme moi, dans les plus grandes hôtels, avec des gens d'une haute distinction, on n'a plus envie de s'en aller n'importe comment, avec toute sorte de monde. Moi j'ai voyagé

comme personne n'a voyagé, dans ma jeunesse. »

« Oui, avec mes Américains ou mes Anglais. Je suis allée partout avec eux. En Italie, par exemple. Ah, que c'était beau ! J'ai vu le pape, la ville d'Este Et puis Naples encore. Nous y allions très souvent avec M. et Mme Stevenson. On prenait des suites, on s'installait, et le chauffeur nous promenait partout. Et puis, on recevait, il venait même des princes, des princesses. J'étais des fleurs, je discutais des nappes avec les maîtres d'hôtel. »

« M. Stevenson disait : « Notre petite Maceline, elle arrange tout. » C'était moi qui tenais la cassette à blouses. Ça me faisait une peur ! Des millions que je tenais sur mes genoux. Ah ! le la tenais, la poignée quand quelque inconnu s'approchait ! Je faisais rire Mme Stevenson. Elle disait : « Don't mind, my dear, don't mind ! Moi je savais l'anglais, bien sûr, j'avais appris bien vite. Je me débrouillais aussi en italien. Mais pour le suédois... »

« Oui ! J'allais en Suède. Le prince de Suède venait nous voir. Il apportait toujours des fleurs. Ah ! C'était un homme très galant avec les dames. Il n'y en a plus de comme ça. C'est fini. »

« On est allé jusqu'à l'aurore boréale. Mais ça, c'était avec mes Anglais. Voyez-vous, ces dames me recommandaient l'une à l'autre. Et comme ça, pendant cinq à six mois tous les ans, je voyageais avec ces gens riches et tellement charmants. Oui, j'ai passé de belles années, et si maintenant, tous, ils me voyaient dans l'état où me voilà, ils auraient du chagrin, sûr. »

« Ah ! Vous voyez, Mme Stevenson est morte pendant la guerre, et puis son mari était très vieux. Leurs amis aussi. Ils m'ont bien écrit après la guerre qu'ils espéraient revenir, et puis ils ne sont jamais revenus. Pour les Anglais, leur fils a été tué. Poor boy ! Non, ça a été un métier fini. Mais je me regretterai jamais de l'avoir fait. Même si je n'ai que la moitié de ma Sécurité sociale. Et encore c'est grâce à l'assistance sociale. On n'a pas pu réunir tous les papiers qu'il aurait fallu. »

« Après la guerre, quand j'ai vu que cela ne pouvait plus repartir, eh bien ! j'ai fait d'autres choses, mais ça ne vaut pas la peine d'en parler. Et puis maintenant je suis vieille, je n'ai plus la santé surtout. Autant, je n'étais jamais fatiguée, jamais. (Elle rit.) Ah ! c'est pas la partie qui m'ont manqué ! J'aurais pu me marier bien des fois. Mais avec qui ? J'aurais pas voulu de n'importe qui, moi, j'étais habituée au grand monde, alors je ne pouvais plus me contenter — de... »

« Si je vais au Club Age d'or ? Oui, j'y ai été, par-ci par-là. Les dames sont très gentilles. Ce sont de vraies dames. Mais alors le public, voyez, ce n'est pas du tout mon genre. On joue aux cartes, c'est qu'on a rien à dire, j'ai remarqué ça. Pour la conversation, c'est zéro. »

Les vacances ? Je pourrais aller en Normandie. Seulement mon frère est mort, alors les vacances, j'ai un cousin qui tient un hôtel, il me dit que je peux venir quand je veux. Oh ! c'est un petit hôtel très propre, gentil. C'est son père qui aurait bien voulu que je le marie dans le temps ! Mais voilà, j'aurais jamais pu m'y faire à cette vie-là, dans un petit trou. C'était un brave homme, bien sûr. Mais voyez-vous, dans ce temps-là, j'étais habituée à de toutes autres fréquentations. Ah ! oui, tout à fait autre chose — (et elle rit malicieusement).

Elle est morte d'un seul coup. Comme un coup de vent. Tout près de chez elle, entre l'épicerie et la boulangerie. Sur la trottoir. Un ange devait voler par là, sans doute était-il fatigué. De son index à la Michelangelo, il a entouré sa tête d'un cercle. Un bandeau de brocart s'est posé sur ses yeux. Une eau inconnue a brûlé dans ses oreilles, son âme est partie dans un petit soufflé, son corps s'est affaissé, comme cassé en deux. L'épicerie est accouru, mais le cœur ne battait déjà plus.

Snobisme ! monstre aux yeux froids, pour une fois je te bannis ! Tu l'habillais d'un manteau invisible qui le protégeait de tout. Quand elle s'en couvrait encore le soir, dans sa petite chambre, avec sa radio pour la berceuse, c'était un manteau de princesse qui lui tenait chaud, la rendait belle et jeune. Elle ne pensait pas, tout en s'endormant, que ce manteau avait pas mal de trous et que le vent d'hiver la traversait en se jouant.

EDMÉE RENAUDIN.

### Au fil de la semaine

« U N conseiller général, qu'est-ce que c'est ? » Cette question, posée il y a quelques semaines dans un foyer de jeunes de la région parisienne, reçoit de rares réponses, hésitantes et vagues : « C'est une fonction honorifique » ; « un fonctionnaire des impôts » ; « un officier d'état-major » ; « l'adjoint d'un député » et même « le remplaçant de l'évêque » ! En revanche, à la question : « Qui peut dire ce qu'est un canton ? », beaucoup de moins se lèvent et, unanimement approuvés, un jeune postier dont l'accent chantant dit l'origine méridionale explique d'abondance : « C'est une petite région formée par la réunion de plusieurs villages voisins. Mais, en ville, existe-t-il des cantons ? Unanimité encore : « Non, évidemment. Seulement à la campagne... »

La plupart des jeunes présents ont plus de dix-huit ans et ils sont donc électeurs. Comme il s'agit de statistiques provisoires, ils sont inscrits sur les listes électorales, dans leur commune d'origine. La moitié d'entre eux sont ainsi conviés à élire dimanche un personnage dont ils ignorent tout, ce qu'il est et ce qu'il fait, en choisissant parmi des candidats qui, très généralement, sont des inconnus pour eux et dont l'étiquette politique — Intérêts locaux, défense cantonale, action paysanne ou union républicaine — constitue une sorte de rébus, indéchiffrable. Une forte proportion de jeunes plus âgés, dans les villes en tout cas, n'en savent pas plus. On ne s'étonne donc pas que deux électeurs au moins sur cinq jugent inutile de se déranger en ce beau dimanche déjà printanier.

L'envers du décor maintenant ou, si l'on veut, la même consultation vue du côté non plus des électeurs mais des élus. M. Edgar Faure est un homme heureux : il a été réélu en 1973 au siège de conseiller général du canton de Pontarlier et il n'est donc pas cette fois dans la bataille. Ce sera pour 1979. Nul doute que dans quelques jours, ou lendemain du second tour, il sera maintenu à la vice-présidence de l'Assemblée départementale du Doubs, rang mineur pour lui mais dont il se contente modestement depuis 1967, après avoir présidé pendant dix-huit ans le conseil général du département voisin, le Jura. Ainsi peut-il consacrer ses efforts sur la ville de Pontarlier, dont il est le maître depuis 1971, et où il devra l'année prochaine, en 1977, solliciter avec son conseil le renouvellement de son mandat municipal. Ce sera le prélude aux élections législatives de 1978. Bien entendu, M. Edgar Faure apporte tous ses soins à la présidence du conseil régional de Franche-Comté, poste-clé qui vient de lui être tout fraîchement confirmé. Et il n'oublie pas — comment le pourrait-il ? — qu'il est à Paris président de l'Assemblée nationale.

On n'entreprendra pas de dresser ici l'impressionnante liste des présidences d'honneur, présidences actives et autres dignités ou fonctions de M. Edgar Faure. Mais dans le seul appareil politique et électoral français, national et local, il ne détient pas moins de quatre mandats : conseiller municipal, conseiller général, député, conseiller régional — de droit il est vrai, comme parlementaire ; et quatre présidences ou vice-présidences : maire, conseil général, conseil régional, Assemblée nationale. A chaque année sa campagne : municipales en 1977, législatives en 1978, cantonales en 1979 ; et chaque fois, après avoir affronté les électeurs, il faut obtenir sa réélection par les élus. A chaque semaine, à chaque jour, ses délibérations : six mois de session à l'Assemblée nationale, deux réunions d'une dizaine de jours à l'Assemblée départementale, trois ou quatre sessions de l'Assemblée régionale, une bonne douzaine de réunions du conseil municipal, sans compter les conférences restreintes, bureaux, commissions, consultations, et enfin la gestion quotidienne. Des délégations de tous côtés, bien sûr, aux adjoints, aux vice-présidents, aux conseillers, aux secrétaires, mais cela ne suffit pas : il faudrait pouvoir tout voir par soi-même, et trancher, et réaffirmer, et expliquer. Une vie bien remplie.

Qu'on ne dise pas qu'il s'agit là d'une étoile de première grandeur dans la constellation politique, et que la situation de M. Edgar Faure, président des présidents, est exceptionnelle. Elle l'est, certes, par l'importance des fonctions occupées, mais combien d'hommes politiques moins en vue ne sont pas moins occupés. Connaissez-vous, par exemple, M. Joxeu-Marigné ? Il a soixante-sept ans, il est sénateur de la Manche depuis 1948 — bientôt trente ans de mandat. Il a conquis tour à tour les postes de conseiller général du canton d'Avranches en 1951, de maire d'Avranches en 1953, et il les a gardés à chaque renouvellement. En 1968, il accéda à la présidence du conseil général du département ; en 1974, à la présidence du conseil régional de Basse-Normandie. Quatre mandats, trois présidences et, naturellement, quelques fonctions annexes : représentant français au Parlement européen, juge à la Haute Cour de justice, président de l'importante commission des lois constitutionnelles du Sénat, etc.

## LE SCRUTIN PERDU

PIERRE VIANSSON-PONTE

Il n'est pas le seul, loin de là : plus de la moitié des députés, les deux tiers des sénateurs, les uns célèbres, les autres inconnus au-delà des limites de leur ville ou de leur province, sont ainsi conseillers généraux ; autant sont maires ou au moins conseillers municipaux ; tous siègent de droit dans les conseils régionaux. Beaucoup occupent un, deux, trois fauteuils de président, vice-président, secrétaire ou délégué.

La règle non écrite s'énonce ainsi : sauf exceptions rarissimes, pour être sénateur, il faut être conseiller général ; et pour être conseiller général, il faut être maire. Pour devenir député, il est très utile, sinon absolument nécessaire, d'avoir également reçu ses galons municipaux et départementaux ; ou alors de les brigrer sans retard si on veut conserver son mandat législatif. Soumis chaque année ou presque, ici ou là, à réélection, harcelé par les convocations, les obligations, les sessions, écrasé sous les dossiers, les démarches, les sollicitations, le grand notabile n'a le choix qu'entre deux solutions : déléguer très largement, trop parfois, ses attributions et pouvoirs afin de se consacrer sur l'essentiel ; ou faire front tant bien que mal de tous côtés, et plutôt mal que bien, dans la hâte et la précipitation. Dans l'un et l'autre cas, l'électeur a donné sa voix, mais il est floué et les élus sont pipés, soit que d'autres, qu'il n'a pas élus, remplissent le mandat, soit que ce mandat ne soit pas vraiment rempli.

A la base du dispositif, on l'a vu, on trouve le conseil municipal et surtout le conseil général. C'est sur ces fondements-là que s'édifie une carrière durable, c'est par la perte de ces mandats-là que s'amorce la retraite ou la débâcle. On comprend mieux l'acharnement des candidats, qui sont plus de sept mille, ce dimanche, à rivaliser pour les mille huit cent soixante-trois sièges cantonaux à pourvoir.

A quoi s'ajoute un découpage cantonal vieux de près de deux siècles et qui défie aujourd'hui le bon sens, l'équité et la géographie. Deux exemples parmi beaucoup d'autres : dans les Hautes-Alpes, le canton d'Embrun a 7 191 habitants et celui de Barcelonnette 3181 ! Ils élisent l'un et l'autre un conseiller général. En Corrèze, le canton nord de Brive a 31 467 habitants et celui de Beynat 3 610 ; ils ont, l'un et l'autre, un représentant à l'Assemblée départementale. Et combien de départements industriels où la majorité du conseil général est rurale ? En Meurthe-et-Moselle, le conseiller général de Pompey représente sept communes et 44 981 habitants vivant de l'industrie, celui d'Arracourt représente sept villages et 965 habitants !

A l'injustice, le découpage ajoute la confusion : à Tourcoing, par exemple, le conseiller du canton nord sera tantôt l' élu du côté gauche de la rue des Champs, tantôt l' élu des deux côtés de cette même rue. On pourrait citer dix, vingt, cent exemples analogues et parfois plus abracadabrants encore. Quand Thourout et Sierès proposaient le 20 septembre 1979 à la Constituante de diviser le territoire en quatre-vingts carrés de 18 lieues de côté pour créer les départements, leur idée n'était guère plus absurde que le résultat auquel on a finalement abouti.

Un homme politique qui est à la fois député, maire, conseiller général et conseiller régional, M. Alain Peyrefitte, suggère de réviser la carte politique et administrative en allégeant cette pyramide à six étages et où tout s'enchevêtre qui va de la commune à la nation en passant par le canton, l'arrondissement, le département, la région. Il propose de regrouper les communes actuelles, qui conserveraient néanmoins un minimum d'attributions, en districts urbains et ruraux administrés par un président et un conseil de district. Le canton disparaîtrait. L'arrondissement servirait de circonscription pour l'élection au scrutin de liste de l'Assemblée départementale, mais il n'aurait aucune autre existence. Quant à la région, elle resterait simplement « un lieu de coopération départementale » sans pouvoirs réels. De six niveaux de décision et de gestion, on descendrait ainsi à trois : la nation, le département, le district, tous trois dotés d'un exécutif élu et d'organes délibérants également élus (1).

Quant au cumul des mandats, il faudra bien un jour se décider à le limiter : c'est le seul moyen de faire surgir de nouveaux cadres politiques et d'introduire un peu de clarté, de logique et d'harmonie dans l'organisation du pays.

Au fond, peu importe les moyens. Si ces deux dimanches électoraux pouvaient conduire à réfléchir de façon un peu sérieuse et efficace à ces réformes-là, nécessaires et urgentes, du moins ce scrutin n'aurait-il pas été tout à fait perdu.

(1) Dans la préface d'une étude que vient de publier la Documentation française sous le titre « Décentraliser les responsabilités ».



ETRANGER

Reflets du monde entier

LOS ANGELES TIMES

Les Marx... Brothers au Kremlin

Les Soviétiques ont une nouvelle revendication : le droit à l'humour. Selon le correspondant du LOS ANGELES TIMES à Moscou, « la vieille réserve des plaisanteries permises — les torques, les épouses laides, l'âge des femmes, les belles-mères, les vendeurs tracables — est maintenant usée qu'elle ne suffit plus à faire rire un public conscient de l'évolution des hommes et de la société ».

« Ce nouvel état d'esprit favorise l'éclosion de bonnes histoires qu'on se raconte sous le manteau, d'autant plus méchantes qu'elles sont clandestines. Leurs cibles principales sont les leaders politiques qui y apparaissent comme des émeutes des Marx Brothers ».

Par exemple, M. Leonid Brejnev félicite par téléphone les cosmonautes de la mission Apollo-Soyouz, mais il leur fait remarquer que ce sont toujours les Américains qui mènent la course à l'espace. Le prestige soviétique nécessite un exploit comparable au débarquement sur la Lune.

« Nous avons décidé de débarquer sur le Soleil, annonce Leonid Brejnev ».

« Mais vous ne comprenez pas, camarade, que nous risquons d'être gravement brûlés ».

Vous ne pensez tout de même pas que le Politburo a publié ce détail, répond Brejnev. Nous connaissons ce danger. Nous avons décidé que vous débarqueriez de nuit ! »

Newsweek

Quand L.B.J. saluait les braves

L'hebdomadaire américain NEWSWEEK raconte cette anecdote sur Lyndon B. Johnson : « On dirait un extrait de "MASH", mais il y a du vrai dans cette histoire que rapporte le "Journal des forces armées" sur une visite de Lyndon Johnson à Fort Bragg, Caroline du Nord, en 1968, pour saluer le départ d'un bataillon de parachutistes pour le Vietnam. Le bataillon, prêt à s'embarquer, était sérieusement cuit à la diète et n'était pas du tout en état de recevoir le salut d'un président. Pas de problème, un rassemblement, un autre bataillon de la base qui défila devant un L.B.J. enchanté de servir solennellement les mains des G.I. qui montent dans l'avion. Dès que Johnson disparut, le bataillon redescendit de l'appareil et recommença à vaquer à ses occupations habituelles ».

Le Tibre de Jules César

Une bonne nouvelle pour les pêcheurs de goujons et d'ablats : ils peuvent se réinstaller à Rome et à Londres. Selon l'INTERVIEW HERALD TRIBUNE, « sans le Tibre à Rome et la Tamise à Londres, les grands fleuves d'Europe restent sérieusement pollués malgré les projets — certains encore sur le papier — destinés à les rendre à la vie ».

Les autorités italiennes assurent que, très prochainement, le Tibre sera aussi propre que du temps de Jules César. Les pêcheurs sont revenus sur les bords de la Tamise et mangent leurs fritures. Les Britanniques ont été les premiers à lancer un programme écologique sérieux. Ils estiment maintenant que leurs rivières sont les plus propres d'Europe. Quelques soixante-dix espèces de poissons sont revenues dans la Tamise. Les flottilles de pêche sont de nouveau à l'œuvre dans l'estuaire. Des milliers de canards et autres oiseaux — dont quelques-uns appartenant à des espèces qu'on n'avait pas vues sur ces lieux depuis le début du siècle — hivernent le long du fleuve. Il y a dix ans, la Tamise était si polluée que seules les anguilles y survivaient. Ce changement spectaculaire a coûté 200 millions de livres (300 millions de francs) en quinze ans ».

Thé, café ou whisky ?

Si la vie d'un reporter en Irlande du Nord est difficile, ce n'est certes pas par manque d'informations, estime THE OBSERVER.

Selon l'hebdomadaire britannique : « Le journaliste qui arrive à Belfast est courtois de tous les côtés. Très vite il sera initié à un déjeuner, fortement arrosé, au mess des officiers de Loyalist ; un membre important de l'IRA proposera l'inviter chez lui pour le café que sa charmante femme lui servira, accompagné de toasts bien beurrés ; à l'Irland Defence Association (la principale organisation paramilitaire protestante) de Newtownards Road, il aura des petits gâteaux au gingembre avec une tasse d'excellent thé ».

« Cette "industrie" a pris une telle extension que toutes ces organisations, et plusieurs autres, emploient à plein temps un personnel dont le seul travail est de tenter de convaincre les journalistes. L'armée a plus de quarante officiers de presse aidés d'une centaine de secrétaires ; la police en a douze, le gouvernement vingt. Les "provisaires" ont un "centre de presse" qui publie des communiqués signés d'un "P. O'Neill" fantôme, qui sont régulièrement envoyés par télex aux divers journaux ».

SAVEZ-VOUS PLANTER DES CLOUS ?

Les Editions Dessain et Toira ne font pas beaucoup parler d'elles. Et pourtant elles proposent aujourd'hui un catalogue fort riche dans des domaines peu explorés : « Techniques de l'art et de la couleur », « Activités manuelles ». Certains livres sont des albums luxueux (Klein, Albers, Itten), d'autres — la majorité — sont des ouvrages très accessibles (de 18 à 48 F), pratiques, très illustrés. Diverses collections constituent ce département : « livres d'activités », « l'Atelier des loisirs », « Mains agiles », « Manu-press », « Activités créatives et plastiques », « Découvrir ». Quatre nouveaux titres paraissent chaque mois, attendus maintenant par les éducateurs, les animateurs et par le public qui y découvre les moyens d'une activité de création passionnante et enrichissante. Il semble intéressant de signaler un fait qui constitue un véritable événement éditorial : un livre de la collection « Découvrir » : FILS ET POINTES, a été vendu, à ce jour, à 150 000 exemplaires. Il s'agit de plans de clous sur une planchette, de tendre des fils pour réaliser ces panneaux décoratifs actuellement à la mode dans les décorations intérieures. Ce succès a conduit les éditeurs à publier : FILS TENDUS, JEUX DE FILS et TABLEAUX EN FILS. Et le public leur a réservé un tel accueil qu'ils sont en train de devenir à leur tour des best-sellers. Un slogan est d'ailleurs lancé : Savez-vous planter des clous ?

18 F, en librairie et aux Editions Dessain et Toira, 10, rue Cassette, 75006 Paris.

Lettre de Bogota

La peur dans l'Eldorado



EN 1539, le conquistador Jimenez de Quesada, qui redoutait les chaleurs tropicales, choisit à 2 600 mètres d'altitude le site de Bogotá, où les Indiens Chibchas jetaient régulièrement dans la lagune de magnifiques sculptures d'or en hommage à la déesse des eaux, pour y fonder la ville de Santa-Fé-de-Bogotá. Ce vert et calme paysage suisse abrita aujourd'hui une ville immense, inquiète et misérable. La capitale du pays de l'Eldorado, celui qui fut pendant des siècles le plus grand producteur d'or du monde, et qui renferme encore d'énormes réserves d'or, de platine, d'émeraudes, d'uranium, de charbon et de pétrole, est peuplée de plus de 4 millions d'habitants, dont près de la moitié manquent d'eau courante et d'électricité.

Le principal journal colombien, le Tiempo, rapporte chaque jour des informations angoissantes qui viennent confirmer les choses vues : « Bogotá : deux cent quatre-vingt-dix-huit quartiers hors-la-loi ». La ville s'étend sur 270 kilomètres carrés et grandit au rythme de 3 % par an, se développant d'une façon si anarchique, avec des logements bâtis en vingt-quatre heures, que les autorités découvrent les « urbanisations pirates » une fois achevées. Chaque jour arrivent mille paysans sans terre, s'installant sans plan, qui — montent — une cabane et commencent à élever une vache, un mouton, un porc, des poules ; cela contribue à donner à Bogotá cet aspect de « ville à la campagne », laissant parfois le voyageur qui voit des bovins paître dans les plates-bandes des grandes avenues et des ovins brouter dans les avant-jardins des maisons bourgeoises. Pour nourrir leurs animaux domestiques, les « envahisseurs » comme on les appelle officiellement, ont recours aux poubelles. Dès 5 heures du matin, les files d'ânes parcourent la ville à l'assaut des boîtes à ordures ; guidés par des femmes et des enfants, les ânes transportent dans des bidons amarrés à leur bât les déchets les plus divers, dont une partie se déverse sur les trottoirs.

PLUS tard apparaissent les « gamins », qui ont passé la nuit dans une porte cochère, un parc ou un habitacle de carton. Ce sont des enfants errants âgés de cinq à quinze ans, qui vivent en bandes, de mendicité et de rapine, assez semblables aux Olvidados que Luis Bunuel filmait au Mexique en 1940. Ils sont des milliers, et la directrice de l'Institut du bien-être social vient de déclarer qu'en deux mois seulement trois cent cinquante enfants avaient été abandonnés à Bogotá dans des poubelles, des égouts, devant des portes d'hôtel et d'église. La même personne ajoutait que, pendant les vacances scolaires, le nombre d'enfants errants augmente, car de nombreuses familles pauvres jettent leurs enfants à la rue pour qu'ils assurent eux-mêmes leur subsistance. Quelques centres d'assistance les accueillent, les habillent, leur donnent à manger et aussi à fumer de la marijuana — à laquelle ils sont presque tous accoutumés — afin de les inciter à rester, mais le plupart retournent à la rue. Souvent, compagnons et protecteurs des « gamins », apparaissent aussi les chiens errants, dont certains sont si terriblement dressés à voler les papiers des ménages et aux étalages qu'on a pu les comparer au « clan des dobermans », version sous-développée.

Faisant écho aux plaintes des services d'assistance, le Tiempo titre : « Bogotá envahie par les gamins, les mendiants, les fous et les vieillards ». Ce titre banal n'a rien d'excessif ; à la veille du dernier carnaval, cinquante « gamins » ont débarqué du train en provenance de la côte atlantique, où ils avaient été embarqués par la police, qui ne voulait pas les voir traîner dans les rues pendant le séjour des touristes. Dans le même temps, on apprenait qu'une institution charitable ayant des difficultés budgétaires avait installé « des vieillards dans un autobus sur leur promenade à l'extérieur dans la capitale » ; à Bogotá, on les avait simplement déposés et abandonnés sur une place publique.

Les innombrables mendiants, défilés et anonymes en tous genres font de chaque pavé d'égout une cour des miracles. Des milliers de marchands ambulants occupent les trottoirs, vendant des objets dérisoires. La foule des désemparés vêtus de « ruana » — déambule sans fin sous le plus quotidien en quête d'une « affaire », pour survivre. Ces masses incontrôlées procurent les foules engorgées du film de science-fiction Soleil vert ; mais contrairement au film, où les affamés avaient perdu toute agressivité, ici l'instinct de survie est encore très fort, et les gens sont décidés, à tout pour le satisfaire.

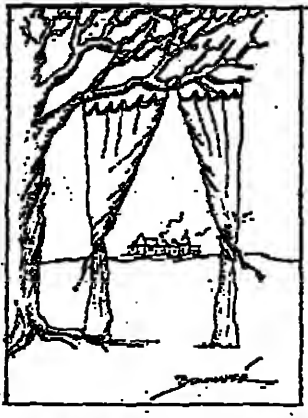
D'où l'anarchie, que les autorités officielles reconnaissent lucidement : le maire de Bogotá déclare : « C'est une ville créée pour la corruption et le chaos ». Le ministre de l'Intérieur reconnaît : « La situation est très grave et exige des solutions de fond ». Un haut responsable de la police ajoute que la guerre des gangs a commencé avec la violence qu'elle a « vécue pendant la » grande époque de Chicago. Un autre policier invite les « honnêtes gens » à

porter une arme à la main pour faire face rapidement à une quelconque tentative des délinquants ». Enfin, pour couronner ces déclarations réjouissantes, le chef de la police, le général Garcia Bohorquez, vient de reconnaître que « la mafia s'est infiltrée dans la police et que plusieurs policiers ont été inculpés de rapin, de vol d'émeraudes et de chantage ».

LES gens s'habituent à vivre dans l'insécurité et dans toutes les conversations il y a des histoires d'enlèvement et de cambriolage avec portes fracturées en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un policier en plein jour, barreaux scisés, vitres pulvérisées. Les commissariats enregistrent les plaintes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les policiers tendent à remplacer une police d'Etat plutôt invisible. La plupart des maisons des quartiers riches sont gardées par un



## FR3 Jeunesse à Lambersart

« Les Misérables »  
du C.E.S.  
Anne-Frank

Tous ceux qui ont joué sont là : un peu nombreux, mais « misérables », pour la minuscule salle de projection de la station régionale de télévision, située dans la banlieue toute proche de Lille, à 2 kilomètres, sur la route d'Ypres, à Lambersart. A Lambersart, dans le C.E.S. Anne-Frank, quelque chose d'important s'est passé. Un an, cela a duré : presque cinquante-deux semaines. Les élèves d'Edmond Czekol, professeur d'allemand, ont monté « Les Misérables », adaptant pour le théâtre un roman de Victor Hugo daté de 1862.

Maintenant, les costumes ont été rendus. « Cela coûtait trop cher de les louer plus longtemps ». Heureusement, l'argent que nous a donné la télé a permis de payer pas mal de choses », dit le jeune professeur-metteur en scène, visage clair, ouvert, d'un film d'ami polonais arrivé dans le Nord, dans la mine, avant la guerre. Trente-sept ans dans la mine.

La pièce a été montrée cinq fois. A la salle des fêtes, devant quelques dizaines de personnes... « Le moins bien ». Au lycée, pour cinq cents élèves... « un vrai succès, sans rire ». Et aussi pour la télévision, pour Jean-Noël Roy et son équipe... « Ils nous ont choisis en choisissant de tourner à Lille. Et le résultat a été bien le sentiment de ne pas s'être trompé : C'était vraiment bien. Ils sont formidables. Quelle leçon pour moi, je voudrais travailler avec eux, encore ».

## Le péage de la Révolution

La projection commence. Les plaisanteries se taisent. L'instinct d'un léger trac. C'est qui passera à la télé, lundi et le lundi d'après, dans toute la France à 19 heures, au cours de l'émission « Flash », produite par FR3 jeunesse.

Et voilà Cosette, la frêle, l'enfant qui joue dans la maison de Thénardier, et Jean Valjean arrivant avec un cadeau, une poupée, et Gavroche, le brave, qui partage avec deux petits un bout de pain gardé dans sa poche. Et puis la République, tous cheveux lisses, drapeau rouge en main, tend les bras et fait un vrai discours, beau comme le texte de Victor Hugo, exhorte la foule. La République, chante de la Révolution, ce péage qu'il a fallu régler pour aller plus avant. Des citoyens lèvent leurs verres, un enfant sera lui, les gorges tiennent des coups de fusil.

On se dit : quel dommage de ne pas les avoir vus jouer, pour de vrai, sur la scène, toute la pièce. On a manqué quelque chose et on le regrette. Ils sont là, élèves et surtout anciens élèves de Czekol, de la cinquième à la terminale — un d'entre eux est dans le supérieur. Ils se regardent, regardent ceux-là qui ne se ressemblent pas, si bien. Ces acteurs qui ne sont plus des enfants, mais des comédiens qui jouent avec une âme d'enfant, naturelle, et sérieuse, et maitresse avec tant de vérité. Ils ne mentent pas, tout entiers à eux-mêmes, à l'histoire racontée. Les grandes personnes, peut-être, savent comprendre tout cela, qui pourraient est assez compliqué.

## Assis en rond

On regarde la télévision, on se sent comme au théâtre. Mais non : après les prises de vues de chaque extrait, fragment de scène (bien choisis), intervient une courte séquence de discussions, où, collés à trois collées, accordés au sujet de la pièce. Un débat qui n'est pas un dialogue, aucune question n'est vraiment posée. Les réponses viennent seules, échos au tableau ou à précédé. Sans transition, sans effort, on glisse de la scène au groupe des enfants, assis en rond autour d'un poste de télévision.

Jean-Noël Roy explique : « Je venais de leur passer ce qui avait été filmé. Et j'ai aimé cette image des gosses assis devant l'écran, le m'en suis servi. Ils parlent, ils parlent durant l'émission. » Les idées viennent en contrepoint de la pièce, ou bien à côté, à propos de cette expérience. Ainsi le professeur raconte à un moment : « J'ai monté ce spectacle, les cours, les copies à corriger. » « Tu feras, ton enfant », ajoute, ironique et complice, gentille, « Cosette », en tenue de lycéenne. Un autre, qui n'est pas un dur, renchérit : « Les professeurs, on arrive à les motiver, parfois. »

« J'ai préféré exprimer mon

## Le « Voyage en Inde » de Jean-Émile Jeannesson

## « Je ne complique pas trop les choses »

Jean-Émile JEANNESSON a appartenu vers 1963-1966 à cette cohorte de gens de cinéma et de télévision, travaillant dans le documentaire, qu'on retrouvait alternativement à Lyon, à Mannheim, à Florence ou à Budapest, célébrant sous la houlette de divinités tutélaires nommées Pierre Schaeffer, du service de la recherche de l'O.R.T.F., ou Enrico Fulchignoni, de l'UNESCO. Ce culte du « cinéma direct ». On y parlait technique et sémiologie, l'opérateur Raoul Coutard y côtoyait André Coutant, l'inventeur de la fameuse caméra Edlin 16 mm qui a fait date dans la profession, mais on pouvait y apercevoir Roland Barthes écoutant attentivement Pierre Perault, le cinéaste québécois.

Une de ces réunions reste particulièrement mémorable — elle a eu lieu à Florence vers 1965 — parce que s'y retrouvaient aussi bien Jean Rouch et Mario Ruoppini que Richard Leacock et les frères Mayles, qu'on y discutait ferme théorie et... mythologie sous l'œil attentif d'Edgar Morin et Lucien Goldmann, capables, à l'occasion, d'en venir aux mains, ou tout au moins de se livrer à des joutes oratoires qu'on aurait aimé enregistrées par la caméra de Richard Leacock ou de Jean Rouch. Dans un coin, deux auditeurs discrets se contentaient d'écouter : le vétéran Joris Ivens, qui n'était pas encore allé en Chine aux sources du marxisme, et un « jeune » simile, Jean-Émile Jeannesson, qui n'aurait pas encore des lettres du bout du monde.

Le hasard rapproche ces jours-ci, sur le petit et le grand écran, deux œuvres d'envergure et d'objectifs très différents : d'abord le 29 mars, sur TF1, la première des quatre émissions de Jeannesson sur l'Inde, à partir du 10 mars dans quatre salles parisiennes, les douze heures d'ivresse sur la Chine. On y touche du doigt deux démarches, deux attitudes, étroitement conditionnées par le médium. Pour nous en tenir au voyage en Inde, de Jeannesson, dans sa présentation à la presse, l'auteur met d'emblée cartes sur table pour mieux élucider sa méthode d'approche d'un pays immense : « Devant ces mondes complexes et leurs pièges, le voyageur de télévision que je suis cumule au moins une différence ou un défaut : être occidental et pressé ».

## Le caprice, au sens Goya

Jeannesson est parfaitement conscient de ces limites et il les accepte : « Je crois, dit-il, qu'il y a une différence de nature entre notre travail et le travail d'un cinéaste qui ne se réfère qu'à son caprice et le dit caprice au sens Goya du terme, au sens important du terme, c'est-à-dire faisant un acte de création sans le souci immédiat d'un public. Alors que ce n'est pas du tout ça, pour nous, gens de télévision. On s'inscrit d'abord, en ce qui

concerne la France, dans une télévision d'État, dans des structures qui sont des structures lourdes, et avec toujours cette notion que l'on parle à un public ; on ne peut faire des émissions d'une façon ni capricieuse, au sens où l'a dit Caprice tout à l'heure, ni innocente. On est obligé de choisir d'abord son public ; il n'y a pas un public, il y a des publics. Certains d'entre nous résolvant le problème en disant : je vais faire des émissions décidément « culturelles », décidément profondes, mais je sais que je ne m'adresserai qu'à un public cultivé. Je passerai à une heure tardive, j'aurai un million de personnes. C'est une attitude tout à fait confortable ».

« Ou bien, autre attitude, on va essayer de parler à tous les publics, et puis on verra bien ce qu'il en restera. On est obligé de rejeter la difficulté, l'écœurement, mais d'autre part on ne veut pas faire de concessions, on ne veut pas la vulgarité. On marche sur une crête moyenne. Finalement, c'est ma position, on ne peut avoir qu'une attitude pédagogique. Je crois que c'est ça qui nous distingue des cinéastes. Nous nous inscrivons dans une relation d'efficacité vis-à-vis d'un ou de plusieurs publics qu'il faut atteindre ».

## Soudain, le voile de l'exotisme

Voyage en Inde s'adresse au plus grand public. Dans un livre juste publié intitulé *Bataille pour des images* (Nathan, éditeur), Jean-Émile Jeannesson raconte les diverses étapes du tournage, tournage sensiblement plus « lourd » que celui d'Ivens en Chine. Arrivé en Inde, à pied d'œuvre, le 26 février, il en repart deux mois plus tard, le 29 avril. Avant même le tournage, il a à peu près prévu la distribution des lieux et des sujets qui vont constituer les quatre émissions de sa série indienne.

La première, *Le Labyrinthe*, nous mène au nord du pays dans l'État d'Haryana, puis à Bénarès, ville sainte, ville de pèlerinage. L'auteur s'attarde sur le planning familial, donne la parole à un maître zélé qui s'est fait stériliser (mais sa femme ignore tout de l'opération). La seconde, *Entre dans le concert*, nous donne la splendide entrée dans l'ensemble de ces programmes, pour deux raisons : nous voyons à l'œuvre, dans l'État du Bihar, un des plus pauvres de l'Union indienne, un jeune couple de médecins qui soignent les intouchables ; ils ont étudié en France, où ils se sont connus, ils parlent le français couramment, ils s'adressent à nous familièrement. Soudain, le voile de l'exotisme tombe, nous découvrons une réalité physique et humaine, un rapport social précis. A la fin de l'émission, nous voyons le chef d'une des innombrables sectes indiennes, le mochant, replié sur une torse blanche parmi des

disciples inconditionnels. Malgré lui, le cinéaste sacrifie ici au pittoresque, au défilé du sens, moque le dignitaire sans arriver à rattacher son négoce, si l'on peut dire, au contexte religieux et politique de l'Inde.

La Porte de l'Inde, troisième émission, c'est Bombay et ses capitalistes à l'occidentale. Deux portraits : Godrej qui loge ses ouvriers près de l'usine pour que tout reste « en famille », Mathours qui donne des salaires à l'américaine. Jeannesson retrouve sans effort les marques d'un capitalisme occidental transposé aux conditions indiennes, il s'attarde à l'occasion à dénoncer le luxe de ce monde en marge de la misère du sous-continent : monde qui pourrait aussi bien être celui des intellectuels de gauche, de la bourgeoisie progressiste. Nous touchons ici aux limites du travail entreprise : il ne suffit pas de dénoncer le paternalisme des intéressés, il faudrait le replacer dans une problématique plus large, celle de ce sous-continent indien où se perpétue une misère comme on imagine qu'à la capitale en Europe notre Moyen Âge. L'impressionnisme et le moralisme ne peuvent suppléer à l'absence d'une véritable analyse socio-politique. « Ai-je le droit de juger ? », commente Jeannesson en guise de réplique. « Je reviens à la pédagogie. Je fais une démonstration, je ne complique pas trop les choses, puisque je m'adresse au grand public. Je tire une petite morale à la fin de la démonstration, pour que ce soit clair. Je crois cette attitude juste, même si elle agace, quand j'en vérifie les résultats sur le public ».

Dans la triple processus, préparation, tournage et montage, diffusion, la préparation n'est pas la moins importante. Jeannesson insiste dans son livre sur les difficultés qu'il a rencontrées auprès des pouvoirs indiens pour tourner à sa guise. Il n'est pas, comme Joris Ivens en Chine, persona grata a priori, il reste l'étranger qui, comme Louis Malle quelques années plus tôt pour une autre série de télévision, vient recueillir de l'excitation et de la misère. Comment s'est-il donc décidé à aller en Inde ? « C'était un vieux projet, dit-il, des rencontres avec des amis. Puis il y a eu des lectures d'ouvrages très variés, qui peuvent aller d'une étude économique aux textes sacrés des Vedas en passant par la collection « Petite Planète ». J'appellerais ça, plus qu'une information très poussée, une imprégnation. Ensuite, je jette les livres, je débarrasse, j'observe, je regarde tout. Je vois des images ultra-différentes, je n'impose dans ces divers milieux. Le tournage a duré un mois, en janvier 1976. Dans la pratique, le tournage était implacable : du moins en Inde ».

## LOUIS MARCÔRELLES

\* Mardi 9 mars, mardi 13 mars, mardi 6 avril, mardi 20 avril, TF1, 21 h 30.

## LE COLLOQUE DE L'INA

## Un poète et des mandarins parlaient de l'avenir

PARMI les sept sociétés issues de l'ex-O.R.T.F., il en est une — c'est l'INA (Institut national de l'audio-visuel) — qui a été notamment chargée de la tâche d'explorer et de préparer ce que sera la télévision de demain.

L'INA organisait, la semaine dernière, une rencontre sur « l'avenir des programmes de télévision » ; on y attendait une confrontation entre des chercheurs ayant le goût de la critique et de la prospective, et des professionnels de la télévision réputés méfiant à l'égard de l'une comme de l'autre. Ce n'est pas tout à fait ce qui se produisit : des oppositions se manifestèrent, mais, dès qu'on parla de la série TV à laquelle nous serons rattachés en 1985, mais les plus révolutionnaires ne sont pas forcément ceux qu'on croit.

Au centre des discussions, deux débats centraux : « Quelles sont les missions de la télévision ? » « Qui aura la maîtrise de cet outil ? »

## Culture et slalom

L'interrogation sur la mission de la télévision doit toujours s'affronter avec qu'assignent aux étranges tourmens une fonction d'éducation du public et ceux qui n'y croient guère, et cette division en rôles souvent une autre : celle qui oppose les optimistes, pour qui le public, de toute façon, ne veut que du Guy Luz.

Au cours du colloque, le sociologue Georges Friedmann distinguait ainsi les libéraux qualitatifs, qui ont fait leur sur les sondages d'audience, entendent simplement répondre aux attentes superficielles des téléspectateurs, et les libéraux qualitatifs, qui, croyant à la plasticité des goûts, estiment que la télévision peut favoriser le développement culturel. Elle peut, elle doit le faire, pense Georges Friedmann, malgré le glissement spontané et terrible du public vers le pire, malgré cette tendance du spectateur, stigmatisée par Jean Oulif (TF1), à « désirer facilement obtenir ce qu'il veut ».

Et, de fait, Robert Wangermée (directeur général de la Radio-Télévision belge), le rappelle : dans une ville comme Bruxelles, où, grâce à la télévision, par câble, les téléspectateurs peuvent recevoir onze chaînes, la majorité d'entre eux affectent un véritable slalom permanent entre toutes les chaînes, pour capter les films, les feuilletons et les jeux et échapper aux émissions « culturelles ». Effectivement, tous les sondages européens indiquent une faveur générale des téléspectateurs

pour une télévision de divertissement et un rejet massif des programmes à prétention culturelle.

Mais est-ce si simple ? Est-on sûr de bien connaître les attentes, en profondeur, des différentes catégories de publics ? Les sondages ne sont-ils pas de simples indicateurs insuffisants ou trompeurs ? Le président de la Société française de production, J.-C. Edelme, y insiste justement à propos d'une émission qui par de multiples médiateurs, à tous les stades, dans les sondages de l'avenir de la diffusion mais avoir laissé une impression durable chez ceux qui l'ont vue, alors qu'une émission très appréciée sur le moment ne laisse aucune trace à long terme. P. Abruzzini (Service d'études d'opinions de la R.A.I.) n'avait-il pas raison de rappeler de son côté que « la TV d'aujourd'hui conditionne les goûts du public », et que « les sondages ne peuvent donc qu'enregistrer les goûts du public tels qu'ils sont façonnés par la TV actuelle ? »

Et est-ce la faute du public populaire et à la télévision, comme l'indiquait Enrico Fulchignoni, impose dans ses programmes des formes « culturelles », « nobles », légitimées (peinture, opéra, théâtre...), sans tenir compte de leur faible niveau d'insertion sociale réelle, et refuse de jouer un quelconque rôle dans la légitimation de formes culturelles nouvelles ou correspondant réellement à des pratiques sociales ?

Cette télévision, qu'elle réponde bien ou mal aux exigences des divers publics, reste-t-elle bien un service public, au sens profond du terme, et non pas un service d'État, ou de service gouvernemental — puisque aussi bien la confusion entre les notions est, hélas ! devenue courante en France ? On trouve là un point d'accord entre ceux qui sont intervenus sur ce point à la rencontre de l'INA : l'actuel système de TV en France, avec ces cahiers de charges imposés aux chaînes par l'État, avec cette loi implacable de la concurrence entre programmes, avec ces méthodes pour répartir entre elles la réclame en fonction de leur écoute mesurée par sondages, avec cette recherche effrénée de la publicité, aboutit en fait à une privatisation de la gestion des chaînes et à une logique purement commerciale dans leur programmation. Cette constatation est apparue à bien des égards plus importante — et plus préoccupante — que l'évolution possible vers une gestion officiellement privée d'une chaîne TV dans l'avenir.

De même, on peut se demander, avec Martine Roger-Machart (INA), si les problèmes de responsabilité du pouvoir politique ne risquent pas d'être posés à un moment critique : dans la mesure où la rentabilité économique de certaines productions (séries policières, feuilletons, etc.) n'est plus assurée à l'échelon national, et où les États-Unis traquent ainsi progressivement le marché, peut-être faut-il envisager que des institutions de télévision disposent d'une certaine légitimité politique existant à un niveau tel (européen par exemple) qu'elles contribueraient réellement la préparation de programmes originaux au lieu de se borner à acheter des produits américains.

## Fin de règne pour les clercs

Abandon progressif de la notion de service public, illusion quant aux marges de contrôle des programmes au niveau national : que devient donc la maîtrise de l'outil-télévision ? Qui, demain, va pouvoir, dans notre société, réaliser des émissions ? Un cri, en réponse, jaillit, inattendu, de la salle : « Il faut mettre fin aux privilèges des mandarins et des clercs ! » On ne produit pas assez d'images, explique en substance l'orateur, dès lors, il y a un contrôle social sur l'image, la recherche avant tout ses aspects sécuritaires, et seuls accèdent à la production les mandarins de la culture. Demain, tout peut changer, tout doit changer, grâce aux innovations techniques en matière d'audio-visuel, et chacun pourra accéder à la production d'images ; alors, « clercs et mandarins seront déposés ». Paradoxe : ce « pochisme », optimiste quant aux vertus du progrès technique et de la libération des masses, n'est autre que le président J.-C. Edelme.

Ouvrir le robinet à images, permettre la participation de tous à la production télévisuelle. Le rêve, l'utopie ? Non, disent ceux, comme Didier Bernad (FR 3) qui volent dans la régionalisation une des voies d'approche de cet avenir. Non surtout, disent ceux qui ont résolu ment Jean-Charles Edelme dans le sillon par lui tracé, même la bouillonnante pour le précédent. Maurice Casneuve (directeur de FR 3) posait clairement l'enjeu : qui d'autre que ceux qui font de la TV depuis vingt-cinq ans vont désormais pouvoir s'en servir ? Et Pierre Emmanuel (président de l'INA), le plus expérimenté de tous, demandait : « que la télévision soit une incitation permanente au jeu, et non le mir qui oblige à regarder sans participer. L'imagination de demain sera

obligé de prendre en compte toute la diversité des possibles de l'imagination. » Alors, une télévision pour tous, ouverte à tous, une télévision de la création, de l'imagination, de la poésie en un mot ? Cet étrange et beau scénario est-il bien un scénario réalisable dans les prochaines décennies ? Il a eu, c'est vrai, l'espace d'un colloque, la faveur de professionnels qui comptent en France.

Mais combien il apparaît comme le scénario de l'utopie, par rapport aux scénarios du probable, tels que Michel Souchon et Monique Sauvage les avaient présentés dans le document préparatoire de la rencontre. Quatre directions leur paraissent en effet s'ouvrir :

● La TV, distraction du pauvre : les téléspectateurs seront appelés à se recréer de plus en plus spécifiquement parmi ceux, personnes âgées et couches sociales dévalorisées, qui n'auront toujours pas accès à d'autres possibilités de loisirs.

● La TV, tronc commun : si les nouveaux médias (télédiffusion, vidéo, programmes) sont destinés à des publics spécifiques, ayant des attentes spécifiques, la TV, au contraire, elle, la diffusion de grande consommation, le tronc commun des programmes acceptables par le plus grand nombre.

● La TV, morceau des empires télé-informatiques : imbriqués entre eux, média traditionnels (TV, radio, presse) et média nouveaux (vidéogrammes, TV et radios locales, réseaux de câbles et de satellites), dominés par les grands maîtres de la télé-informatique, collaboreront dans l'optique de la rentabilisation maximale.

● La TV, parent pauvre : une répartition des programmes s'opérera entre TV et nouveaux médias en fonction de leur coût de production. Les émissions coûteuses seront diffusées par les circuits payants ; à la TV restera la programmation des émissions bon marché.

Par rapport à ces scénarios de l'avenir probable, de quel poids pèsera le grand projet de la télévision de création pour tous ? M. Edelme (UNESCO) s'est malicieusement demandé si son décalage n'était pas due en partie au sentiment de culpabilité, à la mauvaise conscience, des programmeurs de la TV d'aujourd'hui, et si on allait vers la création d'un « centre de incitation » permettrait aux producteurs et aux programmeurs de se recycler... A sa mesure, l'INA pourrait-il, en France, jouer ce rôle ? C'est, en tout cas, toute la grâce qu'on lui souhaite.

ROLAND CAYROL















LA PHILOSOPHIE

par Jean Lacroix

# PASCAL

L'OUVRAGE de Pierre Magnard sur la nature et l'histoire dans l'apologétique de Pascal est l'un des plus importants, sinon le plus important, qui lui aient été consacrés. Tout en tenant compte des travaux antérieurs, l'auteur nous met en contact avec ce qu'il y a de plus profond et de plus intime chez Pascal, en nous invitant à cheminer avec lui dans une lecture directe. Il ne propose pas une nouvelle interprétation des *Pensées*; ce serait les déformer.

Il entre dans la demeure de Pascal, il la visite dans sa multiplicité dimensionnelle. Il découvre les coins les plus cachés, les oppositions voulues et souvent révélatrices. Il ne s'agit pas de les expliquer, mais d'en dégager le sens. L'apologétique pascalienne est une découverte des significations, une herménéutique. Les oppositions n'ont pas à être défigurées pour devenir les éléments d'un système; les moments d'une dialectique; elles se signifient mutuellement en signifiant ce qui les dépasse. Il ne faut pas systématiser les *Pensées*, mais les lire, « dégrader une poétique des incommensurables connaissances qui font un ensemble cohérent de ces pages désassemblées ».

L'écriture célèbre la nature : « Les cieux racontent la gloire de Dieu », tandis que le cri de Pascal peut paraître scandaleux : « Le silence éternel de ces espaces infinis m'effraie ». C'est que la nature nous échappe; tout le monde visible n'est qu'un trait imperceptible dans l'ample sein de la nature. Nous ne connaissons ni son commencement ni son origine. On ne trouve rien à partir d'elle, et l'idée traditionnelle d'une philosophie de la nature doit être rejetée. Seul celui qui la connaît déjà y peut lire Dieu : elle n'a de sens que pour le croyant, et les symboles mathématiques, analysés avec précision par Magnard, permettent alors d'exprimer ce sens. Ce qui empêche surtout une vraie connaissance de la nature, c'est qu'elle n'a pas de centre.

La vieille image de la sphère infinie dont le centre est partout et la circonférence nulle part est déjà éblouissante; elle dit l'absolu, la totalité, mais, celle-là étant infinie, celle-ci est infinie.

\* *Nature et histoire dans l'apologétique de Pascal*, par Pierre Magnard, Publications de l'Université de Dijon, Société des Belles Lettres, 1975, 425 pages, 75 F.

fectible. Parler de l'homme dans l'uni-vers ne signifie rien. Lire le monde, ce sera au contraire comprendre que l'homme est tombé de son vrai lieu sans pouvoir le retrouver. Seule la conversion à Dieu lui permet de se situer. La « machine mathématique », alors, peut être utilisée, comme un symbole de l'esprit humain entretenant les données de l'expérience pour les mettre en forme et leur permettre de devenir des figures d'une vérité plus haute.

Si la nature est une écriture, qui relève plus d'une séméiologie que d'une cosmologie, il en va de même de l'homme : lui non plus n'a pas de centre. Il ne saurait trouver dans sa pensée l'assurance que lui refuse le monde et oscille sans cesse du dogmatisme au pyrrhonisme. Visiblement ignoré et tombé de son vrai lieu sans pouvoir le retrouver, il est « sans assiette et sans repos ». L'homme n'a pas — n'a plus — de nature; il est en situation, en condition, et cette condition est l'errance. Il tend au bonheur, mais sa quête aveugle va d'objet en objet. Désir et imagination s'entrementent et se multiplient l'un l'autre dans un vide sans fin. Aussi la remontée à l'origine ne saurait-elle nous renseigner sur notre destinée, car elle va à l'infini. L'imagination est l'instance originaire, qui unit vérité et mensonge, « d'où l'on plus tard que l'on n'est pas toujours ». L'homme est partagé entre l'être et l'apparence, et c'est parce qu'il manque d'être qu'il doit apparaître; le masque ne se distingue pas du visage. Il ne saurait donc pas plus y avoir de philosophie de l'homme et de son histoire que de la nature. Pascal, avant Kierkegaard, a pu être considéré comme le premier existentialiste, à condition de ne pas prendre l'existentialisme pour une philosophie. Il fait une analyse concrète de l'homme jeté dans un monde qui lui échappe autant que lui-même, une anthropologie; il donne un cryptogramme de la condition humaine. Son but est de le décrypter.

Les notions de figure, de figuratif commandent ce décryptage. Par là est éliminée toute dialectique : pas de

compensation des contraires les uns par les autres, pas de recherche du centre d'un système universellement explicatif. La relation figurative, sans effacer la discontinuité des ordres, permet d'établir entre eux une gradation et de comprendre l'intérieur dans le supérieur à partir d'un « point haut ». Au lieu de centre géométrique, ce point haut signifie un site supérieur et projectif qui éclaire l'intérieur et le site. Il ne suffit pas de tenir en équilibre le fléau d'une balance, ce qui reviendrait à annuler les contraires alors qu'il faut conserver les exigences de chacun des éléments opposés. Ce point haut, qui permet de situer les niveaux et de déchiffrer l'énigme de la condition humaine, le christianisme le fournit. Pour Pascal, il ne s'agit pas d'en « prouver » la vérité.

C'est un pari qu'il faut faire, parce qu'on y est obligé, parce qu'il faut compte de la réalité naturelle et anthropologique. En parlant pour lui, l'homme renonce à fragmenter le destin en probabilités. Seul un mouvement de transcendance permet à l'homme d'échapper à son éparpillement en le faisant passer du plan de la nature à celui de la grâce. La foi n'est pas raisonnable parce que son contenu serait démontable, mais parce qu'elle est le gage d'une plus haute intelligence du destin de l'homme. Il n'y a rien de plus conforme à la raison que ce désaveu de la raison. Le dogme du péché originel, bien qu'incompréhensible, rend compte de la réalité et de la duplicité de l'homme. Le mystère est une vérité qui nous dépasse, mais aussi nous comprend : incompréhensible en lui-même, il fait comprendre le réel. Il y a trois ordres : l'ordre de la chair, l'ordre de l'esprit, l'ordre de la charité. Chaque ordre est la « figure » de l'ordre supérieur, mais on ne peut les lire qu'à partir du point le plus haut.

Tout alors s'ordonne et devient cohérent dans l'anthropologie et la théologie pascalienne, qui se répondent : le

« paradoxe » religieux assume le « paradoxe » anthropologique. Le bien universel est en nous et n'est pas de nous. Aussi faut-il se méfier de l'intériorité elle-même : le spirituel juge le psychologique. Pour être révélateur, l'intériorité doit être déchiffrée. La charité joue ainsi un triple rôle pédagogique, métaphysique et spirituel. Le sens du symbole fait apparaître une relation figurative entre les différents ordres de réalité. L'unité n'est plus celle d'un système cosmologique, mais d'un vaste jeu de symboles.

D'un ordre à l'autre, le symbole permet aux linéaments disjointes de se répondre pour devenir les signes manifestes d'une vérité jusqu'alors cachée — du « caché ». Mais, en même temps, cette théorie des ordres, maintenant une dévaluation insurmontable entre le cœur et la raison, rend caduque toute totalisation du savoir et impossible toute félicitation du moi. Le rôle pédagogique et métaphysique de la charité apparaît alors clairement pulsant : « consiste principalement en la digression sur chaque point, qui a rapport à la fin, pour la montrer toujours ». La figure ne s'ouvre qu'à la charité; à cette fin toujours présente, il faut partir de la fin seule, elle explique l'origine; elle donne sens aux promesses de la nature comme de l'esprit. Il n'y a de véritable histoire en définitive que celle du salut. C'est elle que trace Pascal, en montrant la histoire en définitive que celle du salut. C'est elle que trace Pascal, en montrant la figure en cheminement. Tout est écriture, il faut apprendre à lire. Cet apprentissage, cet accomplissement de la pensée et de l'existence se trouve dans l'écriture sainte, qui est la clé de toute autre écriture. Toutes les lectures sont vaines qui ne ramènent pas au Nouveau Testament. Encore faut-il le lire non pas seulement suivant le sens charnel, mais selon le sens spirituel. Ce sens spirituel, c'est la loi d'amour qui fait passer l'homme de la cupidité à la charité. On lit alors avec son cœur — un cœur enivré par la grâce et la charité, et qui éclaire la raison.

Ce cœur enivré par la grâce et la charité, c'est le cœur uni au Christ. Imaginons une révolte des membres contre

le corps, et nous aurons une juste idée du péché : un démembrement de nos organes menant une vie distincte, c'est la figure de l'état de déchéance. L'incarnation de Jésus-Christ, c'est le mystère du salut, mystère de l'union ineffable de deux natures en l'homme-Dieu. Il s'incarne en un être de détresse et, en s'y incarnant, il la partage.

Pascal va jusqu'à dire qu'il épouse en l'homme le péché sur un mode expiatoire. Le dogme chrétien ne résout pas les contradictions de la condition humaine; il les fait plutôt apparaître. Jésus n'est pas tant un centre de rééquilibrage que de rupture; il est venu apporter le couteau et non la paix. L'union des deux natures en lui nous révèle pour nous l'union de la nature et de la grâce. S'unir à Jésus-Christ, c'est épouser le « scandale de la croix » et par là comprendre l'homme lui-même, le sauver comme Jésus l'a sauvé. L'incarnation nous « reconcentre » avec nous-mêmes et avec les autres comme avec Dieu. Le Christ, ce sont les membres réunis, le corps reconstitué. On s'aime parce qu'on est membre de Jésus-Christ; on aime Jésus-Christ parce qu'il est le corps dont on est membre. « Tout est un. L'un est dans l'autre, comme les trois personnes ». Le véritable milieu humain, c'est le corps mystique de Jésus. Le Christ incarne, c'est pour nous la totalité du sens : il permet de déchiffrer non seulement le sens de l'écriture, mais celui des sentiments et des passions de l'âme; du désir, du dégoût et de la fascination, du vertige et de l'effroi, tous les modes de conduite humaine. Telle est l'ultime clé du cryptogramme humain, tel est le cheminement de la quête de Dieu dans son incognito.

## LIVRES REÇUS

— *Les Grands Domaines de la philosophie*, par Alfred Ayer (traduit de l'anglais par Martine Gontallier). Seuil, 1976, 48 F.  
— *Machines textuelles, déconstruction et libération d'écriture*, par François Laruelle. Le Seuil, 1976, 50 F.  
— *Rimbaud devant Dieu*, par André Thibaut. Librairie Corti, 1975, 85 F.  
— *La Souffrance de Dieu*, par François Varillon. Le Centurion, 1975, 20 F.  
Ce livre et le précédent, *l'Humilité de Dieu*, forment un diptyque constituant l'une des meilleures analyses de la spécificité et du sens du Dieu chrétien.

## GÉNÉALOGIE

### Les cent dernières années

Pour faciliter la recherche par le généalogiste amateur de ses collatéraux contemporains, Pierre Gallery a étudié, dans deux articles antérieurs, les périodes qui vont des premières archives à la Révolution (« Le Monde », daté 18-19 janvier), puis de la Révolution à 1870 (« Le Monde », daté 15-16 février). Il examine ici les cent dernières années, avant de conclure, dans un prochain article, par une synthèse chronologique par quelques indications utiles.

QUAND on en arrive aux cent dernières années, c'est à dire la recherche généalogique devient réellement difficile. La consultation de presque tous les documents est réservée (1).

Sans doute, les personnes qui seraient autorisées à tout consulter pourraient retrouver les actes de décès grâce aux tables décennales et à leurs correspondances, la mention du notaire qui a réalisé la succession grâce aux registres de l'enregistrement, la liste complète et le domicile des héritiers grâce aux minutes du notaire en question. Et ainsi de suite. Tout cela, dans le cas le plus général, n'y a pas de difficultés; sinon, il se retrouverait presque dans la situation de l'amatour et chercher... presque sans méthode.

« Les copies d'actes de décès peuvent être délivrées à toute personne », dit la loi (2). Or, officiellement, il n'existe pas d'extraits. L'amatour est donc en droit de demander une copie intégrale, laquelle lui permettra de connaître non seulement le lieu et la date de naissance ainsi que le nom des parents mais aussi les mentions de mariage, de divorce.

Les faire-part de décès publiés dans les journaux locaux indiquent presque toujours des descendants ou des cousins. Il est tenté de leur écrire ou, mieux, d'aller leur rendre visite et de les interroger. Cela est d'autant plus facile quand le décès remonte à plusieurs années. L'accueil est parfois frais, il est plus souvent chaleureux; chacun aime parler de

lui et de qui s'y rattache (sa famille) ! Il est souvent tenté de l'interroger qu'il lui porte. S'il a des enfants, la cause est gagnée presque toujours.

Pour les hommes, et aussi les femmes depuis 1945, de plus de vingt et un ans, et tout récemment de plus de dix-huit ans, il est également possible de les suivre à la trace grâce aux listes décennales. Enfin, le fait indiqué précédemment, en fait, la consultation n'est jamais réservée : « Tout électeur peut prendre communication et copie de la liste électorale et des tableaux rectifiants à la mairie; ou à la préfecture pour l'ensemble des communes du département... » (3).

En outre, la copie intégrale de l'acte de décès de chacune des personnes citées sur le caveau d'un défunt permet parfois de compléter et justifier une filiation. Dans les grandes villes, le conservateur de chaque cimetière possède un ensemble de références sur les personnes inhumées.

#### Partis on ne sait où...

D'autre part, le secret des recensements de population a été établi avec rigueur en juin 1951, par la loi n° 51-771. Cette loi n'est pas rétroactive. S'applique en conséquence, à dater de 1970 (4), qui autorise la libre communication des documents antérieurs au 10 juillet 1940, versés aux Archives nationales et départementales. L'étude approfondie des bordereaux de dénombrement, toute statique qu'elle soit, apporte alors un complément sensible à la recherche.

Enfin certains chercheurs, afin de retrouver la trace de cousins partis on ne sait où, s'attachent à l'examen minutieux de toutes sortes de recueils, de l'annuaire téléphonique au bottin mondain, en n'oubliant pas les nombreux répertoires professionnels, listes d'anciens élèves, liste des membres d'un club, etc.; et cela n'est pas ridicule. En effet, tout document, imprimé ou manuscrit, peut faire progresser la recherche et beaucoup, qui ne sont pas cités ici, viendront à l'esprit de nombreux lecteurs.

PIERRE GALLERY.

- (1) Voir « Le Monde », daté 18-19 mars 1975, page 15.
- (2) Décret n° 68-168 du 15 février 1968.
- (3) Décret n° 68-747 du 24 juillet 1968.
- (4) Décret n° 70-1066 du 10 novembre 1970, voir commentaires de celui-ci dans la rubrique du 16-17 mars 1975.

## CROQUIS

### Une petite fille joue à la marelle

UNE enfant de douze ans joue à la marelle. Ayant tracé, selon l'usage, l'enfer, la terre et le paradis, elle en franchit silencieusement les limites, elle fait passer les frontières à cloche-pied. Soudain, elle s'abîme sur la sol. Par chance, quelqu'un la relève; l'emporte. On cherche les causes de sa chute et, tout à côté, c'est bien l'enfant bête qu'on découvre, avec son sourire et ses dents; non pas l'abîme des anges déchus, mais le nôtre qui cache et nourrit nos machines. Trois ouvriers y sont morts, asphyxiés, d'autres étouffent; la draine est là, pourtant on a évité l'Apocalypse (1).

La petite fille est guérie. Nous lui dirons deux fois merci. Merci d'abord comme à la source-témoin qui, sans le savoir, donne l'alarme et limite les dégâts. Merci encore pour avoir, le 24 février, à 7 heures du soir, poussé son palet sur un trottoir en plein cœur de Paris. Ce n'est pas un geste banal.

La marelle est immémoriale, si son sens profond n'est perdu. Le rituel de l'enfance garantit la pérennité d'un monde où, parfois, le mystère se change en plaisir. Mais les carres et les triangles tracés sur le sol ne se dessinent pas en toute saison. Comme les forêts des jardins de Chaillet et les jonquilles de Recoless, s'est en mai qu'ils s'épanouissent. L'héroïne du fait divers, en avance de huit jours sur le calendrier, annonce le printemps comme une jeune hirondelle. Saute et sans crainte, une fillette rythme le temps au son menu du palet qui résonne comme dans un poème d'Apollinaire :

« C'est la marelle qui, enfilée...  
La petite danseuse du crépuscule...  
est la gardienne de la vie. Aux enfants des victimes et de ceux qui seraient pu le devenir, nous demandons une grâce : qu'ils jouent à la marelle en mars, au pied de la tour Mabeuf et de la tour Montparnasse, à la porte des supermarchés, des super-marchés et des centres nucléaires. Peut-être alors le pire nous sera-t-il épargné ».

ALICE PLANCHÉ.

- (1) Le 14 février, après la fermeture de la Samaritaine, une équipe procède au nettoyage d'un puits destiné à refroidir la machine à vapeur. Des émanations d'hydrogène sulfureux se produisent. Les ouvriers se sont alors aperçus que parce qu'une fillette de douze ans jouait dans la rue, les ouvriers n'ont pu être évacués. Plusieurs personnes intoxiquées sont en traitement.

## HUMEUR

### Procédure d'urgence et condamnation avant jugement

LE hasard d'un travail personnel m'a, ces jours derniers, remis sous les yeux un certain nombre de documents relatifs à l'affaire Dreyfus. J'ai tenté bien sûr tout d'abord de me souvenir de cette monumentale erreur judiciaire, venue naturellement à l'esprit de ceux qui ont pour tâche d'observer les maux de la justice. Trop naturellement peut-être, puisqu'il est bien connu que l'histoire ne se répète jamais ! Mais le hasard étant ici seul en cause, je ne réside pas à tort de rappeler à l'esprit de ceux qui ont pour tâche d'observer les maux de la justice. Trop naturellement peut-être, puisqu'il est bien connu que l'histoire ne se répète jamais ! Mais le hasard étant ici seul en cause, je ne réside pas à tort de rappeler à l'esprit de ceux qui ont pour tâche d'observer les maux de la justice.

Nous sommes au milieu du dernier trimestre de 1894. Gastimir Périer vient, à l'Élysée, de succéder à Sadi Carnot, assassiné. Le bruit des dernières explosions anarchistes est à peine éteint et les remous du scandale de Panama laissent à peine calmés. Charles Dupuy préside le conseil des ministres; Hanotaux est au Quai d'Orsay et le général Mercier ministre de la guerre.

#### Dans les dix jours

Depuis le 15 octobre, un certain capitaine Dreyfus, polytechnicien, breveté de l'École de guerre et stagiaire à l'état-major général de l'armée, est en prison au Cherche-Midi. Le « bordereau » trouvé par une femme de ménage dans la corbeille à papiers du colonel Von Schorckopff, attaché militaire allemand, et remis, comme d'habitude, à un officier de la section de statistique de l'état-major (service de renseignements) a permis de soupçonner Dreyfus, puis de l'inculper de haute trahison. Tout cela est fort connu.

C'est alors qu'intervient Mercier, le ministre de la guerre, que la presse de droite — toute-puissante dans les milieux militaires — étendait chaque jour que Dieu fait le « général Hanotaux », plus ou moins pendu aux jules, va-t-il se faire le complice du traître ?

À la vérité, la presse s'est déchaînée depuis le 1<sup>er</sup> novembre, jour où la Libre Parole de Drumont, champion de l'antisémitisme, informée par l'état-major, a fait un gros titre en « sans » avec le nom du « traître » : le capitaine Dreyfus. Quinze jours durant, Mercier est harcelé même le vieux commandant Rochefort

s'en mêle, stigmatisant dans l'Intransigeant l'incurie, la bêtise et la malvaillance de notre ministre de la guerre.

Mercier est inquiet. On le tient pour républicain « parce qu'il ne va pas à la messe », note Henri Guillemin (1). La position politique est menacée : Hanotaux est furieux et décapitonne les pour-mises; Poincaré, qui est aux finances, déçoit aux colonnes. Leygues à l'Instruction publique et Bartheaux aux travaux publics, ont été ulcérés d'apprendre par la presse du 1<sup>er</sup> novembre l'affaire dont quelques ministres s'entretenaient depuis un mois. La droite menace d'interpeller Mercier, qui hésite, n'hésite plus. Ce militaire est un « politicien » de la plus basse espèce : en toute connaissance de cause — cela ne fait plus aucun doute aujourd'hui — il décide d'agir jusqu'au bout contre un officier qu'il « sait innocent ».

Le 17 novembre, il fait une déclaration au Journal : l'Instruction poursuivra contre Dreyfus « sans cesse dans les dix jours ». Cette déclaration, cela va de soi, est assortie de considérations sur son respect de la séparation des pouvoirs et du rôle propre de la justice militaire.

Mais, le 22 novembre, Drumont assicote encore le général, et de la meilleure manière : « Ou bien le général Mercier a fait arrêter sans preuves le capitaine Dreyfus, et dans ce cas sa légèreté est un crime, ou il s'est laissé voler les pièces établissant la trahison, et dans son cas son imprudence est une bêtise. Dans les deux cas, le général Mercier est indigne du poste qu'il occupe. Dans sa situation, on est aussi coupable d'être bête que criminel ».

Mercier, poussé à bout, fait des confidences à Charles Leser, du Figaro (28 novembre) : « Tout ce que l'on peut répéter, c'est que la culpabilité est absolue, certaine... » Il laisse entendre, de surcroît, que Dreyfus était en relation depuis trois ans avec l'Allemagne.

Le 29, dans la Gaulois, Arthur Meyer proteste : « Le général Mercier fait ou laisse publier une longue interview sur le capitaine Dreyfus qui est plus qu'un réquisitoire, qui est une véritable condamnation, un arrêt de mort... Si le ministre de la guerre prononce un tel arrêt, quelle liberté restera-t-il au Conseil de guerre qui va être appelé à juger ce prévenu ? »

Ces faits sont historiques et anciens. Toute ressemblance avec des faits récents serait, naturellement, fortuite.

C'était abominable, mais Mercier a gagné. Il ne se contentera plus désormais de suggérer aux juges leur verdict, il fera faire des faux pour entraver leur conviction. Et la presse de droite lui redonnera sa confiance. Après la condamnation de Dreyfus, le 22 novembre, il deviendra même l'« homme providentiel ». La Libre Parole du 15 décembre écrit : « Le général Mercier, par sa fermeté, par sa franchise, par son patriotisme, a eu raison de ses ennemis [les juifs], qui complotaient dans l'ombre... »

#### La paix de la conscience

À la mi-juillet 1906, après l'arrêt définitif de la Cour de cassation qui reconnaît l'innocence de Dreyfus, on vota au Sénat sur les lois spéciales qui vont nommer Picquart général de brigade et Dreyfus chef d'escadron. Un orateur flétrit les auteurs des crimes relevés par la Cour de cassation. Un sénateur proteste, invoquant sa conviction et sa conscience. C'est Mercier. Une immense protestation l'interrompt. Un de ses collègues, Delpeuch, se lève et crie :

« Si nous voulions pousser plus loin notre besoin de justice, il est un homme qui devrait remplacer Dreyfus au bagne : c'est vous, monsieur ! »

Mais l'histoire sait très bien donner une fin morale aux intrigues qu'elle nous. Le sénateur Mercier, élu par les royalistes de la Loire-Inférieure, vécut, l'innocence, dans la paix de sa conscience, jusqu'en 1921.

RAYMOND THEVENIN.

- (1) L'Enquête, Estherazy, Henri Guillemin, Guillemin (1965).

Publié par la S.A.R.L. Le Monde.  
Directeur : Jacques Favre, directeur de la publication.  
Jacques Sarragat.

Imprimerie du « Monde »  
57, rue de Valenciennes  
PARIS-IX<sup>e</sup>  
1974

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57497.



## SOCIÉTÉ

## A PARIS

## L'agonie de l'îlot 8/403

Le quadrilatère des rues du Grenier-Saint-Martin, Beaubourg — îlot 8/403 — constitue hier encore le type même du village ouïlé en plein Paris. Du passage de la Réunion à la rue du Maure, de l'impasse Beaubourg à la rue Brantôme, cent fois, j'y ai misardé, fasciné. Qu'on y vécût heureux n'est pas sûr. Qu'on y vécût chétif, c'est certain.

Il y a quelques jours, j'ai voulu revoir ce village où même les pierres avaient un regard humain. Un océan de décombres m'a arrêté. J'ai gardé de mauvaises manières. Je ne puis passer devant un immeuble abandonné sans éprouver de l'émotion et entrer. Si strict que soit la clôture, il y a toujours une faille. Au 184, rue Saint-Martin, j'ai trouvé celle de l'îlot : une dalle de fibrociment crevée. Je m'y suis glissé.

Un îlot voué à la destruction se repopule en une nuit. Vieillards accablés, traîne-patins, clochards, vannés, hippies, toqués... le peuple des trottoirs afflue en silence. Il y a beaucoup de gens à Paris qui, de leur vie, n'ont eu une chambre n'ont pas su domestiquer le hasard, c'est la dernière vague : celle des naufragés qui n'en finissent pas de trouver un refuge.

J'ai voulu évaluer dans toute sa masse les capacités d'accueil d'un îlot à la dérive. Interdit par des planches en croix, un escalier me barre la route. Je passe. Mais un homme, à mon arrivée, lève son grand corps de singe défranchi. « Bonjour, monsieur. » Rien ne plaît tant au clochard qu'être appelé « monsieur ». Mais celui-ci n'est pas un orateur. Dans sa main, un couteau. Ouvert. Je souris doucement et laisse à ses rancœurs ce misanthrope malgré lui.

Avec grenier. Une porte s'ouvre avec lenteur.

« On cherche un petit logement ? »

Un Noir en jeans m'interpelle, de ceux qui se croient bohèmes et ne sont que pauvres. Son hilarité hagarde m'étonne. Derrière, dans un sac de couchage très sale, une femme. Il y a des moments où trois personnes font une foule. Je m'efface.

Encore un escalier de bois, mais aux marches arrachées — il faut bien se chauffer. Je me hisse. Épais par la poussière, le silence se fait compact. Je n'aime pas gâcher mes impressions, mais une angouisse vague me pèse comme l'air froid qui sort d'une grotte. Qui sait ce qui peut arriver ? Personne.

J'atteins le fond des combles réservés aux vieillards et aux Africains du Nord. Les chambres se font de plus en plus exigües. Elles ne contiennent qu'un divan brisé. La vie dans un mouchoir de poche.

Le sol est un tapis de détritus. Certains révèlent des tragédies intérieures sans remission. Ainsi, la photo sépia d'une vieille femme : une pauvre face molle et meurtrie qui semble avoir été boxée par la mort. Au dos : 1894.

Des lettres aussi, qui ne s'envoient pas.

« Berlin, le 24 avril 1951.

« Mon ami Hamida Kader.

« Tu ne m'a pas oublié ? Je suis content d'entendre des nouvelles de toi. Pourquoi vas-tu rester à Paris ? Moi, je comprends que Paris est belle et amusante et que tu chasses les filles. Un jour, je vais rentrer à Paris pour revoir ses petites rues, ses cafés, la Seine quand il fait nuit, le marché des Pucelles, les clochards. J'ai une nouvelle pour toi. Je m'appelle maintenant Uta Laban. Je suis mariée depuis le 19 janvier. Mon mari enseigne les enfants dans les écoles. Il m'aime de tout son cœur et il m'aime pour TOUS JOURS. Il ne cherche pas les autres filles parce que je suis avec lui. Notre amour est si grand et si fort que rien du monde peut le changer. Toi, Hamida Kader, tu resteras un bon ami pour moi. Tu m'as donné ton cœur et ton amour et je t'ai aimé beaucoup. Mais il y a des jours où je ne puis pas rester seule. Je deviens triste et je reste seule.

« Je t'embrasse, mon ami Hamida Kader.

Uta. »

Ailleurs, des diplômés de pau-

vres. Sous un verre poché, un

certificat d'études de 1897 attes-

tant que « Baroux Eugène, Cy-

rilie a été jugé digne... » pour

« servir et valoir ce que de

droit ». Plus loin, dans les ordu-

res, une médaille d'honneur du

travail (en papier) décernée à

« Baroux Lucien, Edmond », cette

fois « ajusteur chez M. Sarrazin,

industriel, à titre de récompense

pour 25 années de service dans

le même établissement ».

Je mentionne dans un maré-

cage de souvenirs partout, des

images de première communion,

dédaignées des chineurs. Une

photo de mariage crisse sous mes

pas. C'est un festival de cha-

peaux 1900. Parmi vingt têtes dé-

cevantes et déçues, un visage de

jeune femme me surprend. On

la si furieusement gracieuse qu'il

est méconnaissable. Qui, dans

pour 25 années de service dans

le même établissement ».

Je mentionne dans un maré-

cage de souvenirs partout, des

images de première communion,

dédaignées des chineurs. Une

photo de mariage crisse sous mes

pas. C'est un festival de cha-

peaux 1900. Parmi vingt têtes dé-

cevantes et déçues, un visage de

jeune femme me surprend. On

la si furieusement gracieuse qu'il

est méconnaissable. Qui, dans

cette soupente, pensa, un jour,

qu'un portrait était la présence

d'une absence et que c'était in-

supportable ?

J'ai révisé le passé. Je réveille

encore le présent en me repliant.

Blotti dans un angle, un visage

en peine me fixe — une tristesse

obsédante au fond des yeux. Une

femme, semble-t-il, plus que

morte. Elle me hait, à tout ha-

sard. Elle souffre du froid, de la

fatigue, de l'ennui. Peut-être ses

sensations se limitent-elles. Tout

soupire en elle : vous voyez bien

que je n'existe plus ! Elle de-

mande : « Un petit sou ? » La

modicité de sa mendicité m'ar-

rache un sourire. « Hé ! On se

demande à quoi pense-t-on bon

Dieu ! » conclut-elle pour me re-

mercier.

Dans la cage sans barreaux du

dernier escalier, je me penche.

La rue Brantôme est rayée de la

carte. De la rue du Maure, il ne

reste que quelques façades mor-

tes. Autour d'un feu, quelques

herbes. Notes pas même l'aveu,

lève les bulldozers démantè-

rent leur îlot. Je les rejoins. « Tout

est le camp », dit l'un.

Et parce que rien ne force les

souvenirs comme les odeurs et les

flamantes, ils paraissent inca-

pables d'échapper à l'horrible

fascination du passé. Les voilà,

eux-mêmes, déjà, en pointillé.

Quant à moi, je pense : plus

entre deux mondes, l'un mort,

l'autre impuissant à naître. Paris

agonise. Paris meurt. Il ne

renaitra jamais de ces cendres.

La nouvelle lune ricane au-

dessus de la ville.

PIERRE LEU-LIETTE.

## DIGNE SAISIE PAR LA DÉBAUCHE

## Le mouton noir et la Pasionaria

« Nous avons une très belle jeunesse à Digne. Je peux le dire. Un excellent état d'esprit. Les Alpes-de-Haute-Provence sont d'ailleurs un département tranquille. La prostitution n'existe pas ou très peu, et, quand elle apparaît, elle est aussitôt réprimée. La population et la jeunesse sont très saines. »

À l'origine de l'affaire, ou du moins de la publicité qui en est faite, deux articles de *Nice-Matin*. Le 31 janvier : « Depuis trois semaines environ, un certain Serge Doff est recherché dans le cadre d'une enquête relative à un viol inqualifiable commis sur la personne d'un mineur, et dans des circonstances particulièrement odieuses. » Le 12 février : « Des faits troublants tendent à faire apparaître une sorte d'entreprise de corruption s'exerçant dans les milieux les plus jeunes et les plus variés de Digne. (...) L'affaire Doff n'est assurément pas un cas isolé. » Et le journaliste de laisser entendre que ces « débaucheries » sont « orchestrées » par des enseignants — qui seraient, de surcroît, des pourvoyeurs de drogue. « Mais la perversion ne devient-elle pas subversion, poursuivit superbement l'auteur de l'article, quand le raptillage s'étend aux jeunes pensionnaires du centre d'action sociale ? »

La riposte ne se fait pas attendre. Des tracts, tournant en dérision les articles de *Nice-Matin*, sont distribués dans les boîtes aux lettres. Un comité de lutte contre la répression se constitue, qui dénonce la « manipulation crapuleuse » de l'opinion à laquelle se serait livré le journal. L'idée se répand dans le milieu visé par ces articles qu'il s'agissait d'une opération politique, tendant à déconsidérer la gestion socialiste de la municipalité, à la veille des élections cantonales. Pour faire bonne mesure, le *Provençal*, rival « socialiste » de *Nice-Matin*, écrit que : « tel un ado-

lescent en mal de puberté, le chef-lieu cache et dissimule ses gigantesques turpitudes », et demande que « le linge sale soit lavé en famille ». Finalement, le maire prit position : « Digne n'est pas une ville de débauche. La publicité qui risque d'être faite à notre ville est lamentable (...) J'ai l'impression que l'extrême gauche veut se servir de

cette affaire pour monter une agitation. »

Les choses en seraient peut-être restées là, si l'indignation de Mme Nelly Cavallero, professeure de philosophie au lycée de Digne, n'était venue ajouter foi aux insinuations de *Nice-Matin* et, en même temps, renforcer la conviction du comité de lutte contre la répression qu'il s'agissait d'un « coup monté » (le *Monde* du 4 mars).

Mme Cavallero rendit publique son inculpation (excitation de mineurs à la débauche) et annonça qu'elle serait vraisemblablement suspendue de ses fonctions (ce fut chose faite le 3 mars). Dans un tract, elle se présenta : trente-trois ans, divorcée, sans enfant, etc., et laissa entendre que son inculpation ne devait pas être séparée du ressentiment que la direction du lycée éprouvait à son égard depuis un an. Elle énumérât ses « larmes », elle apporta son soutien à la grève des élèves contre la réforme Haby ; elle participa à une grève des enseignants ; elle tenta sans succès, dans le cadre du M.L.A.C., d'organiser des cours d'éducation sexuelle au lycée. Elle a fait l'objet d'une enquête du recteur pour avoir donné en explication de texte un poème d'Antonin Artaud, dont le dernier vers parut scabreux.

Le motif de son inculpation est sans doute, écrit-elle, que Serge Doff, contre lequel a été lancé un mandat d'arrêt, fréquentait son appartement, qu'elle appelle « un local à vocation collective ».

Bien qu'elle se défende d'être une Pasionaria, il ne fait pas de doute que Mme Nelly Cavallero éprouve un certain goût pour la provocation. Son plaidoyer fut distribué dans les boîtes aux lettres, en compagnie d'autres tracts (signés par les membres du comité contre la répression), qu'elle dit approuver et dont l'ouvrage préférait à sourire s'il ne révélait pas surtout l'immensité du

Le commissaire principal Dantès a réuni les représentants de la presse dans son bureau. Fact-il que l'affaire soit grave ! « C'est une question d'impact. A Lille, à Paris ou Marseille, cette histoire serait peut-être passée inaperçue. Mais Digne est une petite ville. »

Alors... « Sans doute s'agit-il d'un problème d'idéologie, de philosophie. Mais je pense qu'il y a des limites, et c'est pourquoi nous avons mené une enquête. En tout cas, je veux vous l'assurer : les autorités s'efforcent, dans la mesure du possible, de remettre les choses dans le bon équilibre. »

Nous l'avons rencontré après de la frontière. C'est un idéaliste. Il croit à l'amour, comme d'autres à l'argent, à la carrière ou au pouvoir. De toute évidence, une réincarnation de l'un des partenaires de Socrate décrits par Platon. Il est de Marçay, près de Digne : son père est manœuvre, il a sept frères et sœurs, n'a pas dépassé le niveau du baccalauréat. Avec l'accent du terroir, il raconte : « Des jeunes du centre d'action sociale (où sont placés les enfants sous tutelle) viennent chez moi ils avaient entre quatorze et seize ans. En fait, ils ne venaient pas pour moi, mais pour une amie qui n'était pas non plus Nelly : une fille maigre, aujourd'hui rapatriée en main par ses parents, les psychiatres, la police, ils venaient : je ne leur fermais pas la porte au nez, mais je n'allais pas les chercher. Si j'ai eu des rapports avec eux, il ne s'est jamais agi de sodomie : ce n'est pas la pratique pas. Je n'ai pas eu de relations avec eux. Si j'en ai eu, c'est à travers un corps, elle venait d'ailleurs. Je sais que d'autres le font avec eux. Nelly n'est pour rien dans cette affaire. Je profitais des heures où elle était au lycée ; la moitié de la semaine, elle n'était d'ailleurs pas à Digne. »

La plainte est venue des responsables du centre, qui voyaient certains de leurs garçons lui échapper. Quant à Nelly, peut-être lui est-il également reproché de ne pas avoir consulté la carte d'identité de certains de ses partenaires. À quelques mois près, elle bénéficie — on donne ne le nie — d'une excellente réputation auprès de ses élèves.

OLIVIER POSTEL-VINAY.

Le mouton noir, la source empoisonnée dont on se félicitait qu'elle soit aujourd'hui tarie : une fois refermée cette pénible parenthèse, la ville retrouvera son « bon équilibre ». Serge Doff, vingt-cinq ans, qui, poursuit le même quotidien, « écumait les avenues le nez au vent à la recherche de son gibier », a déjà été condamné par le même tribunal pour des faits analogues. Il a passé six mois en prison. Cette fois, il est inculpé non pas de viol, comme l'écrivait *Nice-Matin*, mais, d'attention à la pudeur

l'été qui sépare le petit groupe mis en cause par *Nice-Matin* du reste de la société digneoise. Les passages les plus significatifs ne sont pas les plus grossiers. On y relève que la presse locale est « un facteur d'insécurité autrement plus puissante que le haschich », que « l'homosexualité est le problème non des pédés mais celui de toute une société bâtie sur la force et la violence » ; ou encore que, selon la loi, « avant dix-huit ans l'âge de la majorité, l'enfant n'a pas de sexe ».

Après de l'autorité judiciaire ensuite : les seize signataires des tracts, qui ont entre vingt et trente ans, ont été interrogés par la police judiciaire de Marseille et la brigade des stupéfiants. Certains d'entre eux pourraient être inculpés d'outrage aux bonnes mœurs. Ah ! si seulement ces tracts n'avaient pas été distribués ! entend-on. On se serait volontiers contenté d'une petite affaire de justice, d'un parfum de scandale, d'une tache de mystère.

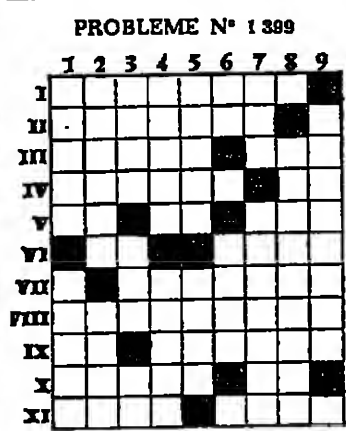
Serge Doff : c'est lui le coupable. Le mouton noir, la source empoisonnée dont on se félicitait qu'elle soit aujourd'hui tarie : une fois refermée cette pénible parenthèse, la ville retrouvera son « bon équilibre ». Serge Doff, vingt-cinq ans, qui, poursuit le même quotidien, « écumait les avenues le nez au vent à la recherche de son gibier », a déjà été condamné par le même tribunal pour des faits analogues. Il a passé six mois en prison. Cette fois, il est inculpé non pas de viol, comme l'écrivait *Nice-Matin*, mais, d'attention à la pudeur

la plainte est venue des responsables du centre, qui voyaient certains de leurs garçons lui échapper. Quant à Nelly, peut-être lui est-il également reproché de ne pas avoir consulté la carte d'identité de certains de ses partenaires. À quelques mois près, elle bénéficie — on donne ne le nie — d'une excellente réputation auprès de ses élèves.

OLIVIER POSTEL-VINAY.

## AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT  
I. Moins solide quand il est petit. — II. Éclatent donc facilement. — III. Agit à la manière d'un courtisan ; Ordre de sup-

pression. — IV. Conduisent : Deux consonnes. — V. Symbole chimique : En retard ; Invite une noble conquête à se diriger à gauche. — VI. Possessif ; Très accessible. — VII. Ressources des frondeurs. — VIII. Comme une réception grandiose. — IX. Pas divulgué ; Assortir les couleurs. — X. Sont nommées pour la forme ; Personne n'en a jamais vu un courtir. — XI. Port de France ; Pétrole dans une coupe.

VERTICALEMENT  
1. Il faut reconnaître que ce n'est vraiment pas drôle ! Très capable. — 2. Volatiles ; La revanche du cerveau sur le muscle défaillant. — 3. Dans une locution adverbiale courante ; A la peau qui rougit avec le temps ; Abréviation. — 4. Savait compter ; Très naturelle. — 5. Réduisent de volume ; D'anciens n'arrêtaient pas de les faire danser. — 6. Dans une défense ; Bonne pâte. — 7. S'éclaire chaque matin ; Rend brillant. — 8. Travaillait industriellement. — 9. Sont vraiment très simples.

Solution du problème n° 1388

Horizontalement  
I. Empereur ; Eméché. — II. S.A. ; Cornet ; Shah. — III. Pneus ; Océ ; Is. — IV. R. ; Les ; Mal. — V. Jena ; Gage ; Arène. — VI. Lité ; Tien. — VII. S.A. ; SO ; Indigent. — VIII. RD ; Renouir. — IX. Fard ; Olen ; Lave. — X. Foulés ; Égales. — XI. Apode ; Nessus ; St. — XII. Ré ; Ru. — XIII. Muse ; Lièvre. — XIV. Ruer. — XV. Ure. — XVI. Tête ; Tâter.

Verticalement  
1. Esprits ; Ramure. — 2. Manie ; Arp ; Ut. — 3. Ne ; Déformée. — 4. Émulate ; Réduira. — 5. Rose ; Tordue. — 6. Er ; Age ; Ré ; Unira ; Ingénu ; Lé. — 8. Ré ; Géo ; Lité. — 9. Toge ; Die ; Suite. — 10. Est ; Turres ; Er. — 11. Email ; Guéret. — 12. Es ; Régala. — 13. Chi ; mine ; Al ; Veut. — 14. Hasan ; Nerve ; Ré. — 15. Eh ; Lant ; Estimer.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Est publiée au Journal officiel du 6 mars 1976 :

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

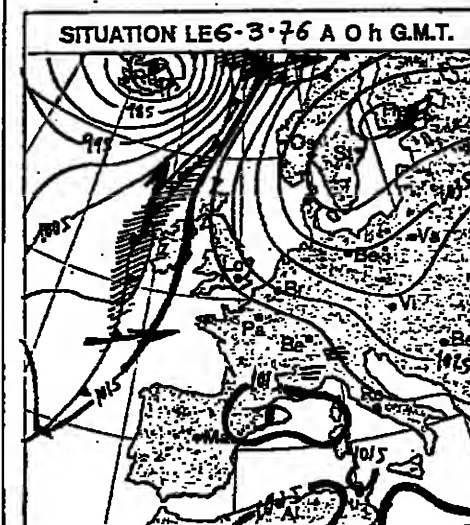
— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

— Une ordonnance n° 7-217 du 5 mars 1976, relative à l'extinction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976.

## MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 6 mars à 6 heures et le dimanche 7 mars à 24 heures :  
Il y a froid qui recouvre actuellement la plus grande partie de l'Europe continentale. À l'ouest, au large des perturbations de l'Atlantique, mais il donnera localement un temps instable, notamment dans le nord-est et le sud-est de la France. Dimanche, il fera encore assez froid le matin sur la majeure partie de notre pays, les gelées resteront nombreuses dans les régions de l'intérieur et il y aura des brulards dans l'Ouest et le Sud-Ouest. Le temps sera le plus souvent ensoleillé, mais les nuages seront assez abondants sur les régions méditerranéennes et les coteaux et au sud des Alpes







# SPECTACLES

## théâtres

### Les salles subventionnées

Opéra : les Noces de Figaro (sam., 19 h. 30).  
Château, Grand Théâtre : Divinas Palabras (sam., 20 h. 30; dim., 14 h. 15 h.). — Foyer, 18 h. 30 : Quatuor Arcadie (sam., 18 h. 30).

THÉÂTRE DU RANELAGH  
AUT. 64-44



VIA FELLINI  
Un spectacle de J.-L. Terraglio  
sur l'univers du grand cinéaste  
Italien Federico Fellini.

### THÉÂTRE OBLIQUE

78, rue de la Roquette - Tél. : 205-78-51 et 205-02-84 - M<sup>rs</sup> Bastille  
Jusqu'au 14 mars, à 21 heures  
sauf le 9

### LIVRE DES JARDINS SUSPENDUS

Opus 15 de Schoenberg  
textes de Stephan George  
par Irène JARSKY  
Martine JOSTE

ECOLE NORMALE SUPÉRIEURE - 45, rue d'Ulm - 75005 Paris

20 h. 30 :

« SOUVENIRS D'EN FACE »  
OU LES RÉDUCTEURS DE TÊTES

Compagnie Pierre FRILLOUX - Françoise GEDANKEN

dans le cadre des rencontres internationales  
du « Réseau alternatif à la psychiatrie »  
DU 5 AU 20 MARS 1976

— Voir aussi Théâtre de la Renaissance : la Nuits des rois (sam., 20 h. 30; dim., 16 h. et 20 h. 30).  
Feuille d'été : Anonyme Venitien (sam. et dim., 18 h. 30 et 21 h. 30).  
TSP : Cinéma (sam., 14 h. 30) : Don Juan revient de guerre (sam., 20 h. 30; dim., 18 h.).  
Petit TSP : Une belle journée (sam., 20 h. 30; dim., 18 h.).

### Les salles municipales

Nouveau Carré : Cirque Grise (sam. et dim., 15 h. 30) : L'écrit Borgia (sam., 21 h.; dim., 18 h.). — Free Music (sam., 20 h. 45).  
Châtelet : le Pays du sourire (sam., 14 h. 30 et 20 h. 30; dim., 14 h.).  
Concerts Colonne (sach. Loucheur, Mouscardin, Barot).  
Théâtre de la Ville : l'Échange (sam., 14 h. 30 et 20 h. 30; dim., 16 h. 30).  
Rick Anagnin (sam., 18 h. 30).

### SALLS CLASÉES CINÉMAS D'ART et d'ESSAI (A.F.C.A.E.)

LE STUDIO  
Théâtre de la Comédie d'Anvers  
2, rue Edouard-Poisson - 833-16-15

### ETATS-UNIS : UN ANTI BICENTENAIRE

Hester Street  
de Jean Mikhlin SILVER  
Vendredi 20 h.; Samedi 18 h.;

### LITTLE BIG MAN

de Arthur Penn  
Sam. 20 h.; Dim. 18 h.; Mardi 22 h.;

### ESCLAVES

d'Harriet ARNOLD  
Sam. 22 h.; Dim. 18 h.; Mardi 20 h.;

### LE SHERIF EST EN PRISON

de Sam BROOKS

### Les autres salles

Autour : le Tube (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Ardor : Monsieur Clément (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Athènes : Lulu (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Bibliothèque-Opéra : l'Autre bord (sam., 21 h.).  
Bouffes-Parisiens : la Grosse (sam., 20 h. 45; dim., 18 h. et 20 h. 45).  
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de la Tempête : Phénomène Foot-ball (sam., 20 h. 30; dim., 18 h.).  
Théâtre de l'Aquarium : Hercule (sam., 20 h. 30; dim., 18 h.).  
Atelier de l'Épave-de-Belle : The Penny Arcade Peep Show (sam., 20 h. 30).  
Centre culturel 17 : Serafin (sam., 21 h. 30; dim., 15 h. et 21 h. 30).  
Comédie Caennaise : Boeing-Boeing (sam., 21 h. 10; dim., 18 h.).  
Comédie des Champs-Élysées : A vos souhaits (sam., 20 h. 45; dim., 18 h.).  
Centre culturel 17 : Serafin (sam., 21 h. 30; dim., 15 h. et 21 h. 30).  
Comédie Caennaise : Boeing-Boeing (sam., 21 h. 10; dim., 18 h.).  
Comédie des Champs-Élysées : A vos souhaits (sam., 20 h. 45; dim., 18 h.).

Danube : Monsieur Masure (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fonaines : Jacques Martin (sam., 14 h. 45 et 17 h. 15).  
Européen : la Baraka (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Gallie-Montparnasse : la Roi des couteaux (sam., 19 h. et 20 h. 45).  
Henri-Varna-Mogador : l'Alpion (sam., 14 h. 30 et 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h. 30).  
Fonaines : Jacques Martin (sam., 14 h. 45 et 17 h. 15).  
Européen : la Baraka (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Gallie-Montparnasse : la Roi des couteaux (sam., 19 h. et 20 h. 45).  
Henri-Varna-Mogador : l'Alpion (sam., 14 h. 30 et 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h. 30).

Madeline : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Madrinas : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Michel : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Michodière : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Moderne : le Neveu de Rameau (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Montparnasse : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Moufflard : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Nouveautés : les Deux Vierges (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Oxyde : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).

Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).

Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).

Saint-Georges : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
Terre : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
Théâtre Campagne-Primère : Zou (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
Théâtre de la Cité internationale : la Grosse (sam., 21 h.).  
Théâtre de la Grosse : la Grosse (sam., 21 h.).  
Théâtre des Deux-Frères : le Chant du facteur (sam., 20 h. 30; dim., 18 h.).

Théâtre de Dix-Heures : Philippe Val (sam., 20 h. 15).  
Théâtre d'Édgar : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).

Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).

Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).

Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).

Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de l'Éclair : l'Autre bord (sam., 20 h. 30).

Montparnasse : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).  
Nouveautés : les Deux Vierges (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Oxyde : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).

Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).

Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).

Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).

Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).

Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Palais-Royal : l'Autre bord (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).  
Fidélité : l'Autre bord (sam., 21 h.; dim., 18 h. et 21 h.).

### Les concerts

voir Châtelet, Châtelet et Théâtre de la Ville.  
Théâtre des Champs-Élysées : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim, avec J. Serr, viol. (Mozart, Saint-Saëns, Liszt, Debussy) (sam., 19 h.); Concerts Pasdieu, dir. R. Bonnin (Mozart, Strauss, Tchaïkovski) (dim., 17 h. 45).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).

Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).

Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).

Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).

Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).

Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).  
Théâtre de la Madeleine : S. Kohn, violon, et A. Motard, piano (Schubert, Strauss, Beethoven) (sam., 17 h.).

UGC BIARRITZ • HAUTEFEUILLE • DRAGON • GAUMONT SUD • BIENVENUE MONT-PARNASSE • ROYAL HAUSSMANN • ST-LAZARE PASQUIER • CAMBRONNE • LES 3 NATION • TRICYCLE/ASNIERES • PARLY II • FLANADES/SARCELLES • CARREFOUR/PANTIN • ARTEL/NOGENT

# la meilleure façon de marcher

le film de Claude Miller  
**"la meilleure façon de marcher"**  
est une réussite de bout en bout.  
L'EXPRESS/FF.

PATRICK DEWAERE  
PATRICK BOUCHITEY  
CHRISTINE PASCAL  
CLAUDE RIEPLU

la meilleure façon de marcher  
Un film de  
**CLAUDE MILLER**

Interdit aux moins de 13 ans

مركز الامم







# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Après l'affrontement meurtrier de Montredon-les-Corbières et les décisions

## Le retour au calme paraît encore précaire

Carcassonne. — Au creux d'une cuvette entièrement tapissée de ceps noirs, Arquette-en-Vall. Un village d'une centaine de feux, coincé dans un repli des Corbières. A la ronde, aucune bâtisse qui n'ait moins de cinquante ans. Un paysage d'une beauté déconcertante, dure. C'est de cette région que descendent, depuis des générations, les manifestants les plus virulents.

Dans le petit cimetière du village, Emile Poytes, ce vigneron de cinquante ans, pas d'une belle dans la tête, à Montredon, en même temps que le commandant de G.R.S. Joël Le Goff, a été inhumé, ce samedi matin. Le comité d'action viticole avait décidé que cette journée serait un « jour de deuil régional ». Tous les viticulteurs des départements avoisinants étaient invités à se rendre à la cérémonie. Dans l'Hérault, les cars de ramassage scolaire ont été réquisitionnés pour leur achalandement. Ils sont là, plusieurs milliers, recouverts de fleurs, des centaines de gerbes de fleurs sont nombreuses, envoyées par les organisations de viticulteurs, mais aussi par les partis politiques de la manifestation régionale du 6 février, la plupart des organisations professionnelles et syndicales du Midi ont apporté leur soutien aux comités d'action des viticulteurs. Les commerçants devraient fermer boutique en fin de matinée en signe de solidarité et des « dispositions » devaient

être prises par le GID-UNATI pour que l'accès aux magasins à grande surface soit impossible. « Cette journée doit se dérouler dans le calme et la dignité », ont répété les responsables du comité d'action, au cours des réunions qui se sont tenues vendredi. Les réactions des viticulteurs, après le drame de jeudi, sont tout à fait très mélangées. Pour l'instant, un sentiment de frustration domine : « C'est trop bon de mourir pour Ramel ». Cette phrase a été dite aussi bien par les viticulteurs anonymes que par les responsables des organisations nationales. D'un autre côté, certains pensent qu'après la fusillade et la libération des deux viticulteurs interpellés pour avoir participé au commando de Mardieu (Ain) « le pouvoir a reculé ». Aussi sont-ils assez satisfaits.

Ces sentiments sont complexes, qui naissent entre la satisfaction, l'inquiétude et l'appréhension. « Parce que c'est arrivé, il y a eu des morts », peuvent laisser grandir de nouvelles colères. C'est du moins l'analyse que l'on fait, à la préfecture de Carcassonne. L'enquête ouverte par le procureur général de Montpellier conduit en effet à l'arrestation des leaders des comités d'action, et vraisemblablement à leur interpellation. Bref, ce samedi, on croit à une nouvelle manifestation, à de nouvelles manifestations violentes. Et de nouveau le pire serait possible, l'autant que les forces de police ont reçu

De notre envoyé spécial

des « consignes strictes » pour le maintien de l'ordre. Une dizaine d'unités de G.R.S. et de gendarmerie sont venues renforcer dans l'Aude, le département le plus sensible. Du matériel blindé de la gendarmerie a été débarqué vendredi matin à Montpellier. Ce matériel est suffisant pour faire face à des troubles graves. Les forces de l'ordre sont assez nerveuses après la mort d'un des leurs et les nombreux blessés. « Il n'est pas question de les faire tenir la crosse en l'air et y a de nouveaux affrontements ». La tension est vive parmi les forces de police pour que le chef du service des G.R.S., M. Roger Gros, soit venu personnellement s'enquérir du moral de ses troupes.

### Le taux de chômage le plus élevé de France

Pour les autorités préfectorales, l'exaspération des vignerons de l'Aude — plus forte que celle des autres départements — s'explique par le report des décisions communales sur le vin pendant des mois. « Les déclarations contre la politique agricole communautaire sont très virulentes, car ils ont le sentiment d'être menés en bateau ». Et puis, il y a ce fameux caractère occitan : « Ces gens sont très attachés à leur mode de vie. Or, pour la plupart, ils ne peuvent vivre que de la vigne. Ce qui fait que le rendement soit trop faible pour que les déclarations constituent un apport suffisant, soit que la qualité est trop moyenne pour gagner de cette façon. Dès lors, il leur faut prendre un second emploi. Cependant, ce n'est guère facile, dans la région le taux de chômage est le plus élevé de France. Certains ont le sentiment d'être délaissés. Les G.R.S. engagent beaucoup dans le département. Ceux qui font des études supérieures ont peu d'espoir de trouver. D'autres restent : ils ont le sentiment d'être délaissés. Alors, ils s'accrochent. Ils agissent comme des désespérés, ils sont organisés par cantons. Des à trois mille personnes peuvent être mobilisées en quelques heures. Et, depuis des mois, ils ont l'habitude de prendre leur fusil. Face à ces groupes, les forces de l'ordre ne peuvent agir que si elles sont nombreuses. Une camionnette de gendarmerie, qui se trouvait isolée face à un groupe, passerait

immédiatement dans le fossé ». Même si elle n'est pas toujours d'accord sur les méthodes employées, la population de l'Aude se sent dans l'ensemble solidaire des viticulteurs : c'est que 70 % de l'économie du département repose sur le vin. Bref, vendredi soir, la préfecture de Carcassonne n'était rassurée qu'en une mesure : « On n'est pas à l'abri d'un incident au cours de l'enterrement ou plus tard ». Certes, les dirigeants des comités d'action ont donné pour ce samedi des consignes de calme. Toutefois, à Pézenas, lors d'une réunion des délégués de l'Hérault — département nettement moins touché que l'Aude — la nervosité affleure : « Nous étions tous des membres du commando de Mardieu. Il faudrait que deux cents mille viticulteurs soient jetés en prison » ; « qu'il y ait, dans la viticulture, même broyée, même écorchée, ne mourra pas couchée et sera se faire entendre ». « Nous allons nous organiser dans l'unité avec les autres professionnels pour poursuivre la lutte », ont lancé à voix haute les vignerons applaudis.

Bien qu'ils soient très satisfaits de la libération de Michel Olive et de Salvador Domenech, plusieurs dirigeants ont le sentiment d'être trahis. Les deux interpellés n'ont pas quitté Lyon jeudi dans la soirée, comme on le leur avait assuré — ce qui a motivé la levée des barrages de route et la fin des manifestations —, mais seulement vendredi en fin de matinée. Plus que dans les autres départements, les viticulteurs de l'Aude se disent convaincus que le gouvernement leur a tendu un piège.

Il rapportent ainsi l'histoire de la libération de Michel Olive et de Salvador Domenech, les deux interpellés, à Paris un de leurs interlocuteurs les a assuré : « Si vous êtes quelques centaines, tant pis ! ». Les responsables viticoles affirment en avoir déduit que le pouvoir avait ainsi démenté la fin de la répression. Le comité d'action a décidé de contre-attaquer et en paroles « pour faire échouer l'opération visant à discréditer le Midi d'abord par la campagne de presse, puis au Salon de l'agriculture, qui ouvre ses portes dimanche à Paris ; ensuite, par le scandale : la Confédération des vignerons du

Midi (C.G.V.M.) a un épais dossier sur les agissements de M. Ramel. Plusieurs affaires remontent à une dizaine d'années. Certaines sont actuellement en cours, d'autres ont été amnistées ou n'ont pas abouti, car les « échafaudages » ont disparu. Quelques condamnations ont été confirmées en appel pour viols, séquestration, coups et fausses appellations. On parle aussi de « complicités politiques ». Le dossier est très lourd, affirme-t-on. « Quand les pouvoirs publics sont incapables de faire respecter la loi, et donc la justice, il appartient aux victimes de ces discriminations de se défendre ». Le comité d'action de l'Hérault, en lançant des accusations, les responsables vignerons comptent être accusés de diffamation et ainsi pouvoir, à l'occasion d'un grand procès, « éblouir » tous les médias du Midi viticole.

Autre affaire, qui provoque de nombreuses discussions : la destruction de relais hertziens de la Clape, qui prive une partie des habitants de la région de télévision, au moment où doit se disputer la finale du Tournoi des cinq nations. Or le rugby est ici une sorte de religion. Friver les fidèles de ce rite, c'est risquer de vives réactions de la population. C'est pourquoi les viticulteurs commencent à dire qu'ils sont pour rien dans ce sabotage. « Même si nous ne sommes pas responsables de l'accident, nous ne devons pas nous laisser faire », déclarent les dirigeants. « Il sera arrêté ultérieurement ».

En bref, le calme n'est encore qu'apparence dans le Midi. L'analyse de l'accord conclu aux petites heures, ce samedi à Bruxelles, détermine largement l'évolution de la situation. Les élections cantonales devraient porter moins de poids que prévu. L'association des maires de la région a décidé, au cours d'une réunion à Pézenas, après consultation des responsables, que le scrutin se déroulerait dimanche, comme prévu. Les maires et les parlementaires ont par ailleurs déploré que les pouvoirs publics n'aient tenu aucun compte de leurs avertissements sur la gravité de la situation. Enfin, ils ont décidé de créer un comité de liaison avec les viticulteurs pour la suite des événements.

ALAIN GRAUDO.

### LA HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES SERA EN MOYENNE DE 7,5 %

Les augmentations de prix des produits agricoles décidées à Bruxelles pour la campagne 1976-1977 sont les suivantes : Blé dur : prix indicatif + 5,5 %. Prix d'intervention + 6 %. Aide de quarante-deux unités de compte à l'hectare (238,60 FF). Soit tendre : + 9,2 % (prix d'intervention) et une unité de compte (138 FF). Orge : indicatif + 8,5 %. Intervention + 4,5 %. Seigle : indicatif + 7,5 %. Intervention + 3,5 %. Maïs : indicatif + 9 %. Intervention + 5,5 %. Riz : indicatif dénoté + 9 % et intervention padry + 6 %. Sucre : indicatif et intervention + 8 %. Fécule d'orbe : indicatif à la production + 6 % en litres. Prix indicatif de marché et prix d'intervention + 2 % en litres. Aide majorée de 21 % en litres. Graines oléagineuses : + 3 %. Vin : + 6,5 %. Tabac : + 5 % (en moyenne). Viande bovine et viande porcine : + 3 % (changements dans le système d'intervention sur la viande bovine). Fruits et légumes : + 8 % (sans poignées et poires + 4 %). Lait : prix indicatif - 4,5 % le 15 mars et 3 % le 15 septembre.

À partir du 15 mars 1977, un système de participation financière des producteurs laitiers entrera en vigueur, pour éviter les excédents (co-responsabilité). Il sera arrêté ultérieurement. Pour tenir partiellement compte des variations de cours des devises, le Conseil a retenu des correctifs monétaires. Les augmentations de prix sont donc amoindries de 2,5 % en Allemagne, de 0,6 % au Benelux et de 1,4 % en France. A l'inverse, elles seront majorées de 2 % en Irlande et en Grande-Bretagne, et de 6 % en Italie, où les augmentations interviendront un début de la campagne de chaque produit.

Ces correctifs monétaires entraînent une réduction d'un même pourcentage des montants compensatoires appliqués par l'Allemagne, le Benelux, l'Irlande et l'Italie. En France, où il n'y a pas de montants compensatoires, ils se traduiront par une compensation pure et simple de 1,4 % de l'augmentation des prix communautaires.

### LES RÉACTIONS

#### M. LECANUET : il faut faire confiance à l'Etat et à l'indépendance des tribunaux.

M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, président du Centre démocrate, a déclaré mardi 5 mars au micro de R.T.L., à propos de la révolte des viticulteurs du Midi : « C'est au Parlement, aux élus dans les départements, aux conseils généraux, d'être les interprètes des aspirations populaires. Je ne peux que mettre en garde les Français contre les terribles dangers qui ne produisent que chaque fraction de Français, si chaque groupement professionnel ou syndical voulait exercer ses moyens de pression par la violence ».

Le BUREAU POLITIQUE DU P.C.F. réuni le vendredi 5 mars, déclare avoir « toujours appelé les travailleurs à déjouer les pièges de la provocation, à développer une action de masse responsable capable de rassembler toutes les victimes de la politique réactionnaire et d'aller au succès ». Le P.C.F. s'estime « d'autant plus fondé à s'élever contre les méthodes de Poniatowski. Celui-ci, après que le gouvernement ait enfoncé les viticulteurs dans l'impuissance, mobilise les forces de police et fait verser le sang, alors que dans le même temps les moyens manœuvrent pour opposer au banditisme ». Il ajoute : « Voilà pourquoi le désordre, l'insécurité grandissent dans le pays depuis que ce pouvoir est en place ».

M. ROBERT BALLANGER, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a écrit, vendredi 5 mars, à M. Jacques Chirac pour proposer notamment « la protection du marché français du vin à l'égard des importations provenant d'un autre pays membre de la C.E.E. en appliquant à ces importations les mêmes conditions que celles appliquées au vin des pays tiers ».

M. MICHEL JOBERT, fondateur du Mouvement des démocrates, a déclaré, vendredi 5 mars, au micro de France Culture : « La cohésion d'une nation passe souvent par le respect de la sécurité de tous. Mais, dans l'affaire du Midi viticole, ce qui est important, c'est la déclaration que M. Giscard d'Estaing fera et que les Français attendent. Le silence en cette circonstance ne peut être une politique ».

#### LES PRODUCTEURS DE TOMATES DE QUINZE DÉPARTEMENTS DU MIDI RECLAMENT L'ARRÊT DES IMPORTATIONS

Les producteurs de tomates de quinze départements du Midi ont réclamé, vendredi 5 mars, dans une motion remise à la préfecture de Carcassonne, l'arrêt total des importations en provenance de l'Espagne et de la Grèce.

« Si d'ici au 20 mars, date de la fixation des prix de la campagne 1976, nous n'obtenons pas satisfaction, nous serons en droit d'exiger, présentent les producteurs, une indemnité égale à 50 % de nos revenus ». Ils ont également indiqué que 82 % de la récolte 1975 n'avaient pas encore trouvé d'acheteurs.

#### M. MAFFRE-BAUGÉ : la libération des deux viticulteurs est un geste qui va dans le sens de l'apaisement.

M. Maffre-Baugé, président du syndicat national de la Fédération des vignerons de France, a déclaré, vendredi 5 mars, à Pézenas (Hérault) que la libération des deux viticulteurs, appréhendés après l'attaque des entrepôts de la firme Ramel à Mardieu (Ain), constitue « un geste qui va dans le sens de l'apaisement ». « Nous en ferons autant, a-t-il ajouté, mais que chacun garde son sang-froid, car nous ne sommes pas des brigands ».

De son côté, M. Ramel a déclaré : « Si la décision du juge permet un apaisement dans l'opinion, je suis d'accord ». « Je n'ai pas à critiquer une décision de justice et je ne le ferai pas », a ajouté M. Ramel, qui souligne que la justice a jugé juste. Cependant, M. Ramel déclare ne pas comprendre certaines critiques dont il fait l'objet. « J'achète 50 000 hectolitres par an de vins du Midi, qui sont des vins de qualité, des vins de France. Je traite avec des producteurs du Gard, du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, des Corbières ou de l'Aude, mais pas avec des producteurs de l'Aude, trop éloignés pour moi. Peut-être est-ce la raison de leur colère ? ».

A propos des importations de vins d'Italie, M. Ramel a déclaré : « Pourquoi ne le ferai-je pas comme mes collègues ? Bien sûr, j'achète des vins d'Italie, nécessaires pour mes coupages, notamment en raison du degré d'alcool (16 degrés). Je n'achète, par contre, que fort peu de vins d'Algérie ».

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'AGRICULTURE (1) dénonce, dans un communiqué, le « lâchetisme » du gouvernement français dans la poursuite de sa politique anti-agricole et anti-viticoles. Pour la F.F.A., la décision rendue non dans les dégradations causées par les vignerons, ni dans la fusillade meurtrière qui a, enfin, provoqué l'émotion de l'opinion, des pouvoirs publics et des ministres européens, mais dans « l'obstination du gouvernement » à ne pas rendre compte aux causes du mal, sa « politique d'extermination de la paysannerie française dissimulée sous des témoignages apparents de sympathie, l'excitation à la surproduction, et enfin son refus de rompre, en temps opportun, avec une Communauté européenne qui a traité les intentions affirmées par le traité de Rome ».

La F.F.A. est une organisation agricole indépendante de la F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et de la tendance conservatrice. Elle s'est créée il y a quelques années, certains agriculteurs reprochant à la F.N.S.E.A. de « collaborer » avec le pouvoir.

LE C.N.J.A. (Centre national des jeunes agriculteurs), dans un communiqué signé de son président, Louis Laigneau, se déclare « solidaire des viticulteurs qui se trouvent dans une situation dramatique après les opérations d'importations abusives de vins d'Italie ». Le C.N.J.A. lance aux viticulteurs un appel à la sérénité et demande aux pouvoirs publics des mesures immédiates.

## Le prix de l'irrésolution

(Suite de la première page.)

L'approche d'élections a plusieurs fois fait oublier des promesses qui ont été faites aux vignerons par le pouvoir. « État paillard », comme disent les vignerons, M. Chirac régnait, rue de Varenne ou à l'hôtel Matignon, — sans qu'il y ait lieu d'abandonner le statu quo. Ce qui a inévitablement entraîné la persistance de mauvaises habitudes et aboutit, paradoxe, à ce que les

vignerons épris de qualité soient pénalisés par un système où la distillation — mesure doublement absurde du point de vue économique — rapporte plus aux producteurs que ceux qui ont réduit le tonnage et changé les cépages pour élever le degré.

Il y a donc toujours des surplus qui font chuter les cours et baissent les revenus. Faute de résolution, le

pouvoir s'est ainsi discrédité dans le Midi viticole, sans assurer l'indispensable rénovation du vignoble.

Toutes proportions gardées, la même aventure lui est arrivée avec le pays du Marché commun. Lorsqu'a commencé l'invasion des vins italiens, le gouvernement aurait pu faire savoir clairement à ses partenaires qu'il lui était impossible d'accepter le sabotage de sa politique d'équilibre viticole, qu'il accepterait l'entrée de vins étrangers, mais à la condition qu'ils soient soustraits, dans leur pays, à des règles de production équivalentes à celles de la France ; et que la monnaie qui traduit leur prix demeure stable.

C'est pas cela, non plus, qui a été dit. Hélas ! entre le respect de la lettre du traité de Rome et celui des promesses faites aux viticulteurs, le pouvoir a longtemps tergiversé, suspendu pendant trois semaines l'importation des vins transalpins, avant de les laisser entrer. Mais comme il s'effondrait (plus de 30 % de baisse depuis 1973), et que les vignerons italiens n'étaient tenus à aucune règle de production communautaire, cela n'a été qu'un coup d'épée dans l'eau. Le vin : les importations se sont accrues, conduisant la Commission européenne à autoriser des distillations de plus en plus considérables, sans profit — ou si peu — pour les viticulteurs français.

Personne à Bruxelles ne prenait au sérieux les menaces de M. Bonnet : la France maintenait en effet ses frontières ouvertes — bien que la réglementation européenne, en discussion depuis deux ans, n'ait toujours pas vu le jour, — et de très gros importateurs français s'appuyaient sur leurs amitiés politiques pour assurer que cela continuerait.

Résultat : pendant un an, le diplomate français n'a pu obtenir de ses partenaires européens les concessions indispensables à la réussite de sa politique agricole. Il a fallu la mort de deux hommes pour que soit arraché, à Bruxelles, un début de solution : la réglementation des conditions de la production transalpine et garantie de bonne fin (donc de prix) pour les viticulteurs qui passeront des contrats de stockage à terme avec l'Etat.

La troisième illustration des maux de l'agriculture politique est la pire : elle concerne l'ordre public. Sachant qu'il n'avait pas réussi à assurer l'avenir des vignerons et craignant sans doute d'envenimer les choses, le pouvoir a laissé sans

réagir les vignerons de toute une région se comporter de façon de plus en plus provocante. Des mois durant, les incidents se sont multipliés sans réaction : pyromanie, incendies, wagons brûlés, gares endommagées, chemises cravées, G.R.S. molestés, transports d'armes...

Devant la passivité du pouvoir central, le préfet d'un département viticole en a été réduit à souhaiter la publication d'informations jusque-là secrètes (1) pour faire prendre au sérieux par Paris les rapports qu'il avait envoyés. Mais on continua en haut lieu à fermer les yeux, incitant même les forces de l'ordre à ne pas contrôler les véhicules, de peur d'avoir à sévir si des armes venaient à y être découvertes. Les animateurs les plus inconscients du mouvement des viticulteurs en sont ainsi venus à se croire protégés par une sorte d'immunité qui les encourageait à l'escalade. Et ce fut l'explosion punitive contre les chais d'un gros importateur de l'Ain dont les auteurs ont pu tranquillement regagner l'Audougent accompagné à distance par la gendarmerie. Puis la destruction de bâtiments publics sans que les forces de l'ordre interviennent. Enfin, malgré les mises en garde des élus locaux, l'abominable fusillade de Montredon.

Cette série d'exactions impunies permet de poser une question : que se serait-il passé s'il s'était agi d'ouvriers ou d'étudiants ?

A quoi servent les lois quand on les voit appliquées contre les idées subversives plutôt que contre les actions illégales ; quand on perquisitionne plus volontiers chez des détenteurs de tracts que chez des détenteurs de fusils ; quand on estime la liberté de l'Etat compromise par une cinquantaine de conscrits et de militants mais qu'on ferme les yeux sur les destructions commises par des centaines de personnes dans toute une région ?

Car tels sont les faits, tel était le propos publiquement annoncé et répété par les dirigeants des viticulteurs du Sud-Ouest.

A croire que depuis la loi Méline de 1882 en faveur des agriculteurs (qui est, au fond, l'une des lois les plus originales des maîtres actuels), nul, à droite comme à gauche, n'ose les contester. Où est l'Etat ?

GILBERT MATHIEU.

(1) « Le Midi et la main », un article de Pierre-Marie Doutré dans le Monde du 8 janvier dernier.

صلى الله عليه وسلم







# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI			L'IMMOBILIER		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03	Achat-Vente-Location	26,00	30,35
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37	EXCLUSIVITES	32,00	37,36
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18	L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
CAPITAUX OU			(chaque mercredi et chaque vendredi)		
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89			



## emploi régional

**MARQUE INTERNATIONALE vêtements enfants**  
recherche  
pour son réseau boutique  
**DIPLOME H.E.C. E.S.E.C. ou SUP. de CO.**  
Expérience indispensable de la vente magasins  
textiles. — Appelé à devenir rapidement :  
**DIRECTEUR COMMERCIAL**  
Région Rhône-Alpes  
Déplacements fréquents  
Adresser curriculum vitae + photo à M. BESSON,  
138, av. de Gaulle — 69002 NEUILLY-SUR-SEINE,  
sous le n° 41.534.

**IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE**  
recherche de suite pour LYON  
(Bureau GAMA-PERE DODU + GALINA)  
**UN DIRECTEUR REGIONAL**  
Adresser curriculum vitae, photo, prétentions  
Réponse et discrétion assurées  
GAMA, B.P. 2 — 69001 VANNES CEDEX

## transports

Déménageur par M.G. en toute  
sécurité. Paris. 22-61-61.  
Pontoise. 46-13-44.

## autos-vente

MERCEDES 240 D autom. 74  
glaces teint. électr. inter. cuir.  
comme neuve. COLLIN 67-91-91.

# L'immobilier

## appartements vente

**MONTMARTRE**  
SITE UNIQUE  
face aux vignes  
Dans immeuble récent magnifique appartement  
D.U.P.L. 2  
4-5 pièces tout confort : 145 m<sup>2</sup>  
cheminée, terrasse, cave, chambre service.  
Prix : 1.250.000 francs  
Visite et renseignements de 18 heures à 20 heures,  
tél. : 686-70-13

## Paris - Rive droite

P. Résidentiel. R. Thimoteau,  
18e arr. bel imm. pierre de taille,  
cuisine 24 m<sup>2</sup>, étage, sc. bel  
app. 5 pièces principales, belle  
réception, tout confort, bain, cuisine,  
cuis. aménagée, tél. cave  
+ 2 chambres service.  
Téléphone : 67-97-52.

20, 129, 130, des Pyrénées, 18e arr.,  
3 p., 70 m<sup>2</sup> + logg. partg.,  
d'été réduite, 3100 F. Par-  
ticulier : 370-13-44.

A vendre, 18e arr. dans très bel  
immeuble de caractère MAGNIFIQUE  
APARTEMENT, 2 pds p. C.,  
s. de ba. et ch. ch. ch. de bain,  
cuisine, cave, cuisine, cuisine,  
libre de suite. Prix exceptionnel.  
Tél. (07) 74-08-37.

PROXIMITE PARC MONCEAU.  
ODE. 65-20. 18e arr.  
MTS PLAFONDS. GD LUXE.

REPUBLIQUE. Immeuble pierre  
de taille ravale, vaste séjour  
salon 40 m<sup>2</sup>, 2 ch., bain, cuis.,  
wc, s. de ba. ch. cent. 370.000.  
Me voir lundi, mardi, 18h, rue  
Beauregard.

HALLS - De l'imm. 17e à COQ.  
STUD. cul. 40, 2 ch. 2 ch. 2 ch.  
SUD. 95.000 F. - 724-74-45.

**ILE SAINT-LOUIS** Immeuble  
saisonnière caractère  
de 11 ch. ch. ch. ch. ch. ch. ch.  
St. rue Saint-Louis-en-l'Isle. 18e arr.  
Samedi, dim., lundi, 15 h - 18 h.

**EXCEPTIONNEL**  
directement sur  
AV. FOCH (4900)  
APART. STANDING  
100 m<sup>2</sup> + balcon 15 m<sup>2</sup>  
+ cave  
Prix total : 1.200.000 F.

SC. av. ALMA, CONTESSÉ P.  
20, av. de l'Opéra, Paris (17e)  
RUE CALME Standing - Petite  
résidence  
STUDIOS - 2 P.CES et 3 P.CES  
Livraison printemps 76  
S/prix : 13, RUE GANNON  
Samedi, lundi, 10 h à 18 h  
292-43-72 - 627-02-37

Conviendrait à profession libér.  
17e VILLA 200 m<sup>2</sup>, parfait  
état, sur cave partiellement  
rez-de-chaussée en 2 parties :  
1) 2 pièces, cuis., salle de bain,  
2) Cuisine, très grand living,  
à l'étage : 4 ch. ch. ch. ch. ch. ch.  
de bain, wc, ch. ch. ch. ch. ch. ch.  
tel. (4 postes), possib. garage.  
300 m<sup>2</sup> terrain env. 900.000 F.  
Cred. 80 %. Pr. r. vs : 284-07-95,  
ou s/prix lundi, 15 h - 18 h.

**WAGRAM**  
IMM. BOURGEOIS RAVALLE  
5 P.CES, cul., 2 ch., 2 ch.,  
5 P.CES, cul., 2 ch., 2 ch.,  
BALCON TERRASSE  
+ CHAMBRE SERV. AVEC ASC.  
REFAIT NEUF  
Prix 715.000 F  
Samedi, lundi, 10 h à 18 h  
34, RUE PONCELET  
ou 725-91-05

3 p., ch. ch. cent. tél.  
17e arr. sur Sacré-Cœur  
5/prix samedi-dim. 14-17 h.  
17, rue de Rochechouart  
HALLS - Placement d'avenir  
**BEAU STUDIO**  
3, rue SAUVAT Propriétaire :  
261-52-79. Du lundi au samedi :  
10 h à 18 heures

ARCHIVES/REMBUTEAU  
GRAND SEJOUR + 2 P. ASC.  
HAUTS PLAFONDS, ODE. 42-70.

**NEUILLY - SAINT-JAMES**  
Bel imm. pierre de taille ravale  
Plein soleil - Sur verdure  
**LIVING DBLE + CHBRE**  
entrée, cuis., s. de bain, w.c.,  
ch. ch. ch. ch. ch. ch. ch.  
immeuble MODERNE - TEL.  
LUXUEUSEMENT RETENUE  
+ BEAU JARDIN PRIVE  
Prix 450.000 F  
Voir 14-18 h. ou 725-91-33  
4, RUE LONGPONT  
ou 725-91-33

**NEUILLY - SABLONS**  
Entièrement refait neuf  
**BEAU LIVING + CHBRE**  
entrée, cuis., s. de bain, w.c.,  
ch. ch. ch. ch. ch. ch. ch.  
Prix 197.000 F  
Samedi, lundi, 10 h à 18 h  
33, RUE DE SABLONS  
ou 725-91-33

**Immobilière (information)**  
LOCATIONS SANS AGENCE  
par PLURICONTACTS  
OFFICE DES LOCATAIRES  
18, r. de Valenciennes, 92e Dépt.  
S. r. Ph. Desques, VERSAILLES  
Frais abon. 300 F. 742-70-42.

## offres d'emploi

P.M.E. implantée région parisienne  
traitant pour le compte de 600 multinationales  
80.000 heures mois de travail mécano soudure,  
petite et grosse mécanique très bien équipée,  
recherche

**COLLABORATEUR**  
haut niveau, très expérimenté, multinationales  
des affaires, ayant apporté licences fabrication,  
commercialisation possible.  
Discret, sérieux  
Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à S.N.P.P.,  
63, rue Pierre-Budini. — PONTAISE.

Société grandes techniques  
GRENABLE, recherche  
TECHNICIEN pour Afrique du  
Nord, relations à assurer avec  
administratif, exp. en T.P. et  
V.R.O. - Tél. 76-70-14-63.

**ENTREPRISE moyenne**  
BÂTIMENT ONLY, recherche  
TABLEAU CARRÉ, capable  
assurer relations bancaires et  
assurances. Fournir C.V. com-  
plet, références précises. Ecr. à  
T. 064.20 M. REGIS-PRÉSSE,  
65, rue Réaumur, PARIS-2.

Responsable  
SECURITE CHANTIERS  
Ayant connaissances pratiques des  
travaux et matériels de travaux  
publics et bnt. Age indiff. For-  
mation A.M. Marine, Génie ou  
similaire. Ecr. à J. B. LAINE  
DE TRAVAUX, route Nat. 2,  
VIRY-CHATILLON

## représent. offre

LABORATOIRE PHARMACEUT.  
recherche  
14 DELEGUES MEDICAUX  
SEMI-EXCLUSIFS pour prescrip-  
tion de médicaments spécialisés  
communes, Midi-Pyrénées, Lan-  
guedoc, Sud-Est, Centre, Centre  
Région Paris, Picardie, Auvergne,  
Bretagne, Normandie.  
Ecr. P. 20.106 HAVAS BORDEAUX

**perdu-trouvé**  
Perdu fusil à pompe, 12 mm, mar-  
que et blanc F. de St-James.  
Région Paris. Tél. 76-70-14-63.  
de 9 à 18 h. 30 ou 24-72-85, le  
soir après 20 h. à 65-72-51.

**SAINT-LOUIS** - Très par-  
faite propriété ancienne de 20  
hectares avec 1.200 m<sup>2</sup> de jardin.  
Région Paris. Tél. 76-70-14-63.  
de 9 à 18 h. 30 ou 24-72-85, le  
soir après 20 h. à 65-72-51.

**PROVENCE** - Luberon  
Maison XVIIIe siècle, très  
magnifique. Vue exceptionnelle.  
Région Paris. Tél. 76-70-14-63.  
de 9 à 18 h. 30 ou 24-72-85, le  
soir après 20 h. à 65-72-51.

**RÉGION COUTENAY**  
Superbe propriété de 20 hectares  
avec 1.200 m<sup>2</sup> de jardin.  
Région Paris. Tél. 76-70-14-63.  
de 9 à 18 h. 30 ou 24-72-85, le  
soir après 20 h. à 65-72-51.

**CHATEAU** - Vue sur Seine  
LE-DE-FRANCE à cont.  
Région Paris. Tél. 76-70-14-63.  
de 9 à 18 h. 30 ou 24-72-85, le  
soir après 20 h. à 65-72-51.

**AGENCE DE LA TERRASSE**  
Région Paris. Tél. 76-70-14-63.  
de 9 à 18 h. 30 ou 24-72-85, le  
soir après 20 h. à 65-72-51.

**COTE D'AZUR**  
BANDOL - Vue panor. s/Baie.  
Villas récentes, 2 ch. ch. ch. ch.  
équip. séjour-salon, 5 ch. ch. ch.  
+ sal. d'été, piscine, terrasse.  
575.000 F. crédit maximum.  
Sélection clientèle avertissement.  
SAUVAT/SAUVAT. (04) 74-25-03.

**SAINT-AUGUSTIN**  
SAINT-LAZARE  
A LOUER BUREAU A partir  
de 100 m<sup>2</sup> dans immeuble  
bureau, grand standing, climati-  
sation, serv. très soigné, parking  
salle de conférences, parking.  
Téléphone : 293-43-52

**SAINT-AUGUSTIN**  
SAINT-LAZARE  
A LOUER BUREAU A partir  
de 100 m<sup>2</sup> dans immeuble  
bureau, grand standing, climati-  
sation, serv. très soigné, parking  
salle de conférences, parking.  
Téléphone : 293-43-52

**SAINT-AUGUSTIN**  
SAINT-LAZARE  
A LOUER BUREAU A partir  
de 100 m<sup>2</sup> dans immeuble  
bureau, grand standing, climati-  
sation, serv. très soigné, parking  
salle de conférences, parking.  
Téléphone : 293-43-52

**SAINT-AUGUSTIN**  
SAINT-LAZARE  
A LOUER BUREAU A partir  
de 100 m<sup>2</sup> dans immeuble  
bureau, grand standing, climati-  
sation, serv. très soigné, parking  
salle de conférences, parking.  
Téléphone : 293-43-52

**SAINT-AUGUSTIN**  
SAINT-LAZARE  
A LOUER BUREAU A partir  
de 100 m<sup>2</sup> dans immeuble  
bureau, grand standing, climati-  
sation, serv. très soigné, parking  
salle de conférences, parking.  
Téléphone : 293-43-52

**SAINT-AUGUSTIN**  
SAINT-LAZARE  
A LOUER BUREAU A partir  
de 100 m<sup>2</sup> dans immeuble  
bureau, grand standing, climati-  
sation, serv. très soigné, parking  
salle de conférences, parking.  
Téléphone : 293-43-52

**SAINT-AUGUSTIN**  
SAINT-LAZARE  
A LOUER BUREAU A partir  
de 100 m<sup>2</sup> dans immeuble  
bureau, grand standing, climati-  
sation, serv. très soigné, parking  
salle de conférences, parking.  
Téléphone : 293-43-52

**SAINT-AUGUSTIN**  
SAINT-LAZARE  
A LOUER BUREAU A partir  
de 100 m<sup>2</sup> dans immeuble  
bureau, grand standing, climati-  
sation, serv. très soigné, parking  
salle de conférences, parking.  
Téléphone : 293-43-52

**SAINT-AUGUSTIN**  
SAINT-LAZARE  
A LOUER BUREAU A partir  
de 100 m<sup>2</sup> dans immeuble  
bureau, grand standing, climati-  
sation, serv. très soigné, parking  
salle de conférences, parking.  
Téléphone : 293-43-52

**SAINT-AUGUSTIN**  
SAINT-LAZARE  
A LOUER BUREAU A partir  
de 100 m<sup>2</sup> dans immeuble  
bureau, grand standing, climati-  
sation, serv. très soigné, parking  
salle de conférences, parking.  
Téléphone : 293-43-52

**SAINT-AUGUSTIN**  
SAINT-LAZARE  
A LOUER BUREAU A partir  
de 100 m<sup>2</sup> dans immeuble  
bureau, grand standing, climati-  
sation, serv. très soigné, parking  
salle de conférences, parking.  
Téléphone : 293-43-52

**SAINT-AUGUSTIN**  
SAINT-LAZARE  
A LOUER BUREAU A partir  
de 100 m<sup>2</sup> dans immeuble  
bureau, grand standing, climati-  
sation, serv. très soigné, parking  
salle de conférences, parking.  
Téléphone : 293-43-52

**SAINT-AUGUSTIN**  
SAINT-LAZARE  
A LOUER BUREAU A partir  
de 100 m<sup>2</sup> dans immeuble  
bureau, grand standing, climati-  
sation, serv. très soigné, parking  
salle de conférences, parking.  
Téléphone : 293-43-52

# LA SEMAINE FINANCIERE

## SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

### Baisse de la livre — Hausse du dollar

La baisse sensible de la LIVRE STERLING — dont le cours est pour la première fois tombé en dessous de 2 dollars vendredi — a été l'événement le plus spectaculaire d'une semaine également marquée par la hausse du DOLLAR et la réouverture du marché des changes italien, réouverture qui s'est effectuée dans une ambiance très réservée à l'égard de la LIVRE.

Le 5 mars 1976 risque fort de devenir une date historique pour les cambistes. Pour la première fois, en effet, le cours de la LIVRE est tombé en dessous de celui du dollar. Cela s'est produit en début d'après-midi, et a été le point d'orgue d'un recul amorcé la veille. A l'origine de ce recul, une vente massive et brutale de LIVRES. On s'est beaucoup interrogé, dans les milieux spécialisés, sur l'origine de celle-ci, attribuée par certains à la Banque d'Angleterre, par d'autres à un pays producteur de pétrole. Quoi qu'il en soit, la baisse brutale du STERLING qui s'en est suivie a entraîné de nombreux dégagements qui se sont poursuivis jusqu'à la veille du week-end. Conséquence : le cours de la LIVRE est tombé vendredi à 1,983 dollar.

L'ampleur du mouvement a surpris. Certes, le taux d'inflation de la Grande-Bretagne est supérieur à celui de la plupart des grands pays industrialisés, mais il n'est pas depuis de longs mois, et le gouvernement de M. Wilson paraît, dans ce domaine, engagé dans la bonne voie. La baisse des taux d'intérêt outre-Manche, engagée depuis l'automne, ne saurait non plus expliquer un tel recul. Mais ? Part-il voir dans la chute du STERLING un effet des événements de Rhodesie ? Part-il voir une manifestation de la politique de la Grande-Bretagne de passer sur le cours de sa devise ? Cette hypothèse a été repoussée par un porte-parole de la Banque d'Angleterre, qui a déclaré vendredi : « Nous avons soutenu la livre sterling aujourd'hui. La seule raison que je puisse imaginer à la chute de la livre est que quelque chose a changé, et que quelque chose d'autre, personnel, manquant de sang-froid, ont suivi son exemple. »

A l'issue de ces cinq séances, la perplexité était grande dans les milieux cambistes. Comme on peut l'imaginer, le comportement du STERLING a exercé une influence sur celui des autres devises. Le DEUTSCHE-MARK a été l'un des grands bénéficiaires du fléchissement de la monnaie britannique, ce qui a amené la Banque de France à intervenir pour ralentir la hausse de la devise allemande. Celle-ci occupe toujours la première place du « serpent » euro-

pe, n'est intervenue qu'à six reprises en décembre et en janvier, pour un montant global de 195,5 millions de dollars. Alors que le total des opérations des instituts d'émission entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 janvier a représenté 10 milliards de dollars. On attendait, enfin, avec une certaine curiosité la réouverture du marché des changes italien fermé depuis six semaines. Comme beaucoup le craignent, la LIVRE, sans être stabilisée, a baissé au fil des séances.

## Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

PLACE	Franc	Livre	Dollar	Franc suisse	Franc allemand
Paris	4,3263	1,9864	5,0892	1,9338	5,9531
London	5,4247	1,9388	5,1381	2,0372	5,9949
New-York	37,2300	0,1250	38,0878	1,9838	22,1116
	37,3632	0,1307	38,9985	2,0372	22,2915
Paris	288,25	5,6331	175,87	6,9681	4,8225
	287,83	5,6649	174,94	6,9646	4,8589
Zurich	96,2769	3,2325	109,5638	5,1298	57,1807
	95,8328	3,2329	109,0311	5,1297	57,1778
Frankfurt	85,7311	3,2143	109,5638	5,0982	56,8661
	85,2238	3,2318	109,0311	5,1291	57,1690

peu, devant la CROUONNE SUEDOISE, le FRANC et la CROUONNE DANOISE fermant la marche. Le DOLLAR a également profité du recul du STERLING. La devise américaine, déjà en hausse, a vu, en effet, sa progression s'accroître en fin de semaine. Sans doute faut-il voir dans le bon comportement du DOLLAR un effet de la tension des taux d'intérêt aux Etats-Unis. L'annonce de la baisse des prix de gros en février ne pouvait, en outre, que favoriser la devise américaine, dont les perspectives paraissent favorables aux yeux des responsables du service des opérations de change de la Réserve fédérale de New-York. Les spécialistes ont également donné des précisions intéressantes sur les interventions des banques centrales. La Réserve fédé-

en dépit des interventions de la Banque d'Italie — elle y aurait consacré 150 millions de dollars — et s'est finalement inscrite au petit recul sur toutes les places. Préoccupé par cette lente dégradation, le gouvernement italien a annoncé, jeudi, que les personnes qui exportent illégalement des capitaux risqueront désormais des peines de prison (le Monde du 6 mars). Cette décision permettra peut-être de rendre plus efficace le « système des quotas » de la LIVRE pour reprendre la formule des autorités de Rome. Sur le marché de l'or de Londres, le cours de l'once, qui avait fléchi jusqu'à 131,40 dollars mardi, a remonté à 132,40 dollars mercredi pour s'établir à 133,70 dollars (contre 132,30 dollars le vendredi précédent).

PHILIPPE LABARDE.

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE

### Déception et contagion

La détente amorcée la semaine précédente ne s'est pas poursuivie cette semaine sur le marché monétaire de Paris. Après les échecs de la Banque d'Angleterre, les banques de la zone de francs ont entraîné une remontée de 7/8 % à 7 1/2 % lundi et mardi, les taux revenant à 7 3/8 %, et les opérations envisagées par les banques de la zone de francs ont entraîné une remontée de 7/8 % à 7 1/2 % lundi et mardi, les taux revenant à 7 3/8 %, et les opérations envisagées par les banques de la zone de francs ont entraîné une remontée de 7/8 % à 7 1/2 % lundi et mardi, les taux revenant à 7 3/8 %.

de refinancement de celles qui s'adressent au marché monétaire a été majoré d'un point au moins. Pour les autres, à savoir les banques de la zone de francs, les opérations de change de la Réserve fédérale de New-York. Les spécialistes ont également donné des précisions intéressantes sur les interventions des banques centrales. La Réserve fédé-

un régime de liberté des changes et les nécessités de la conduite de l'économie, qui ne justifiaient guère actuellement une remontée des taux. Aux Etats-Unis, le FED paraît bien avoir adopté une attitude plus restrictive, relevant d'un demi-point son taux d'intervention sur le marché du week-end (contre 5 1/4 % contre 5 3/4 %). La masse monétaire (M1 et M2) semble bien, cette fois-ci, avoir recommencé à augmenter, même si un fléchissement important a été enregistré — a été enregistré pour la semaine s'achevant le 25 février. En conséquence, les autorités monétaires vont surveiller de plus près cette augmentation, tout en tenant compte de la stagnation préoccupante des demandes de crédit. En Grande-Bretagne, enfin, la Banque centrale a annoncé la dixième réduction depuis la mi-novembre de son taux minimum d'intérêt, ramené de 9 1/4 % à 9 % : priorité est donc donnée à l'économie, sans se soucier du triste sort de la livre. FRANÇOIS RENARD.

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

### Nouvelle hausse du cuivre et du sucre

METALLS. — Nouvelle et sensible progression des cours du cuivre et du sucre. Le cuivre a atteint son plus haut niveau depuis le 15 janvier, le coût de production a augmenté de 10 %.

Le sucre a également progressé, le cours du sucre a atteint son plus haut niveau depuis le 15 janvier, le coût de production a augmenté de 10 %.

Le sucre a également progressé, le cours du sucre a atteint son plus haut niveau depuis le 15 janvier, le coût de production a augmenté de 10 %.

## COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)  
METALLS. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), 3.889 (3.808) ; à trois mois, 3.889 (3.808) ; à six mois, 3.889 (3.808) ; plomb, 190,50 (180) ; zinc, 353 (342,25). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 60,80 (59,80) ; aluminium (1190), 1,41 (1,40) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 86,17 (70,50) ; mercure (par bouteille de 75 lbs), 123 (123). — Londres (en francs par quintal) : cacao, mal, 688 (680) ; juillet, 675 (663) ; café, mal, 770 (763) ; juillet, 715 (704) ; sucre (en francs par tonne), mal, 1.700 (1.615) ; juillet, 1.714 (1.632). — Chicago (en cents par bushel) : blé, mal, 387 (390 1/2) ; juillet, 381 (406) ; maïs, mal, 278 3/4 (285) ; juillet, 279 1/4 (285).

— Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), 3.889 (3.808) ; à trois mois, 3.889 (3.808) ; à six mois, 3.889 (3.808) ; plomb, 190,50 (180) ; zinc, 353 (342,25). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 60,80 (59,80) ; aluminium (1190), 1,41 (1,40) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 86,17 (70,50) ; mercure (par bouteille de 75 lbs), 123 (123). — Londres (en francs par quintal) : cacao, mal, 688 (680) ; juillet, 675 (663) ; café, mal, 770 (763) ; juillet, 715 (704) ; sucre (en francs par tonne), mal, 1.700 (1.615) ; juillet, 1.714 (1.632). — Chicago (en cents par bushel) : blé, mal, 387 (390 1/2) ; juillet, 381 (406) ; maïs, mal, 278 3/4 (285) ; juillet, 279 1/4 (285).

— Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), 3.889 (3.808) ; à trois mois, 3.889 (3.808) ; à six mois, 3.889 (3.808) ; plomb, 190,50 (180) ; zinc, 353 (342,25). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 60,80 (59,80) ; aluminium (1190), 1,41 (1,40) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 86,17 (70,50) ; mercure (par bouteille de 75 lbs), 123 (123). — Londres (en francs par quintal) : cacao, mal, 688 (680) ; juillet, 675 (663) ; café, mal, 770 (763) ; juillet, 715 (704) ; sucre (en francs par tonne), mal, 1.700 (1.615) ; juillet, 1.714 (1.632). — Chicago (en cents par bushel) : blé, mal, 387 (390 1/2) ; juillet, 381 (406) ; maïs, mal, 278 3/4 (285) ; juillet, 279 1/4 (285).

سوق المال







